



- 6 JUL 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 JUIN 1915

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-cinq mai mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq juillet prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-cinq mai courant ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th JUNE, 1915

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty fifth of May, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth July next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty fifth May instant ; and hereby convene you for the FIFTH OF JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-septième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de lacouronne en chancellerie,
Québec,

3235

L.-P. GEOFFRION.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventeenth day of May, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

3236

Avis du Gouvernement

The Big Hollow Gold Mine Company, Limited.

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1915, constituant en corporation MM. François Xavier de Billy, employé civil, de Victoriaville; Pierre Alphonse Robitaille, boulanger, de Princeville; Joseph Ernest Gagnon, industriel, de Victoriaville; J. T. Rolland Gazelle, courtier, de Montréal et Edouard Morency, commis d'hôtel, de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, vendre ou louer des meubles, immeubles, pouvoir d'eau, lignes de transmission électrique, moulin, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats appartenant à des particuliers, compagnies ou corporations dans les comtés de Wolfe, Compton, Richmond et Sherbrooke.

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines ou minerais;

Faire toutes les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter, de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer et aliéner des mines, terrains miniers, droit de préemption, ou tout autre intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir, exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour les opérations;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, débetures, ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la présente section et les payer, au moyen d'actions libérées en tout ou en partie si elle le désire, et se charger des dettes et charges y adhérentes;

Government Notices

The Big Hollow Gold Mine Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1915, incorporating Messrs. François Xavier de Billy, civil employee, of Victoriaville; Pierre Alphonse Robitaille, baker, of Princeville; Joseph Ernest Gagnon, manufacturer, of Victoriaville; J. T. Rolland Gazelle, broker, of Montreal and Edouard Morency, hotel clerk, of Quebec, for the following purposes:

To acquire, sell or lease moveable and immoveable property, water-powers, electric transmission lines, mills, manufactories, patents, licenses, privileges, contracts belonging to individuals, companies or corporations within the counties of Wolfe, Compton, Richmond and Sherbrooke;

To prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug for, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

Acquire lease, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein; mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, water works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful in its operations;

Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen.

Receive in payment for minerals, lands, merchandise or works, shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company and hold the same or dispose thereof;

Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

Payer tous les frais ayant rapport à l'octroi de la lettre patente y compris les services d'incorporation dans et pour la formation de la compagnie, y compris les services rendus ou à rendre par les promoteurs ou les directeurs provisoires en tout ou en partie, en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Payer toutes rémunérations jugées convenables par le bureau de direction pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou à vendre ou en garantissant le placement d'actions, débetures ou autres de la compagnie, soit en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par hypothèques ou débetures, titres ou autres valeurs de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie demande son incorporation, sous le nom de "The Big Hollow Gold Mine Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3785-26-2 Sous-secrétaire de la province.

Maxwell Realty Company, Incorporated.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1915, constituant en corporation MM. Samuel Williams Jacobs, conseil du Roi; Alexandre Rives Hall, conseil du Roi; Gui Casimir Papineau-Couture, avocat, Louis Fitch, avocat, Harry Gough, comptable, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, louage, échange, donation, concession ou autrement, détenir et posséder des terres, biens-fonds et immeubles de toute description; développer, améliorer, exploiter et tracer sur telles propriétés des rues, ruelles, squares, lots ou autres choses, ériger des maisons, bâtisses et autres constructions sur tels biens fonds ainsi acquis, vendre, prendre à bail, louer, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer de ces terres, biens-fonds et immeubles ainsi que des bâtisses dessus construites, disposer d'aucune rue, ruelles, d'aucun square sur telles propriétés en faveur d'aucune personne ou municipalité, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Etre agents d'immeubles et d'assurance et agents pour la perception des loyers;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques et liens pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie par les acheteurs ou autres ou le paiement des avances faites par la compagnie aux acheteurs pour des fins de constructions ou autres améliorations;

Acquérir, construire, entretenir et exploiter des travaux d'aqueducs pour fournir l'eau aux détenteurs et acheteurs des propriétés de la compagnie ou aux personnes et corporations en possession des terres adjacentes à icelles, suivant les termes dont on pourra convenir, le tout sujet aux règlements locaux et municipaux s'y rapportant;

Construire, entretenir et exploiter des tuyaux d'égouts et autres installations pour le drainage

To pay all costs incidental to the granting of these letters patent including services rendered in and for the incorporation and formation of the company and the services rendered or to be rendered by the promoters or provisional directors altogether or partly in cash or by the issue of paid up shares of this company;

To pay all remunerations deemed convenient by the Board of Directors for services rendered in placing or assisting to place or sell or in guaranteeing the placing of shares, debentures or other securities of the company, either in cash or by the issue of paid up shares of this company;

To borrow monies and make cash advances or secure the same by hypothecs or debentures, titles or other securities of the company;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on all operations suitable for the attainment of the purposes wherefore this company is incorporated, under the name of "The Big Hollow Gold Mine Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighteenth day of June, 1915.

C. J. SIAMRD,

3786 Deputy Provincial Secretary.

Maxwell Realty Company, Incorporated.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1915, incorporating Messrs. Samuel Williams Jacobs, King's Counsel; Alexander Rives Hall, King's Counsel; Gui Casimir Papineau-Couture, advocate, Louis Fitch, advocate, Harry Gough, accountant of the city of Montreal, for the following purposes;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire, construct, maintain and operate waterworks for the purpose of supplying water to the holders and purchasers of property of the company, or to persons or corporations holding lands contiguous thereto, at such rate as may be agreed upon, subject to local and municipal regulations in that behalf;

To construct, maintain and operate sewers or other devices to drain the lands and buildings

des terres et constructions possédées par la compagnie, ou contigües à icelles;

Acquérir par achat, louage ou autrement, assumer, en totalité ou en partie, l'entreprise, le commerce, l'actif ou le passif d'aucune personne, société ou compagnie que cette compagnie pourra légalement acquérir;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits, de l'actif ou des entreprises de la compagnie en considération de ce dont on pourra convenir, y compris les parts, obligations, débetures et autres valeurs d'aucune autre compagnie, ou en prenant des hypothèques sur les terres et bâtisses;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, posséder et détenir, aussi, vendre et disposer des parts, obligations, débetures et autres valeurs dans d'autres compagnies ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits d'hypothèques, de privilèges et de gages sur d'autres compagnies ou personnes ou en provenant;

Assurer, donner des garanties pour, et se rendre responsables de paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes et autres obligations de toute nature quelconque, d'aucune autre corporation, société ou personne;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits, privilèges, commerce, aucunes franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, ou avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus à la compagnie, avec des actions entièrement libérées, des obligations, débetures et autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner, partager les bénéfices ou s'associer avec aucune personne ou compagnie exerçant le même commerce ou un commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, aux conditions que cette compagnie déterminera;

Faire toutes autres choses et exercer tous pouvoirs et tout commerce se rapportant aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Maxwell Realty Company, Incorporated", avec un capital actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le dix-huit juin 1915.

C. J. SIMARD,

3755-26-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitations Salubres, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1915, à "La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitations Salubres, Limitée", par lesquelles les pouvoirs additionnels sont accordés.

Acheter, vendre, louer et acquérir autrement des immeubles et des garanties hypothécaires; agir comme courtiers, agents et intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs d'immeubles et faire tous les actes se rapportant à ces matières.

Pour servir d'intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs; recevoir et administrer les souscriptions et les dépôts en argent qui pourront lui être faits par toutes personnes ou corporations, dans le but d'acquérir par voie d'achat ou autrement de la compagnie des terrains et des maisons

own by the company, or contiguous thereto;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business property, assets or liabilities of any person, partnership or company which this company may lawfully acquire;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities or any other company, or by taking hypothecs on lands and premises;

To purchase, take in exchange, or in payment, or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies, having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate, share profits, or unite with any person or company, carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To do all the acts and exercise all the powers, and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Maxwell Realty Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this eighteenth day of June 1915.

C. J. SIMARD,

3756-26-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitations Salubres, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1915, to "La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitations Salubres, Limitée", granting to the said company the following additional powers;

To purchase, sell, lease and otherwise acquire, immoveables and mortgage-securities; to act as brokers, agents and intermediaries between the purchasers and sellers of immoveables and to do all acts in connection with the above;

To act as intermediaries between loaners and borrowers; to receive and manage the subscription and deposits of money made with the company by any persons or corporations, for the purposes of acquiring from the company, by way or purchase or otherwise, lands and dwelling

d'habitation, et cela en la manière prescrite et conformément aux règlements, clauses et conditions déterminées par la compagnie; recevoir de l'argent en dépôt de membres souscripteurs, afin d'aider à la construction de maisons d'habitation salubres;

Pour agir comme agents et courtiers d'assurance recevoir les commissions ordinaires des agents en rapport avec les polices d'assurance sur le feu émises sur les maisons d'habitation construite par la compagnie et pour ses membres.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,
3787—26-2 Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "J. Einstein, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Paul Roy, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 18 juin 1915. 3767

Electrical Illumination Company of Canada, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Henry Weiss, ingénieur électricien; Agnès Crowley, fille majeure; Ernest C. Leete, entrepreneur; Ubald Ravanelle, commis-marchand; Seth P. Leet, magistrat de police, de la cité de Montréal, pour les objets suivants.

Faire les affaires de commerçants, manufacturiers et entrepreneurs généraux dans la machinerie électrique, les appareils et installations pour la force motrice, l'éclairage et autres fins pour lesquelles l'électricité peut servir ou être mise en application et les exploiter; acheter et vendre et de toute autre manière, trafiquer des patentes qui pourront être utiles ou nécessaires en rapports avec les objets énumérés aux présentes;

Agir comme ingénieurs électriciens consultants et surveillants, mécaniciens et architectes, et en pratiquer les affaires;

Exercer tout genre de commerce qui pourra être accessoire ou nécessaire d'après les pouvoirs octroyés par cette charte;

Acquérir et détenir aucune propriété d'aucune nature qui pourra être jugée utile aux fins des pouvoirs accordés par cette charte, ou en disposer par titre;

Vendre l'actif, le capital-stock et la clientèle de la compagnie, autorisée par cette charte, à toute autre personne et compagnie, aussi, acquérir la charte, l'actif et la clientèle d'aucune autre compagnie aux termes et conditions que décréteront au moins les deux tiers des porteurs d'actions en nombre et en valeur, et au cas d'achat payer en tout ou en partie avec du capital de la compagnie acquéreur;

Acquérir de Henry Weiss, de la cité de Montréal, ingénieur-électricien, le brevet canadien en date du 2 juin 1914, sous le numéro 156,054, et la patente utilisée par la République Argentine, en date du 29 novembre 1913, et portant le

houses, in the manner prescribed and pursuant to the by-laws, clauses and conditions determined by the company; to receive money-deposits from subscribing members, to aid in the erection of sanitary dwelling houses;

To act as insurance agents and brokers, receive the usual agents commission in connection with fire insurance policies placed on the dwelling houses erected by the company and for its members.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,
3788—26-2 Deputy Provincial Secretary.

The company "J. Einstein Incorporated", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Paul Roy, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 18th June, 1915. 3768

Electrical Illumination Company of Canada, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1915, incorporating Messrs. Henry Weiss, electrical engineer; Agnès Crowley, spinster; Ernest C. Leete, contractor; Ubald Ravanelle, salesman; Seth P. Leet, police magistrate, of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on a general trading, manufacturing and contracting business in electrical machinery, supplies and installations for power, illumination and other purposes for which electricity may be used or applied and to operate the same;

To buy and sell, and in any other way deal in patents that may be useful or expedient in connection with the objects herein set forth;

To act as and to carry on the business of consulting and supervising electrical, mechanical and architectural engineers;

To do and carry on any kind of business that may be auxiliary to or expedient for the powers granted by this charter;

To acquire and hold, and to dispose of by any title, any property of any kind that may be deemed useful for the purposes of the powers granted by this charter;

To sell the assets, capital stock and goodwill of the company to be authorized by this charter, to any other company or person, or to acquire the assets, charter and goodwill of any other company, upon such terms and conditions as at least three-fourths of the stock holders in amount and number shall decide, and in case of purchase to pay for the same in whole or part in the stock of the company purchasing;

To acquire from Henry Weiss, of the city of Montreal, electrical engineer, the Canadian patent dated 2nd June, 1914, and bearing the number 156,054, and the patent used by the Republica Argentina, dated 29th November,

numéro 10,706, pour la somme de cinquante mille (\$50,000.00), piastres et émettre au dit Henry Weiss, du capital entièrement libéré pour un montant égal, en paiement de son brevet d'invention, sous le nom de "Electrical Illumination Company, Limited", avec un capital-actions de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf mille cinq cents parts (9,500) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le 8 juin 1915.

C. J. SIMARD,
3567—25-2 Assistant secrétaire provincial.

La Moulange M-ré, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1915, constituant en corporation M.M. Napoléon Grégoire, marchand; J.-A. Forand, gérant; P. E. Lacombe, gérant; L. R. Guilbault, notaire; Louis Marchand, meunier, de Plessisville, pour les buts suivants:

Exploiter, manufacturer, acheter, vendre, louer, et faire le commerce de moulanges de toutes sortes;

Acheter, exploiter, vendre, louer et faire le commerce de tout brevet d'invention concernant les moulanges, les machines servant à la culture et aux travaux de la ferme et les moteurs à gazoline et accessoires, manufacturer ou faire manufacturer les machines ou instruments ci-dessus;

Acquérir, bâtir, exploiter des usines aux fins ci-dessus, en se servant d'un pouvoir soit à vapeur, à l'électricité ou hydraulique;

Tenir atelier de réparations pour machines en général, comprenant coulage, tournage, et ajustage;

Tenir magasin de ferronneries générales et accessoires;

Donner en paiement de toute propriété, brevet, droit exclusif, procédé de fabrication, amélioration sur machines certain montant d'actions;

Acquérir ou vendre les actions garanties ou entreprises de toute autre compagnie, ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie et transporter ses entreprises ou actifs à toute telle compagnie et s'amalgamer avec elle;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des biens, entreprise ou clientèle de la compagnie, en accepter le paiement pour tout ou pour partie en actions, débetures ou garanties dans toute corporation ou compagnie;

Négocier avec toute personne ou compagnie autorisée un marché pour le partage des profits l'union des intérêts et la coopération, sous le nom de "La Moulange M-ré, limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Plessisville, district d'Arthabaska.

Daté, au bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1915.

C.-J. SIMARD,
3603—25-2 Sous-secrétaire de la province.

Public Service Corporation of Quebec.

Avis est donné au public, qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de juin 1915, constituant en corporation

1913, and bearing the number 10,706, for the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00), and to issue to the said Henry Weiss, fully paid up stock for an equivalent amount in payment therefore, under the name of "Electrical Illumination Company of Canada, Limited", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine thousand five hundred (9,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
3568—25-2 Deputy Provincial Secretary.

La Moulange M-ré, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1915, incorporating Messrs. Napoléon Grégoire, merchant; J.-A. Forand, manager; P.-E. Lacombe, manager; L. R. Guilbault, notary; Louis Marchand, miller; of Plessisville, for the following purposes:

To exploit, manufacture, purchase, sell, lease and deal in millstones of every kind;

To purchase, exploit, sell, lease and deal in any patents respecting millstones, agricultural and farm machinery, gasoline motors and accessories, to manufacture the above machinery or instruments or have the same manufactured by others;

For the above purposes, to acquire, build, exploit workshops operated by steam, electric or hydraulic power;

To operate a machine shop for the repair of machinery generally, including casting, lathe-work and fitting;

To keep a general hardware store including accessories;

To give a certain amount of shares in payment of any property, patents, exclusive rights, manufacturing processes, improvements on machinery;

To acquire or sell the guaranteed shares or undertakings of any other company having for any of its objects the carrying on of any of the powers of the company and to transfer its undertakings or assets to any such company and to amalgamate with same;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, undertakings or goodwill of the company and to accept in whole or part payment therefor shares, debentures or securities of any corporation or company;

To enter into any agreement with any authorized person or company for the sharing of profits, union of interests and cooperation, under the name of "La Moulange M-ré, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Plessisville, district of Arthabaska.

Dated from the office of the provincial secretary, this ninth day of June, 1915.

C.-J. SIMARD,
3604—25-2 Deputy Provincial Secretary.

Public Service Corporation of Quebec.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1915, incorporating Messrs. Charles Henri

MM. Charles Henri Branchaud, de la ville d'Outremont, courtier, Milton Lewis Hersey, ingénieur, et Howard Murray, gérant, de la cité de Westmount, Thomas McDougall, de la cité de Montréal, financier, et Julien Cleveland Smith, de la cité de Westmount, ingénieur, pour les objets suivants:

Dans les limites territoriales des comtés de Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Mégantic, Lotbinière, Frontenac, Montmorency, Québec, Portneuf, Montmagny, Champlain, Saint-Maurice, Charlevoix, Saguenay, et des cités de Québec et de Trois-Rivières, acheter, louer et acquérir des propriétés et intérêts en icelles, des pouvoirs hydrauliques et des franchises s'y rapportant, en développer la force motrice, le pouvoir électrique ou autre, les utiliser pour les fins de leurs affaires, les transmettre et les vendre, les donner à bail et disposer des propriétés et intérêts en icelles ainsi que de la force motrice, faire des conventions d'exploitation avec toutes autres compagnies, personnes, sociétés ou corporations pour leur usage, établir, mettre en opération et entretenir toute installation pour l'éclairage à l'électricité, et le chauffage au gaz ou autre, vendre et disposer des pouvoirs pour l'éclairage par l'électricité ou le gaz, le chauffage et la force motrice; pourvu, toutefois, que les droits et privilèges octroyés, par les présentes, à la compagnie pour la génération, la vente et l'aliénation de l'énergie électrique, d'éclairage, de chauffage et de force motrice, en autant que son usage en dehors des propriétés de la compagnie est concerné, soit soumis à toutes les lois provinciales et municipales et aux règlements y relatifs;

Pratiquer des excavations et creuser des puits, faire, bâtir, construire, ériger, poser et entretenir des réservoirs, des travaux d'aqueducs, citernes, barrages, conduits souterrains, tuyaux de drainage et autres et accessoires, exécuter et faire tous autres travaux et toutes autres choses nécessaires et convenables à l'approvisionnement, la mise en réserve, la vente, la livraison, le mesurage et la distribution de l'eau pour la génération, l'entretien ou le développement du pouvoir hydraulique, électrique ou autre force mécanique, ou pour aucun autre objet de la compagnie;

Construire, entretenir, altérer, faire, pratiquer et mettre en opération, sur les propriétés ou pour les fins de la compagnie, ou sur les propriétés sous son contrôle, des réservoirs, des écluses, des biez, coursiers et autres voies d'eau, des pouvoirs d'eau, des aqueducs, puits, chemins, jetées, quais, maisons, boutiques, moulins concasseurs et autres travaux et machineries, installations, appareils électriques et autres de toute description;

Acquérir par achat ou autrement et détenir des terres, limites à bois ou permis de coupe, lots de grève, chutes d'eau, privilèges et concessions hydrauliques, pouvoirs d'eau, droits et intérêts en iceux, construire, développer au autrement les améliorer et les utiliser, les louer, les vendre, en faire le commerce ou autrement en disposer;

Construire, exécuter, posséder et entreprendre des travaux de toutes descriptions qui pourront être nécessaires ou utiles aux objets de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre les parts, obligations, débetures et autres valeurs dans aucune autre compagnie et autrement en disposer, nonobstant les prescriptions de la section 14 de la dite loi;

Faire tout autre commerce, soit de manufacture ou autre, qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé convenablement ou en

Branchaud, of the town of Outremont, broker; Milton Lewis Hersey, engineer and Howard Murray, manager, of the city of Westmount, Thomas McDougall, of the city of Montreal, financier, and Julian Cleveland Smith, of the city of Westmount, engineer, for the following purposes;

Within the territorial limits of the counties of Lévis, Beauce, Dorchester, Bellechasse, Mégantic, Lotbinière, Frontenac, Montmorency, Québec, Portneuf, Montmagny, Champlain, Saint-Maurice, Charlevoix, Saguenay, and of the cities of Québec and Three Rivers, to purchase, lease and acquire lands and interests therein and water powers and water privileges, and to develop therefrom any power, electrical or any energy and to use the same in connection with their business, and to transmit the same and sell, lease or dispose of lands or interest therein or power, and to enter into working arrangements with other companies, persons, firms or corporations for the use thereof, and to establish, operate and maintain any electric, gas or other lighting, heating or other plant and to sell and dispose of electric, gas or power light, heat and power; provided always that the rights and privileges hereby conferred upon the company to generate, sell and dispose of electric energy for light, heat and power, when exercised outside of the property of the company, shall be subject to all provincial or municipal laws and regulations in that behalf;

To sink wells and shafts and to make, build, construct, erect, lay down and maintain reservoirs, water works, cisterns, dams, culverts, main and other pipes and appliances, and to execute and do all other works and things necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance or development of hydraulic, electrical or other mechanical power or for any other purpose of the Company;

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company and for the purposes of the company, or on property controlled by the company, reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water powers, aqueducts, wells, roads, piers, wharves, buildings, shops, stamping mills and other works and machinery, plan and electrical and other appliances of every description;

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water falls, water privileges or concessions and powers and rights and interests therein, and to build upon, develop and otherwise improve and utilize the same, and to lease, sell or otherwise deal with or dispose of the same;

To construct, execute, own and carry on all descriptions of works which may be necessary or useful for the purposes of the company;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation, notwithstanding the provisions of section 14 of the said Act;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried

rapport avec ses affaires et ses fins et nécessaire à une gestion profitable de son entreprise;

Acheter ou autrement acquérir, entreprendre et assumer toute au aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne, société ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou tout commerce identique à icelui, ou en possession de biens propres aux fins des affaires de la compagnie, émettre en paiement intégral ou partiel de tous biens, droits et privilèges acquis par la compagnie, ou en garantie de ses obligations ou pour services rendus, des actions du capital-stock de la compagnie, souscrites ou non, entièrement acquittées et non sujettes à appel, ou encore des obligations de la compagnie;

De temps à autre, demander, acheter ou acquérir par assignation, transport ou autre procédé, exercer, employer, avoir la jouissance d'aucun statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoir, autorité, franchise, concession, droit ou privilège que les gouvernements ou pouvoirs suprêmes, municipaux ou locaux, ou toute corporation ou autre corps public, pourront avoir le droit de décréter, faire ou accorder, les payer, aider et contribuer à les mettre à effet, approprier pour défrayer le coût nécessaire de leur acquisition, les charges et dépenses en résultant, le capital-action de la compagnie, les obligations et l'actif;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie actuellement engagée ou devant s'engager dans un genre d'affaires ou de transactions que cette compagnie est autorisée à pratiquer;

Prélever et aider au prélèvement d'argent, aider, au moyen de bonus, prêt, endossement, promesse, garantie d'obligation ou autrement, aucune compagnie dans le capital-action de laquelle cette compagnie détient des parts ou avec laquelle elle pourra être en relations d'affaires, agir en qualité d'employé, agent ou gérant d'aucune corporation de ce genre ou garantir l'exécution des contrats par cette corporation ou par la ou les personnes avec qui cette compagnie peut-être en relations d'affaires;

Voir à ce que la compagnie soit enregistrée et reconnue en aucun pays étranger et y désigner les personnes qui, conformément aux lois des dits pays étrangers, la représenteront et à qui pourront être signifiées, comme à la compagnie elle-même, toute procédure ou action;

Louer, vendre ou autrement disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie ou aucune partie d'iceux en considération de ce que la compagnie jugera convenable, y compris les parts, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété, aucun effet de l'actif et spécialement aucune action, débenture ou valeur dans aucune autre compagnie qui aura acheté ou assumé, en tout ou en partie, l'actif et le passif de cette compagnie;

Faire tous actes et toutes choses conduisant ou se rapportant à la réalisation des objets susdits ou de chacun d'eux et exercer tout commerce, soit de fabrication ou autre commerce aux fins et objets énumérés et qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être exercé conve-

on in connection with the business or objects of the company and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

To purchase or otherwise acquire and undertake and assume all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes of this company's business, and to issue in payment or part payment for any property, rights or privileges acquired by the company or for any guarantees of the company's bonds or for services rendered, shares of the company's capital stock, whether subscribed for or not, as fully paid and non-assessable, or the company's bonds;

From time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authorities, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body, may be empowered to enact, make or grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or otherwise, any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, and to act as employee, agent or manager or any of such corporation or to guarantee the performance or contracts by any such corporation or by any person or persons, with whom the company may have business relations;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of this company of any process or suit;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, debentures or securities of any company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over in whole or in part assets or liabilities of this company;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise germane to the purposes and objects set forth and which may seem to the company capable

nablement par la compagnie ou calculé directement ou indirectement de nature à augmenter la valeur des droits et biens de la compagnie ou à les rendre productifs;

Faire toute et chacune des opérations autorisées par les présentes, soit seule, soit conjointement avec d'autres ou en qualité de fiduciaires, mandataires ou agents pour d'autres;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne doivent en aucune façon être limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou par déduction d'iceux, sous le nom de "Public Service Corporation of Quebec", avec un capital-action de trois millions de piastres (\$3,000,000.00), divisé en trente mille (30,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3635—25—2 Sous-secrétaire de la province.

Keystone Athletic Club, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mai 1915, constituant en corporation, M.M. Frederick Stewart Brown, démonstrateur; Charles Harrison Muckle, électricien; Kenneth Davidson, machiniste; Thomas Georges Larkin, agent et John Patrick Smythe, gérant; de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Etablir, entretenir et conduire un club pour l'accommodation des membres et de leurs amis; organiser une maison de club et autres commodités, et, généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et accommodations d'un club;

Promouvoir et tenir des représentations théâtrales, athlétiques, musicales et autres, de même que des tournois de courses et des exhibitions de toutes sortes soit sur les terrains du club ou sur d'autres loués et occupés pour ses fins, limiter et restreindre l'assistance à ces représentations et charger un droit d'entrée spécial aux membres et autres y assistant, faire des dons et accorder des contributions pour des coupes, trophées et autres récompenses en rapport avec les dites représentations, exhibitions et courses;

Vendre, louer et autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable ou s'associer avec aucune personne, société, corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie aux termes et conditions jugés judicieux;

Exercer tout autre commerce identique qui pourra être utile ou dérivé de celui de la compagnie ou qui pourra lui paraître susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec le sien;

Organiser et mettre en opération un ou plusieurs clubs pour les objets ci-hauts mentionnés, déterminer la constitution et les règlements de ces clubs, statuer sur les conditions nécessaires pour être membres, sur leur expulsion et autres détails se rapportant à leur administration;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses encourues à l'occasion de l'incorporation et organisation de la compagnie;

Les susdits pouvoirs et objets de la compagnie seront considérés comme étant distincts et non dépendants les uns des autres et la compagnie pourra poursuivre la réalisation ou l'exercice de

of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents of others;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Public Service Corporation of Quebec", with a capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into thirty thousand (30,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June 1915.

C. J. SIMARD,

3636—25—2 Deputy Provincial Secretary.

Keystone Athletic Club, Limited.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of May, 1915, incorporating Messrs. Frederick Stewart Brown, demonstrator; Chas. Harrison Muckle, electrician; Kenneth Davidson, machinist; Thomas George Larkin, agent and John Patrick Smythe, manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences and generally to afford to members and their friends all the usual privileges or advantages, conveniences and accommodation of a club;

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments as well as races, competitions and exhibitions of all sort whether on the club premises or on other leased or occupied for the purpose, to limit and restrict the attendance at such entertainments and to charge a special license fee to members and others attending the same and to give and contribute towards prizes cups, stakes and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other similar business which may be useful or cognate to the business of the company or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business;

To organize and operate one or more clubs for any of the purposes above mentioned and to determine the constitution and by laws of such clubs and control the conditions of membership expulsion, and other details pertaining to the management thereof;

To pay out of the funds of the company all costs expenses incurred in the incorporation and organization of the company;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to the several and not dependant on each other and the company may pursue or carry on any or more of such objects,

l'un ou de plusieurs de ces objets pouvoirs et fins, abstraction faite des autres, et aucune clause ne sera restreinte, dans son sens général, par référence au nom de la compagnie, ou autrement interprétée en rapport avec aucune autre clause de ces pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "Keystone Athletic Club, Limited", avec un capital-actions de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) parts de cent piastres (100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3623-25-2 Sous-secrétaire de la province.

**The Lyman Real Estate Corporation,
Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Thibaudeau Rinfret, conseil du Roi; Joseph Emile Billette; Arthur Reginald Whitney Plimsoll, avocats; Reignier Brodeur, avocat et Hector Langevin, teneur de livres, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Se livrer aux affaires générales d'immeubles, louer, acheter et transiger sur immeubles;

Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terrains aux fins de les vendre, ou pour d'autres fins, faire et pratiquer toute chose nécessaire et utile en rapport avec ces objets à l'effet de construire des résidences et des établissements commerciaux;

Transiger et négocier avec aucune autre compagnie pratiquant le même genre d'affaires et généralement se livrer à toute opération nécessaire au commerce d'immeubles;

Employer tout ou partie de ses fonds à l'achat de parts dans d'autres corporations se livrant en tout ou en partie à un genre d'affaires ou d'opérations semblables à celles de la compagnie;

Acquérir des héritiers fiduciaires, des légataires résiduels ou de la succession de feu Dame Mary Corse, en son vivant de Montréal, veuve de feu Henry Lyman, les immeubles appartenant à la dite succession en la cité de Montréal, aux fins de les exploiter, développer, vendre, transporter, louer ou autrement en disposer, et les payer, soit totalement soit partiellement, avec des actions ou du capital libéré de la compagnie;

Emettre et assigner du capital libéré de la compagnie en paiement d'aucune transaction, franchise, entreprise, d'aucuns droits, privilèges, bail, licence, contrat, brevets d'invention, marques de commerce, biens-fonds, débetures et autres biens et droits que la compagnie pourra légalement acquérir;

Faire toutes autres choses et opérations en rapport avec ou utiles à l'acquisition de ces objets, l'exercice des droits et obligations pour lesquels l'existence de cette compagnie est autorisée, soit comme mandats, soit comme mandataires. En chaque espèce, les pouvoirs octroyés ne doivent être considérés comme limités ou restreints par interprétation des termes ou par déduction d'iceux;

Hypothéquer, mortgager ou engager aucune propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, que la compagnie pourra posséder aux fins de se procurer aucune obligation ou débenture, ou pour toutes autres fins quelconques;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucun bien et actif de la compagnie, sous le nom de "The Lyman Real Estate Corporation, Limited", avec un capital-actions de cinq cent

powers and purposes without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality by reference to the name of the company or otherwise construed having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "Keystone Athletic Club, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty eight day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3624-25-2 Deputy Provincial Secretary.

**The Lyman Real Estate Corporation,
Limited.**

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1915, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, King's Counsel; Joseph Emile Billette; Arthur Reginald Whitney Plimsoll, advocates; Reignier Brodeur, advocate and Hector Langevin, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate business, lease, purchase and deal in immovables;

To survey, subdivide, improve and develop lands for the purpose of selling same, or other purposes, and do and accomplish everything necessary and useful respecting such purposes for residences and commercial or industrial establishments;

To transact and negotiate with any other company carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary in the real estate business;

To employ its funds in whole or in part for the purchase of the shares of other corporations carrying on in whole or in part a business or operations similar to those of the company;

To acquire from the fiduciary heirs, residuary legatees, or from the estate, of the late Dame Mary Corse, in her lifetime of Montreal, widow of the late Henry Lyman, the immovables belonging to the said estate in the city of Montreal, for the purpose of operating, developing, selling, conveying, leasing or otherwise disposing of same, and to pay for them either in whole or in part with shares or paid up stock of the company;

To issue and assign paid up stock of the company in payment for any business, franchise, undertaking, rights, powers, privileges, lease, license, contract, patents of invention, trade marks, immovables, stocks, bonds debentures, and other property and rights that the company may lawfully acquire;

To do all such other things and operation in connection with or useful for the acquisition of the objects and the exercise of the powers or obligations for which the company is authorized, either as principals or as agents. The powers in each case are not to be considered as limited or restricted by interpretation of or deduction from the terms of any of them;

To hypothecate, mortgage or pledge any property moveable or immovable, present or future which the company may own for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock, or for any other purposes whatever;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property or assets of the company, under the name of "The Lyman Real Estate Corporation, Limited", with a capital

mille piastres, (\$500,000.00), divisé en cinq mille actions (5,000) de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3637—25-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie de Théâtre de St-Hyacinthe.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix juin 1915, à "La Compagnie de Théâtre de Saint-Hyacinthe", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de vingt mille piastres à celle de quarante-neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisant le nouveau fonds social en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, comportant le paiement préférentiel d'un dividende annuel de six pour cent à même les profits réalisés chaque année par la compagnie, et quarante neuf (49) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3633—25-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à Saint-Romuald (Etchemin), le 20 juillet 1915, pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureur et classificateur de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et payer l'honoraire exigible, soit: \$4.00.

Tous les porteurs de permis temporaires devront se présenter à cet examen.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Sous Ministre Terres et Forêts.

Québec, 10 juin 1915.

3551—24-2

MINISTÈRE DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES, QUÉBEC

ORDONNANCE

Pour la fermeture du chemin sur les lots 6, 7, 8, 9 et 10 du onzième rang du canton Cathcart, dans la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette.

Attendu que le Conseil Municipal de la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette, par une résolution en date du 8ème jour de septembre 1914, demande la fermeture du chemin sur les lots 6, 7, 8, 9 et 10 du onzième rang du canton Cathcart, paroisse de Saint-Côme, copie de la dite résolution ayant été déposée dans les archives du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sous le No 7237 des lettres reçues pour l'année 1914.

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que ce chemin est devenu inutile, vu qu'il a été remplacé par un autre;

Attendu qu'il y ait lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés;

stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3638—25-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie de Théâtre de St-Hyacinthe.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1915, to "La Compagnie de Théâtre de Saint-Hyacinthe", increasing its capital stock from the sum of twenty thousand dollars (\$20,000.00), to that of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), the new stock to be divided into two hundred and fifty (250) 6% preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, said dividend of 6% to be paid out of the profits realized by the company every year, and forty nine (49) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3634—25-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at Saint Romuald (Etchemin), on the 20th July, 1915, to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and pay the fee exigible, viz.: \$4.00.

All holders of temporary permits must present themselves at this examination.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister Land and Forests.

3552—24-2

MINISTER OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES, QUEBEC.

ORDER

For the closing of the road upon the lots 6, 7, 8, 9 and 10 of the eleventh range of the township of Cathcart, in the parish of Saint Côme, county of Joliette.

Whereas the municipal council of the parish of Saint Côme, county of Joliette, by a resolution bearing date the 8th day of September, 1914, prays for the permission to close the road upon the lots 6, 7, 8, 9 and 10 of the eleventh range of the township of Cathcart, parish of Saint Côme, a copy whereof has been filed in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the No. 7237 of letters received for the year 1914.

Whereas the reason alleged in the said prayer is that this road has become useless having been replaced by another;

Whereas it is deemed fit to grant the said prayer and that in and by virtue of article 2065 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, said road cannot be closed without an order from the Department of Colonization, Mines and Fisheries, government monies having been expended thereon

En conséquence, pour me conformer au désir du conseil municipal de la paroisse de Saint-Côme, comté de Joliette, en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, j'autorise la fermeture du chemin plus haut mentionné et ordonne que les terrains qu'il occupe retournent à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

HONORE MERCIER,
Ministre.
3749

Québec, 17 juin 1915.

AVIS

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger relative au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés) dans les limites du comté de Nicolet, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 3823-26-2

1676.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté en date du 17 juin, 1915 de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile-le-Grand et du village de Belœil, comté de Chambly;

1. La partie située dans la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, bornée: du côté sud-est par la rivière Richelieu; du côté nord-ouest par les terres du second rang, ou rang des "30"; du côté nord-est par la ligne de division de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand et de la paroisse de Belœil, ou cette partie du dit territoire dans la paroisse de Belœil, et du côté sud-ouest par le lot cadastral No 34 de Saint-Joseph de Chambly [cette partie comprenant les lots Nos 1 à 33 inclusivement].

2. Cette partie située dans la paroisse de Belœil bornée: du côté sud-est par la rivière Richelieu, du côté sud-ouest par le chemin de fer du Grand Tronc, du côté nord-est par le chemin public, étant la ligne de division de la municipalité de Belœil et de la ville de Belœil, [cette partie comprenant les lots ou parties de lots Nos 1 à 24, inclusivement, non compris les lots 4, 5, 6, 7, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, tous situés du côté nord-ouest du chemin de fer du Grand Tronc. et d'ériger le tout en municipalité scolaire pour les protestants seulement sous le nom de "Belœil Station", 3753

Therefore to comply with the desire of the municipal council of the parish of Saint Côme, county of Joliette, in my capacity of Minister of Colonisation, Mines and Fisheries, I do authorize the closing of the above mentioned road and do order that the lands it occupies do revert to their former proprietors or successors.

HONORE MERCIER,
Minister.
3750

Quebec, 17th June, 1915.

NOTICE

Notice is hereby given that the "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet", has been established in conformity with articles 6886, and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual fire insurance on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, on or buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous) within the limits of the county of Nicolet in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty second day of June, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P.Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 3824-26-

1676-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th June 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by order in council by order in council of 17th June, 1915. to detach from the school municipality of Saint-Basile-le-Grand and the village of Belœil, Chambly county.

1. That part situated in the parish of Saint Basile-le-Grand, bounded: On the south east side by the Richelieu river, on the north west side by the lands of the second range or rang des "30"; on the north east side by the division line of the parish of Saint Basile-le-Grand and the parish of Belœil, or that part of the said territory in the parish of Belœil, and on the south west side by cadastral lot No. 34 of Saint Joseph of Chambly [that part comprising the lot Nos. from 1 to 33 inclusive.]

2. That part situated in the parish of Belœil bounded: on the south east side by the Richelieu river; on the north west side by the Grand Trunk Railway, on the north east side by the public highway, being the division line of the municipality of Belœil and the town of Belœil, (that part of territory comprising the lots, or parts of lots from 1 to 24, inclusive, excluding lots 4, 5, 6, 7, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, all situated on the north west side of the Grand Trunk Railroad, and to erect the whole into a separate school municipality for protestants only under the name of "Belœil Station". 3754

786-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 21 juin 1915.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté en date du 17 juin courant, 1915, de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Bulstrode, dans le comté d'Arthabaska les lots Nos 25 à 28 inclus du 7ème rang du canton Bulstrode et les $\frac{3}{4}$ ouest de $\frac{1}{2}$ nord du lot No 28 du 8ème rang même canton; étant les Nos respectifs 350, 349, 348 et 347 du cadastre du dit comté d'Arthabaska pour Bulstrode susdit dans Saint-Valère quant au 7ème rang, et les $\frac{3}{4}$ ouest de la $\frac{1}{2}$ nord du No 446 du dit cadastre, $\frac{3}{4}$ ouest de $\frac{1}{2}$ nord 446, quant au 8ème rang, formant en tout environ 900 acres en superficie.

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Anne du Sault, dans le comté d'Arthabaska, le lot No 27 du 6ème rang, canton Bulstrode, étant les Nos 344 et 345 du cadastre du dit comté d'Arthabaska, pour le dit canton de Bulstrode, formant le dit lot et les dits numéros cadastraux une superficie d'environ 200 acres

3. De la municipalité de Saint-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, le lot No 26 du 13ème rang de l'Augmentation du canton d'Aston, étant le No 105 du cadastre du dit comté de Nicolet pour Saint-Léonard susdit et le lot 26 du 14ème rang de la dite Augmentation, étant le No 106 du dit cadastre, en front l'un de l'autre, formant une superficie totale d'environ 400 acres, et d'annexer tout ce territoire à celle de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

3759

1185.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 17 juin courant, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Romuald de Farnham ouest, village, dans le comté de Missisquoi, un terrain formant partie du lot No 39 dans le 6ème rang des lots du canton de Farnham, de forme irrégulière, de la contenance de 71 acres de terre en superficie; tel terrain est aujourd'hui connu et désigné sous le No 375 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Romuald de Farnham et de l'annexer à celle de Farnham ouest, paroisse.

3757

1444.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 17 juin courant, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean Chrysostôme, dans le comté de Chateauguay, les lots Nos 496 et 497 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, lots situés au 9ème rang de Georgetown nord, et de les annexer à celle de Saint-Antoine Abbé.

3761

786-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 21st June, 1915.

His Honor the Lieutenant-Governor, has been pleased by order in council bearing date the 17th June, instant, 1915, to detach:

1. From the school municipality of Bulstrode, in the county of Arthabaska, the lots Nos. 25 to 28 inclusively of the 7th range of the township of Bulstrode and the west two thirds of the north $\frac{1}{2}$ of the lot No. 28 of the 8th range, aforesaid township; being the respective numbers 350 349, 348 and 347 of the cadastre of the said county of Arthabaska, for the aforesaid township of Bulstrode, the 7th range thereof being in Saint Valère, and the west two thirds of the north half of lot No. 446 of said cadastre, the above part of lot No. 446 forming part of the 8th range containing altogether about nine hundred acres in superficies.

2. From the school municipality of Sainte-Anne du Sault, in the county of Arthabaska, the lot No. 27 of the 6th range, township of Bulstrode, being the lots Nos. 344 and 345 of the cadastre of the said county of Arthabaska for the said township of Bulstrode, containing altogether about two hundred acres in superficies.

3. From the municipality of Saint Leonard d'Aston, county of Nicolet, the lot No. 26 of the 13th range of the Augmentation of the township of Aston, being the lot number 105 of the cadastre of the said county of Nicolet for Saint Leonard aforesaid, and the lot 26 of the 14th range of the said Augmentation being the No. 106 of said cadastre, the above lots fronting on one another, containing altogether about 400 acres in superficies, and to annex the whole of above territory to the school municipality of Saint Eulalie, in the county of Nicolet.

3760

1185.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 17th June instant, 1915, to detach from the school municipality of Saint Romuald de Farnham west, village, in the county of Missisquoi, a lot of land forming part of the lot No. 39 in the 6th range of the lots of the township of Farnham, of irregular outline, containing 71 acres of land in superficies; the above lot of land now being known and designated under the No. 375 of the official plan and book of reference for the parish of Saint Romuald de Farnham, and to annex the same to the school municipality of Farnham west, parish.

3758

1444.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 17th June, instant, 1915, to detach from the school municipality of Saint Jean Chrysostôme, in the county of Chateauguay, the lots Nos. 496 and 497 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostôme, the above lots being situated in the 9th range of Georgetown north, and to annex the same to the school municipality of Saint Antoine Abbe. 3762

688. 14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 17 juin courant, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos, savoir: les Nos 72B à 86B inclus du rang I, partie ouest, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Chandler".

3763

2296. 14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 21 juin 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté en date du 17 juin 1915, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hubert, les immeubles appartenant aux protestants et compris dans cette étendue de terrain faisant partie de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly, bornée au nord-ouest par le chemin de Chambly, au sud-ouest par le chemin de la Côte Noire, sud-est par et y compris les lots du cadastre numéros 127 et 166, au nord-ouest par le chemin Saint-Hubert, y compris les lots du cadastre No 50 nord-est et 120-sud-est du chemin de Chambly, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité Scolaire Protestante de Saint-Hubert".

3783

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1760. Dame Donalda Rochon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Vallée, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a, ce jour, institué contre son dit mari, une action en séparation de corps et de biens d'avec lui.

DE LORIMIER, GODIN & MORIER,

Avocats de Dame D. Rochon

Montréal, 12 juin 1915.

3815-26-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3498. Dame Evila Rivard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Blais, menuisier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Blais, des cité et district de Montréal, Défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur le sixième jour de mai, 1915.

LOUIS MASSON,

Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 22 mai 1915.

3579-25-5

Dans la Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1621. Dame Dorcina Ouimet, de Charlesbourg, épouse de Joseph Cyrias Duguay, entrepreneur et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Cyrias Duguay, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le neuvième jour de juin 1915.

PLAMONDON & BEDARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 10 juin 1915.

3583-25-5

688. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council, bearing date the 17th June instant, to detach from the school municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, in the county of Gaspé, the following lots of the official cadastre of the parish of Sainte Adélaïde de Pabos, to wit: the lots 72B to 86B, both inclusive, of range 1, west part, and to erect the whole of above territory into a distinct school municipality under the name of "Chandler".

3764

2296. 14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 21st June, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council of 17th June, 1915, to detach that tract of land situated in the parish of Saint-Hubert, in the county of Chambly, bounded on the north east by the Chambly road, south west by the Côte Noire road, south east by and including cadastral numbers 127 and 166, on the north west by Saint Hubert road, also including cadastral lots No 50 north east and 120 south east of the Chambly road, from the school municipality of the parish of Saint Hubert, and to erect it into a distinct school municipality for Protestants only to be known as "The Protestant School Municipality of Saint Hubert".

3784

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1760. Dame Donalda Rochon, of the city and district of Montreal wife common as to property of Ernest Vallée joiner, of the same place, duly authorize à ester en justice, has, this day, instituted, against her said husband, an action for separation as to bed and board.

DE LORIMIER, GODIN & MORIER,

Attorneys for Dame D. Rochon.

Montreal, 12th June, 1915.

3816-26-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3498. Dame Evila Rivard of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Blais, joiner, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Blais, of the city and district of Montreal, Defendant.

The Plaintiff has instituted an action for separation as to property against the Defendants, on the sixth day of May, 1915.

LOUIS MASSON,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1915.

3580-25-5

In the Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 1621. Dame Dorcina Ouimet, of Charlesbourg, wife of Joseph Cyrias Duguay, contractor, and trader, of the same place duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Joseph Cyrias Duguay, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of June, 1915.

PLAMONDON & BEDARD,

Attorneys for the Plaintiff.

Quebec, 10th June, 1915.

3584-25-5

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS POUR LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens de Juillet 1915.—Examinations for July, 1915.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence.
Caron.....	Alexis-Roméo.....	24 ans-years...	Québec.
Drouin.....	Oscar.....	24 ans-years...	Québec.
Gagné.....	Louis-R.....	29 ans-years...	Québec.
Godbout.....	F.-X.....	27 ans-years...	Québec.
Gosselin.....	Fanning.....	23 ans-years...	Québec.
Mulstock.....	Abraham W.....	26 ans-years...	Québec.
Pivard.....	J.-H.-L.....	24 ans-years...	Nicolet.
Robitaille.....	Paul.....	24 ans-years...	Québec.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.
3775-3776

Québec, 21 juin, 1915.—Quebec, 21st June, 1915.

AVIS—NOTICE

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens du 6 juillet 1915.—Examinations of the 6th July, 1915.

Nom — Name	Prénoms — Surname	Age	Résidence
Bertrand.....	Ernest.....	26 ans-yrs.	Plessisville, P. Q.

AUGUSTE QUESNEL,
Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.
Arthabaska, 5 juin—5th June, 1915.

AVIS—NOTICE

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens du 6 juillet 1915.—Examinations of the 6th July, 1915.

Nom — Name	Prénoms — Surname	Age	Résidence.	Collège
Beaulieu.....	J. A. Denis.....	23 ans-yrs.	Plessisville.....	Sainte-Anne de la Pocatière.

AUGUSTE QUESNEL,
Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.
3747-48-26-2

Arthabaska, 5 juin—5th June, 1915.

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDATS A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE STUDY OF THE LAW.

Examens de Juin 1915—Examinations of June 1915.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence	Collège
Ahern.....	John.....	20 ans.....	Québec.....	Collèges Sainte-Anne et Trois-Rivières.
Bouffard.....	Paul-H.....	20 ans.....	Saint-Joseph, Beauce.....	Séminaire de Québec.
Brassard.....	Louis-H.....	23 ans.....	Roberval.....	Séminaires de Chicoutimi et Québec.
DeBlois.....	Rodolphe.....	20 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Dubé.....	Oscar.....	19 ans.....	Québec.....	Collège de Lévis.
Dubuc.....	Vincent.....	21 ans.....	Chicoutimi.....	Séminaire de Chicoutimi.
Dussault.....	Léon.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Sainte-Anne.
Drouin.....	Paul-Henri.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Lévis.
Fontaine.....	Paul.....	21 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Garneau.....	Léon.....	21 ans.....	Québec.....	Collège de Sainte-Anne.
Guy.....	Athanase.....	25 ans.....	Sainte-Anne de la Pocatière.....	Collège Sainte-Anne de la Pocatière.
Lafamme.....	J. L. K.....	21 ans.....	Montmagny.....	Collège des Frères.
Leclerc.....	Louis-H.....	24 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Montminy.....	Charles.....	24 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Rochette.....	Paul.....	22 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Savard.....	Arthur.....	19 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.
Sylvestre.....	Armand.....	25 ans.....	Charlesbourg.....	Séminaire de Québec.
Tardif.....	Ancina.....	25 ans.....	Saint-Pierre de Montmagny.....	Cours Privé à B. Filion.
Taschereau.....	Paul.....	20 ans.....	Québec.....	Séminaire de Québec.

CHARLES SMITH,
Secrétaire du Barreau de Québec—Secretary of the Bar of Quebec.
Québec, 7 juin—7th June, 1915. 3587-88-25-2

TABLEAU DES ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT.

LIST OF CANDIDATES TO THE PRACTICE OF LAW.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence
Couture.....	J. Sylfrid.....	23	Sherbrooke.
Lazure.....	J.-Wilfrid.....	25	Sherbrooke.

J. NICOL,
Secrétaire du Barreau, section de St-François.
Secretary of the Bar, section of St. Francis.
Sherbrooke, 5 juin—5th June, 1915.

TABLEAU DES ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.

LIST OF THE CANDIDATES TO THE STUDY OF LAW.

Nom — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence.	Collège
Crépeau.....	Henri-Emilien Côté.....	26	Saint-Camille.....	Séminaire Saint-Charles-Borromée Collège Saint-Dunstan.

J. NICOL,
Secrétaire du Barreau, section de Saint-François.
Secretary of the Bar, Section of Saint Francis.
Sherbrooke, 5 juin—5th June, 1915. 3589-90-25-2

= 6 JUIL 1915

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 6 juillet 1915.—Examinations, 6th July, 1915.

No	Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence
1	Allan	Ralph E.	27 ans—years	Montréal.
2	Bastien	Jos. M.	25 "	"
3	Bélue	Victor-E.	26 "	"
4	Bélair	Jos. P.	23 "	Saint-Eustache.
5	Brisson	Julien	25 "	Montréal.
6	Budyk	J.-A.	23 "	"
7	Caumartin	J.-P.	28 "	"
8	Chouinard	Adolphe	24 "	"
9	Désy	Jean-B.	22 "	"
10	Eliasoph	Solon	28 "	"
11	Ethier	Benjamin	24 "	"
12	Gouin	Léon-Mercier	23 "	"
13	Guérin	G.	23 "	Outremont.
14	Houle	J. A. Armand	24 "	Montréal.
15	Howard	W.-H.	25 "	"
16	Hurteau	Adolphe	23 "	"
17	Kerry	John	24 "	"
18	Lamarre	J.-S.	23 "	"
19	Lamothe	Léon	21 "	"
20	Lancôt	P.-E.	25 "	"
21	Lauzière	Emile	25 "	"
22	Lefebvre	Pierre-E.	29 "	"
23	Legault	A.-A.	30 "	"
24	Legrand	Omer	22 "	"
25	Lessard	G.-E.	23 "	"
26	Mackay	J.-Henri	23 "	"
27	Morey	Guy-M.	33 "	"
28	McGoun	A.-F.	26 "	Westmount.
29	Monet	Amédée	25 "	Saint-Jean-d'Iberville.
30	Parent	H.	23 "	Montréal.
31	Plante	Léonce	26 "	"
32	Robert	George	25 "	"
33	Stalker	Archibald	30 "	"
34	Tellier	Robert	23 "	Joliette.
35	Thouin	J.-A.	23 "	L'Assomption.
36	Tyndale	O.-S.	28 "	Westmount.

CANDIDAT POUR ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY LAW.

36	Bélue	Victor	26 ans—years	Montreal High School et Coll. Sainte-Marie.
----	-------	--------	--------------	---

J.-H. ARCHAMBAULT,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 21 Juin 1915.—21st June, 1915. 3827-28

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats à l'étude du droit.—Candidates for the study of the law.

Examens de juin 1915.—Examinations of June, 1915.

Liste Supplémentaire.—Supplementary List.

Noms. Names.	Prénoms. Surnames.	Age.	Residence.	College.
Choquette	Fernand	19 ans	Québec	Séminaires de Québec et Saint-Hyacinthe.
D'Auteuil	Henri	19 ans	La Malbaie	Séminaire Chicoutimi.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.

Québec, 11 juin 1915.—Quebec, 11th June, 1915.

3681-82

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, épouse commune en biens de George Marston, Industriel, du township de Shefford, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit George Marston, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ème jour de mai 1915.

C. A. NUTTING,
Procureur de la Demanderesse
Sweetsburg, 5 Mai 1915. 3581—25-5

Cour Supérieure. Joliette. No 7130. Province de Québec. District de Joliette. Dame Albina Magnan, de la ville de Joliette, dit district, épouse de Honoré Duquette, ex-hôtelier, du même lieu, Demanderesse, vs Le dit Honoré Duquette, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en ce te cause le 12 avril 1915.

D. A. LAFORTUNE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 11 juin 1915. 3619

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1683. Dame Marie Hussen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Goldstein, marchand du même endroit dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Samuel Goldstein, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, instituée en cette cause, Montréal, 15 mai 1915.

LYON-W. JACOBS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 15 Mai 1915. 3585—25-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Léa Spooner, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de Arthur Bouchard, hôtelier, du même lieu, demanderesse; vs Arthur Bouchard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de Mai 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 mai 1915. 3077—22-5

Province de Québec. District de Saint-François. Cour Supérieure. No 414. Avis est par les pr sentes données, que Dame Olivine Choquette, de la ville de Scotstown, dit district, épouse commune en biens de Eusèbe St-Onge, commerçant, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 21 mai 1915. 3195—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5400. Dame Sara Paul épouse commune en biens de Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le quatrième jour de mai 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
3129—22-5 Procureurs de la demanderesse

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No 9492. Dame Mary Louisa Bowker, wife common as to property of Georges Marston, mechanic, of the township of Shefford, in the said district of Bedford, July authorised to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said George Marston, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause on the 5th day of May, 1915.

C. A. NUTTING,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, 5th May, 1915 3582—25-5

Superior Court. Joliette. No. 7130. Province of Quebec. District of Joliette. Dame Albina Magnan, of the town of Joliette, said district, wife of Honoré Duquette, ex-hotel-keeper, of the same place, Plaintiff, vs the said Honoré Duquette, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th April, 1915.

D. A. LAFORTUNE,
Attorney for the Plaintiff.
Joliette, 11th June, 1915. 3620

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1683. Dame Marie Hussen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Goldstein, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Samuel Goldstein, Defendant.

An action in separation as to property, has this day been instituted in this cause, Montreal, 15th, May, 1915.

LYON-W. JACOBS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 15th May, 1915. 3586—25-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Lea Spooner, of the Township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of Arthur Bouchard, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Arthur Bouchard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for the Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd May, 1915. 3078—22-5

Province of Quebec. District of Saint-François. Superior Court. No. 414. Notice is hereby given that Dame Olivine Choquette of the town of Scotstown, said district, wife common as to property, of Eusèbe St-Onge, trader, of the same place, has this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized.

J. NICOL,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 21st May, 1915. 3196—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 5400. Dame Sara Paul, wife common as to property of Jacob Schierer, furrier, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Jacob Schierer, furrier, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the fourth day of May, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,
3130—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1694. Dame Yetta Garfinkle, épouse commune en biens de Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, et dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour Supérieure, le 27 mai 1915. Demanderesse; vs Joseph Pfeffer, des cité et district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 27 mai 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3653—25-2 Procureurs de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 608. Dame F. Litofsky, épouse commune en biens de Salomon Grabstein, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure, Demanderesse; vs Salomon Grabstein, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour de mai 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3127—22-5 Procureurs de la Demanderesse.

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2582. Dame Sarah Sabbath, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mai 1915.

N. SOLOMON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1915. 3075—22-5

No 2277. C. S. B. Dame Joséphine Doyon, épouse commune en biens de Achille Veilleux, commerçant, de Saint-Georges, dûment autorisée à ester en justice, vs le dit Achille Veilleux. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinq juin courant. Saint-Joseph, Beauce, 5 juin 1915.

REMI BOLDUC,
Procureur de la Dem.
3511-24-2

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4291. Dame Admaide Burelle, épouse de Roch Marien, commerçant, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Roch Marien & Willie Marien, comptable du même lieu, en sa qualité de curateur au dit Roch Marien, interdit, Défendeurs.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ème jour d'avril 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 mai 1915. 3073—22-5

Province de Québec. District de Rimouski. Cour Supérieure. No 5204. Dame Marie R. de L. Cantin, épouse de Omer Levasseur, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Ulric, district de Rimouski, dûment autorisé à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

ASSELIN & ASSELIN,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 28 mai 1915. 3361—23-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1694. Dame Yetta Garfinkle, wife common as to property of Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, and duly authorized to *ester en justice*, by judgment of the Superior Court, on 27th May, 1915, Plaintiff; vs Joseph Pfeffer, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on 27th May, 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3654—25-2 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 608. Dame F. Litofsky, wife common as to property of Solomon Grabstein, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice* for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, Plaintiff; vs Salomon Grabstein, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on May 6th, 1915.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
3128—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2585. Dame Sarah Sabbath, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jonah Bacher, marchand, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jonah Bacher, merchant of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of May 1915.

N. SOLOMON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 21st May, 1915. - 3076—22-5

No. 2277. S. C. B. Dame Joséphine Doyon, wife common as to property of Achille Veilleux, trader, of Saint Georges, duly authorized, to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said Achille Veilleux, her husband. Saint Joseph, Beauce, 5th June, 1915.

REMI BOLDUC,
Att. Plaintiff.
3512—24-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4291. Dame Admaide Burelle, wife of Roch Marien, trader, of the city of Montreal, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Roch Marien and Willie Marien, accountant, of the same place, in his capacity of curator, of the same place, in his capacity of curator to the said Roch Marien, interdicted, Defendants.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of April, 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 14th May, 1915. 3074—22-5

Province of Quebec. District of Rimouski. Superior Court. No. 5204. Mme Marie R. de L. Cantin, wife of Omer Levasseur, formerly merchant, of the parish of Saint Ulric, district of Rimouski, and duly authorized to *ester en justice*, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for the plaintiff.
Rimouski, 28th May, 1915. 3362—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 431. Dame Maude Emeline Bigelow, du village de Beebe Plain, dans le dit district, épouse commune en biens de Georges-Albert McShane, éleveur de chevaux, du même endroit, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Georges-Albert McShane, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce vingt-huitième jour de mai, 1915.

3189-22-6 FRASER & RUGG,
Procureurs de la Demanderesse

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis, No 431. Dame Maud Emeline Bigelow, of the village of Beebe Plain, in the said district, wife commune en biens of George-Albert McShane, horse trainer, of the same place, for the purpose hereof duly authorized, Plaintiff; vs the said George-Albert McShane, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been issued in this cause this 28th day of May, 1915.

3190-23-5 FRASER & RUGG,
Attorneys for Plaintiff.

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 257.

Dans l'affaire de la succession C. M. Ajmo, Saint-Camille de Bellechasse, P. Q.

Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par un jugement de la Cour supérieure rendu le 10 juin 1915, ont été nommés, le soussigné, curateur aux biens de ladite succession insolvable, et messieurs Nasceb Motter, Michel Salhany, de Montréal, P. Q., Osias Feiczewicz, (The Quebec Waist & Clothing Mfg.), de Québec, inspecteurs à ladite succession insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours de cette date.

3729 A. G. COUDSI.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 219.

Dans l'affaire de Thomas & Ritson, Faillis.

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur aux biens du susdit insolvable, en vertu d'un jugement rendu le 15 juin 1915, par la Cour supérieure du district de Montréal.

Les réclamations assermentées doivent être produit à mon bureau, dans les trente jours de cette date.

H. MURRAY GARDNER,
Curateur.

128-129, Edif. Christine.
Montréal, 16 juin 1915. 3731

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Max Lubin, 1528, rue Marquette, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 20 juin 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens dudit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable, sont priées de les produire, dûment attestées sous serment, dans les 30 jours de cette date.

J.-WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints

Bureaux de Michaud & Desrosiers,
Comptables et Liquidateurs,
Chambre 24, 55 Saint-François-Xavier.
Montréal, 19 Juin 1915. 3741

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 257.

In the matter of estate C. J. Ajmo, Saint Camille de Bellechasse, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 10th day of June 1915, the undersigned has been appointed curator to the above named insolvent Estate, and Messrs. Nasceb Motter, Michel Salhany of Montreal, P. Q. and Osias Feiczewicz (The Quebec Waist & Clothing Mfg.) of Quebec inspectors to said estate.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from date.

3730 A. G. COUDSI.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 219.

In the matter of Thomas & Ritson, Insolvent.

Notice is hereby given that the undersigned has, by a judgment of the Superior Court of the district of Montreal, rendered this 16th day of June, 1915, been appointed curator to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from date.

H. MURRAY GARDNER,
Curator.

128-129, Christine Bldg.
Montreal, 16th June, 1915. 3732

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Max Lubin, 1528 Marquette street, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of June, 1915, we were appointed joint-curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J.-WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & Desrosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24, 55 Saint François Xavier street.
Montreal, 19th June, 1915. 3742

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

In re Edward Rogers, marchand, West-Shefford,
P. Q., Failli.

Avis est par les présentes donné que le 17 juin 1915, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

LOUIS-JOSEPH JODOIN,

Curateur.
3733

Waterloo, Que., 18 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Honoré Coursol, Montréal.

Avis est par le présent donné qu'en date du 18 juin 1915, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susnommé.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J.-A. TURCOTTE,

Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal.

3735

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 481.

In re Joseph Alfred Côté, entrepreneur, de la ville de Shawinigan Falls, dans le district des Trois-Rivières, Failli.

Avis est par les présentes donné que le quinzième jour de juin 1915, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

HENRI BISSON,

Gardien-provisoire.

Trois-Rivières, 18 juin 1915.

3737

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.

Dans l'affaire de Johnny Verret, Rawdon, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour, en date du 16 juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

J. C. PERRAULT,

Curateur.
3745

Joliette, 16 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "The Montreal Sales Co", Médéric Martineau, Propriétaire, 334 rue Saint-Paul, Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 19ième jour de juin 1915 le dit insolvable a déposé son bilan au bureau du protonotaire du district de Montréal, ayant fait abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

H. E. MIDGLEY,

Gardien provisoire subrogé.

Bureau de Gonthier & Midgley, comptables,
103 Saint-François-Xavier, Montréal.

Montréal, 19 juin 1915.

3781

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.

In re Edward Rogers, trader, West-Shefford,
P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 17th day of June, 1915, the undersigned has been appointed by an order of the court curator to the above insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

LOUIS-JOSEPH JODOIN,

Curator.
3734

Waterloo, Que., 18th June, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Honoré Coursol, Montreal.

Notice is hereby given that on the 18th of June, 1915, by an order of the court, I was duly appointed curator to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with me within 30 days from this date.

J. A. TURCOTTE,

Curator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal.

3736

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 481.

In re Joseph Alfred Côté, contractor, of the town of Shawinigan Falls, in the district of Three-Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that on the fifteenth day of June, 1915, the aforesaid insolvent made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

HENRI BISSON,

Provisional Guardian.

Three Rivers, 18th June, 1915.

3738

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.

In the matter of Johnny Verret, Rawdon, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the court, dated, the 16th June, 1915, I was appointed curator to the property of this estate.

Sworn claims must be filed at my office, within a month from this date.

J. C. PERREAULT,

Curator.
3746

Joliette, 16th June, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re The Montreal Sales Co., Mederic Martineau, Proprietor, 334 Saint Paul street, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of June 1915, the said insolvent has filed his statement in the Prothonotary's Office of the district of Montreal, under a judicial abandonment of his property made by him for the benefit of his creditors.

H. E. MIDGLEY,

Deputy Provisional Guardian.

Office of Gonthier & Midgley, accountants,
103 Saint François Xavier, Montreal.

Montreal 19th June, 1915.

3782

District de Roberval.

Dame Poméla Tremblay, faisant affaires sous la raison sociale de "A. Renaud & Cie" marchand, de Saint-Henri de Taillon, a le 19ème jour de juin 1915 fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Roberval, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.

Québec, 21 juin 1915.

3777

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re James Hossack & Co, Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 12 juillet 1915, date après laquelle ce dividende sera payable par moi sousigné.

W. B. LOGIE,
Curateur.

808 Eastern Township Bank Building.

Montréal, 21 juin 1915.

3779

In re Simard, Brassard & Cie, Faillis.

Avis est présentement donné que par jugement de la Cour supérieure, du district d'Iberville, en date du quatre juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de Simard, Brassard & Cie, Faillis, et la vente des biens des faillis, sera faite à Saint-Jean, au No 84, rue Richelieu, vendredi, le 25 juin 1915, à dix heures de l'avant-midi.

J.-AIME LUSSIER,
Curateur.

Saint-Jean, P. Q., 16 juin 1915.

3743

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

Avis est donné que Antoni Gélinas, commerçant, de la cité de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens, au bureau du protonotaire de ce district, pour le bénéfice de ses créanciers.

MOISE PETIT,
Gardien-provisoire.

Saint-Hyacinthe, 18 juin 1915.

3739

Re Beaudet & Maheux, marchands, d'Arthabaska.

Avis est par le présent donné que les dits insolubles nous ont fait une cession judiciaire de leurs biens conformément à la loi.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens Provisoires.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 22 juin 1915.

3809

District d'Iberville.

Dans l'affaire de Harry Mendelson, marchand, Saint-Jean-d'Iberville, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 6 juillet 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 7 juillet 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints

Bureau: 101, rue Saint-Pierre.

Québec, 19 juin 1915.

3811

District of Roberval.

Mrs. Pomela Tremblay, doing business under the firm name of "A. Renaud & Cie", merchant of Saint Henri de Taillon, has on the 19th day of June 1915, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Roberval, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter street.

Quebec, 21st June, 1915.

3778

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re James Hossack & Co, Insolvents.

A first and final dividend has been prepared in this affair and will be open to objection until 12th July 1915, after which date this dividend will be paid by the undersigned.

W. B. LOGIE,
Curator.

808 Eastern Township Bank Building.

Montreal, 21st June, 1915.

3780

In re Simard, Brassard & Cie, Insolvents.

Notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Iberville, bearing date the fourth day of June, 1915, I was appointed curator to the property of Simard, Brassard & Cie, insolvents, and the sale of the assets of said insolvents, will take place at Saint Jean, No. 84, Richelieu street, on Friday the 25th June, 1915, at ten o'clock in the forenoon.

J.-AIME LUSSIER,
Curator.

Saint Jean, P. Q., 16th June, 1915.

3744

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe.

Notice is hereby given that Antoni Gélinas, trader, of the city of Saint Hyacinth, has, this day, made a judicial abandonment of his properties at the prothonotary's office, of this district, for the benefit of his creditors.

MOISE PETIT,
Provisional Guardian.

Saint Hyacinth, 18th June, 1915.

3740

Re Beaudet & Maheux, merchants of Arthabaska.

Notice is hereby given that the said insolvent have made us a judicial assignment of their assets according to law.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisionals Guardians.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.

Quebec, 22nd June, 1915.

3810

District of Iberville.

In the matter of Harry Mendelson, merchant, Saint John's Iberville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 6th July, 1915.

This dividend will be payable at our office, on or after the 7th July, 1915.

BEDARD & EBLANGER,
Joint Curators.

Office: 101, Saint Peter street.

Quebec, 19th June, 1915.

3812

District de Québec.

Dans l'affaire de "Succession Feu Georges Marchand, fabricant de bouilloires, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sera sujet à objection jusqu'au 10 juillet 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 12 juillet 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints

Bureau: 101 rue Saint-Pierre.
Québec, 22 juin 1915.

3813

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Jules Faubert, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 15 juin 1915, par un ordre de Cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit Jules Faubert, lequel a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau, dans les 30 jours du présent avis.

C. W. BAKER,
Curateur.

Bureau de Baker, Geraghty & Co.,
97, Commercial Union Bldg.
Montréal, 21 juin 1915.

3769

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de A. D. Hart, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à contestation jusqu'au 17 juillet, 1915.

W. GERAGHTY,
Curator.

Bureau de Baker, Geraghty & Co.,
232, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 juin, 1915.

3771

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.

No 113.

In re Charles Girard, Requéant-cession; vs Joseph Girard, commerçant, de la ville d'Acton Vale, dans le district de Saint-Hyacinthe, Failli.

Avis est par les présentes donné que le failli a fait, ce jour, une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, à Saint-Hyacinthe.

LUSSIER & GUIMONT,
Procureurs du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 17 juin 1915.

3821

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

No 266.

Hirsch Cohen, Julius Cohen, Harry Cohen, Isidore Cohen, and Ethel Cohen, "H. Cohen Sons & Company", ont ce jour, fait cession de leur biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

MICHAEL WISE.
Montréal, 16 juin 1915.

3835

District of Quebec.

In the matter of "Estate of late Georges Marchand", boiler maker, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 10th July, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 12th July, 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office: 101, Saint Peter street.
Quebec, 22nd June, 1915.

3814

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Jules Faubert, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 18th day of June, 1915, by an order of the Court, the undersigned was appointed Curator to the property of the said Jules Faubert, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

C. W. BAKER,
Curator.

Office of Baker, Geraghty & Co.,
97, Commercial Union Bldg.
Montreal, 21st June, 1915.

3770

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of A. D. Hart, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the 17th day of July, 1915.

W. GERAGHTY,
Curator.

Office of Baker, Geraghty & Co.,
232, Saint James street.
Montreal, 21st June, 1915.

3772

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinthe.

No. 113.

In re Charles Girard, Petitioner for assignment; vs Joseph Girard, trader, of the town of Acton Vale, in the district of Saint Hyacinthe, Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at the Saint Hyacinthe.

LUSSIER & GUIMONT,
Attorneys for the Provisional Guardian.
Saint Hyacinthe, 17th June, 1915.

3822

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

No. 266.

Hirsch Cohen, Julius Cohen, Harry Cohen, Isidore Cohen and Ethel Cohen, "H. Cohen Sons & Company" have, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

MICHAEL WISE.
Montreal, 16th June, 1915.

3836

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
n re North End Shoe Store, Montreal

Insolvent.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 10 juillet, 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 23 juin 1915.

3833

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 276.

Mederic Martineau, "The Montreal Sales Co", et "Frs. Martineau Enr'g", a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

SAUL TALBOT,
3839

Montréal, 19 juin 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de L. A. Gauthier, Longueuil, Qué. Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux le 12 juillet 1915.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre mes mains avant la date susmentionnée.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal.

3841

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois,
No 178.

Dans l'affaire de J. Alderic Leduc & Jules Leduc, "Leduc & Frère", Valleyfield, Qué.,

Insolvent.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende qui sera sujet à objection jusqu'au 12 juillet 1915, après laquelle date, le dividende sera payé à mon bureau, 211 rue McGill, Montréal.

G. E. MARTIN,
Curateur.

Bureau: McGill Bldg.,
211 rue McGill, Montréal.
Montréal, 26 juin 1915.

3857

SOUS LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de "Men's Wear, Limited", en faillite, Montréal, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, à défaut de contestation, nous procéderons, le 15 juillet 1915, au paiement de ce dividende.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidateurs.

Bureau de Wright & Kingan,
711-13 Edifice Transportation.
Montréal, 23 juin 1915.

3859

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re North End Shoe Store, Montreal,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 10th July, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig Street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Building.
Montreal, 23rd June, 1915.

3834

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 276.

Mederic Martineau, "The Montreal Sales Co", and "Frs. Martineau Engr", has, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

SAUL TALBOT,
3840

Montreal, 19th June, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of L. A. Gauthier, Longueuil, Que. Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared and will be payable at our office on the 12th of July 1915.

Any contestation of same must be deposited with me before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,
Curators.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal.

3842

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois,
No. 178.

In the matter of J. Alderic Leduc & Jules Leduc, "Leduc & Frère", Valleyfield, Que.,

Insolvents.

Notice is hereby given that I have prepared a first and final dividend sheet which will be open to objection until the 12th day of July 1915, after which dividend will be paid at my office, 211 McGill Street, Montreal.

G. E. MARTIN,
Curator.

Office: McGill Bldg.,
211 McGill Street, Montreal.
Montreal, 26th June, 1915.

3858

UNDER THE WINDING UP ACT.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of "Men's Wear, Limited", In Liquidation, Montreal, Que.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and should there be no opposition, we will on the 15th day of July 1915, proceed to pay such dividend.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidators.

Office of Wright & Kingan,
711-13 Transportation Bldg.,
Montreal, 23rd June, 1915.

3860

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 280.

Samuel Richler et Jacob Richler "Richler Bros" ont, ce jour, fait cession de leur biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

JAMES MERSON.

Montréal, 18 juin 1915.

3837

Avis

Province de Québec,
Municipalité du Comté de Champlain.
AVIS PUBLIC.

*Aux habitants de la municipalité de la paroisse
du Cap de la Magdeleine*

Avis test par les présentes donné par David Tancrède Trudel, secrétaire-trésorier, domicilié dans la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date de deux du courant, d'approuver, ayant reçu l'approbation le dix du courant, la résolution du Conseil municipal du comté de Champlain, adoptée le onze de mai dernier, détachant de la municipalité de la paroisse du Cap de la Magdeleine, un certain territoire et l'érigant en municipalité distincte, sous le nom de Municipalité de Sainte-Marthe du Cap de la Magdeleine, conformément aux dispositions de l'article 32a du Code Municipal telles qu'amendées par 6 Ed. VII, ch. 44 et de l'article 41 du dit Code; la dite résolution se lit comme suit:

Sur motion de Mr. J. Trefflé Jacob, secondé par M. Ernest Gagnon: Qu'il soit résolu que la municipalité du Cap de la Magdeleine soit divisée en deux parties et que le territoire ci-après désigné contenant trois cents âmes, situé en entier dans le comté de Champlain, soit érigé en municipalité de paroisse sous le nom de Sainte-Marthe du Cap de la Magdeleine, savoir:

Un certain territoire à être pris et détaché de la dite municipalité locale du Cap de la Magdeleine et délimité et borné comme suit: au sud, au fleuve Saint-Laurent, au nord, partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de France et partie à la municipalité de la paroisse de Saint-Maurice; à l'ouest, partie au terrain appartenant actuellement à la compagnie Grès Falls, à la ligne entre les lots Nos 106 et 107 du cadastre de la dite paroisse du Cap de la Magdeleine pour le Comté de Champlain, s'étendant la dite ligne, du fleuve Saint-Laurent au chemin public de la concession du fleuve Saint-Laurent, le dit chemin public faisant la limite sud du dit territoire jusqu'à la ligne entre les lots Nos 113 et 114 du dit cadastre, et partie à cette dernière ligne sur tout son parcours jusqu'au cordon entre la concession du fleuve Saint-Laurent et le rang Saint-Malo; le dit cordon faisant la limite sud du dit territoire jusqu'à la ligne entre les Nos 427 et 428 du dit cadastre; partie encore à l'ouest entre les dits lots Nos 427 et 428 du dit cadastre sur tout son parcours jusqu'au cordon des rangs Saint-Malo et des Grandes Prairies, côté s.-e., la dite ligne traversant sur son parcours la ligne du chemin de fer Pacifique, ce dernier cordon devant être la limite sud du dit territoire pour sa partie s'étendant de la dite ligne entre les

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 280.

Samuel Richler & Jacob Richler "Richler Bros", have this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

JOSEPH MERSON,

Montreal, 18th June, 1915.

3838

Notice

Province of Quebec,
Municipality of the county of Champlain.
PUBLIC NOTICE

*To the Inhabitants of the Municipality of the
Parish of Cap de la Magdeleine*

Public notice is hereby given by David Tancrède Trudel, secretary-treasurer, domiciled in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council bearing date the second day of June instant, to approve, after due approval by the municipal council of the county of Champlain, the resolution of the said municipal council of the said county adopted on the eleventh of May last, whereby a certain territory is detached from the municipality of the parish of Cap de la Magdeleine and is erected into a distinct municipality, under the name of "Municipality of Sainte Marthe du Cap de la Magdeleine" pursuant to the provisions of article 32a of the municipal Code as amended by 6 Ed. VII, ch. 44, and article 41 of said code; the said resolution being as follows: N. B.

Moved by Mr. J. Trefflé Jacob, seconded by Mr. Ernest Gagnon: Be it enacted that the municipality of Cap de la Magdeleine be divided into two parts and that the territory hereinafter designated containing a population of three hundred souls, the whole whereof being situated in the county of Champlain, be erected into a parish municipality under the name of "Sainte Marthe du Cap de la Magdeleine", to wit:

That certain territory to be taken and detached from the said local municipality of Cap de la Magdeleine, being limited and bounded as follows: on the south by the river Saint Lawrence, on the north partly by the municipality of the parish of Saint Louis de France and partly by the municipality of the parish of Saint Maurice; on the west partly by the land presently belonging to the Grès Falls Company, by the line between lots Nos. 106 and 107 of the cadastre of the said parish of Cap de la Magdeleine, for the county of Champlain, the said line extending from the river Saint Lawrence to the public road of the river Saint Lawrence concession, the said public road being the south limit of said territory to the line between lots Nos 113 and 114 of said cadastre, and partly by the latter line following the direction thereof, to the division line between the river Saint Lawrence concession and Saint Malo range; the said division line being the south limit of said territory to the line between the lots Nos. 427 and 428 of said cadastre; on the west again partly by the line between the said lots Nos. 427 and 428 of said cadastre, following the direction thereof, to the range line between Saint Malo and Grandes Prairies ranges, south-east side, the said line crossing the line of the Canadian Pacific Railway, the last range line to be the

lots Nos 426 et 427 jusqu'à la ligne entre les Nos 536 et 538 du dit cadastre, partie toujours vers l'ouest à cette dernière ligne jusqu'à un chemin public qu'elle traverse en biais et indiqué par le No 539 du dit cadastre et de là dans la ligne entre les Nos 537 et 540 jusqu'au chemin du cordon entre les côtés n.-o., et côté s.-e., du rang des Grandes Prairies, ce dit chemin faisant la limite sud du dit territoire de cette dernière ligne jusqu'au point de départ de la ligne entre les lots Nos 567 et 568; et pour une dernière partie toujours vers l'ouest à cette dernière ligne sur tout son parcours jusqu'à la limite nord de la dite municipalité de la paroisse du Cap de la Magdeleine; à l'est à la municipalité de la paroisse de Champlain.

En foi de quoi nous avons signé au bureau du Conseil Municipal du comté de Champlain, Sainte-Geneviève de Batiscan, le onze de juin de l'année mil neuf cent quinze.

3727-26-2

W. J. TRUDEL,
Sec.-trés., C. M. C. C.

Licitation

Province de Québec,
District de Terrebonne.
No 392.

Dame Rosa Dion épouse commune en biens de Hector Maccameau, journalier du village de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne et le dit Hector Maccameau tant personnellement que comme chef de la communauté pour autoriser son épouse aux fins des présentes; demandeurs; vs Alfred Dion, journalier du village de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, Bernadette Dion, épouse séparée contractuellement de biens de Siméon Pressault, boucher, du village de Sainte-Thérèse de Blainville et le dit Siméon Pressault pour autoriser son épouse aux fins des présentes; E. Dion, journalier, du village de Sainte-Thérèse de Blainville dit district Dame Olivina Daoust, veuve de feu Eugène Dion, en son vivant cultivateur, du village de Sainte-Thérèse de Blainville, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Arthur, Ernest et Albina Dion, du dit lieu de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, défendeurs, en vertu d'un jugement de l'honorable juge Robidoux de la Cour supérieure du district de Terrebonne, rendu le 5 mai 1915 ordonnant la licitation de l'héritage désigné comme suit, savoir: "la coupe pousse, et "repousse de tout le bois qu'il y a actuellement, "et qui y poussera à l'avenir, sur un arpent de "largeur sur la profondeur actuelle du dit bois, "dans la ligne de Frédéric Labelle, avec réserve "d'un chemin de six pieds de largeur à partir du chemin de base de la rivière Cachée pour aller au susdit bois tant à pieds qu'en voiture et ce en tout temps, sans dommages et en fermant les barrières. Cette coupe de bois exempte de toutes taxes quelconques, rentes seigneuriales et impositions pour fins d'utilité publique mais seulement sujette aux travaux de clôture avec les voisins, ainsi que le tout se trouve sur le lot numéro 161 du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, le dit héritage ci-dessus désigné, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1915, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du notaire de cette

south limit of said territory for the portion thereof extending from the said line between the lots Nos. 426 and 427 to the line between the lots Nos. 536 and 538, of said cadastre, on the west again by the latter line to the public road which it crosses in a slanting direction and indicated by the lot No. 539 of said cadastre and thence by the line between the Nos. 537 and 540 to the range line road between the N.-W. and S.-E. sides of Grandes Prairies ranges, the said road being the south limit of said territory from this latter line to the starting point of the line between the lots Nos. 567 and 568; and finally on the west the last mentioned line, following the direction thereof to the north limit of the said municipality of the parish of Cap de la Magdeleine; on the east by the municipality of the parish of Champlain.

In testimony whereof we have signed these presents at the office of the municipal council of the county of Champlain at Sainte Geneviève de Batiscan, on the eleventh day of June, one thousand nine hundred and fifteen.

3728-26-2

D. T. TRUDEL,
Sec.-Tres. M. C. C. of. C.

Licitation

Province of Quebec,
District of Terrebonne.
No. 392.

Dame Rosa Dion, wife common as to property of Hector Maccameau, laborer, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, and the said Hector Maccameau both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiffs; vs Alfred Dion, laborer, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, Bernadette Dion wife contractually separated as to property of Siméon Pressault, butcher, of the village of Sainte Thérèse de Blainville and the said Siméon Pressault to authorize his wife for the purposes hereof; E. Dion, laborer, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, said district, Dame Olivina Daoust, widow of the late Eugène Dion, in his lifetime farmer, of the village of Sainte Thérèse de Blainville, in her capacity of tutrix to her minor children, Arthur Ernest and Albina Dion, of the said village of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, in and by virtue of a judgment of the Honourable Justice Robidoux of the Superior Court of the district of Terrebonne, rendered on the 5th May, 1915, ordering the licitation of the estate designated as follows to wit: the cut, growth and second growth of all the timber presently existing or which may hereafter grow upon a parcel of land of one arpent in width by the whole depth of the timber to the line of Frédéric Labelle, with the reserve of a road ten feet wide from the base road to the River Cachée, leading to the above timber, both on foot and with vehicles, and that at any time, without causing any damage, and in closing the gates. The above cut of timber being free from all taxes whatsoever, seigniorial rents and assessments for public utilities and only subject to the erection and keeping up of fences with adjacent proprietors, as the whole now subsists on the lot number 161 of the official cadastre of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, the said estate above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1915, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, at Sainte Scholastique, subject to the charges, clauses and con-

cour; et toute opposition afin d'annuler afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la dite vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

DONAT LALANDE,
Procureurs des demandeurs.
Sainte-Scholastique, 19 mai 1915.
3063—21-2

ditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of said court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be forever foreclosed from so doing.

DONAT LALANDE,
Attorney for the Plaintiff.
Sainte Scholastique, 19th May, 1915.
3064—21-2

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2225.

J. A. Perrault, Demandeur;
vs
B. Abeles, Défendeur;
&
E. Scheiderman *et al.*, Tiers-Saisis.
Le quinzième jour de juin mil neuf cent quinze.

Sur l'ordre de l'honorable juge Lafontaine, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Ben Abeles, des cité et district de Montréal, défendeur, les créanciers du dit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Montréal dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
3703—25-2 Dep. P. C. S.

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2225.

J. A. Perrault, Plaintiff;
vs
B. Abeles, Defendant;
&
E. Scheiderman *et al.*, Garnishees.
On the fifteenth day of June one thousand nine hundred and fifteen.

Upon the order of the Honourable Justice Lafontaine, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Ben Abeles, of the city and district of Montreal, defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims in this cause, are hereby called upon to file same at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at Montreal, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 674 of the Code of civil Procedure.

T. DEPATIE,
3704—25-2 Dep. P. C. S.

Résolution

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITE DU COMTE No 3 DE GASPE

Avis est par les présentes donné par le sousigné Charles Thibault, secrétaire-trésorier, du conseil municipal de la municipalité susdite, que le conseil de la municipalité, à une cession spéciale tenue le septième jour de novembre mil neuf cent quatorze a passé la résolution suivante:

M. le Maire, J. Ls Sasseville, propose, secondé par M. le Maire, Hector Roy:

Attendu que M. Salomon Plourde, ptre, curé, et autres contribuables électeurs de la municipalité de Saint-Maxime du Mont-Louis, dans le dit comté de Gaspé, ont par leur requête en date du onze septembre 1914, et adressée à ce conseil à sa séance du sept octobre, demandé que ce dit conseil adopte les procédés voulus par la loi pour ériger en "Municipalité de Sainte-Madeleine de la rivière Madeleine", tout ce territoire situé dans le dit comté de Gaspé, formant présentement

Resolution

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF GASPE No 3.

Public notice is hereby given by the undersigned Charles Thibault, secretary treasurer, of the municipal council of the aforesaid municipality, that at a special meeting held on the seventh day of November, one thousand nine hundred and fourteen, the following resolution was adopted by the said municipal council.

Moved by Mayor J. Ls Sasseville, seconded by Mayor Hector Roy:

Whereas Rev. Salomon Plourde, parish priest, and other ratepayers, electors of the municipality of Saint-Maxime du Mont-Louis, in the said county of Gaspé, have, by their petition bearing date the eleventh September, 1914, and laid before this council at its meeting of the seventh October, requested the said council to take the necessary legal proceedings for the erection, into a distinct municipality, under the name of "Municipality of Sainte Madeleine de la rivière

partie de la municipalité de Saint-Maxime du Mont Louis, composé des lots connus et désignés sous le numéro 1 à 37 inclusivement dans le canton Taschereau, toute la seigneurie de la rivière Madeleine et tout le canton Denoue, le dit territoire étant borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, au sud par les terres de la couronne non arpentées, à l'ouest par la ligne du côté ouest du lot No 38, canton Taschereau, et à l'est par la ligne seigneuriale de la seigneurie de Grande Vallée.

Attendu que ce dit conseil ayant pris cette requête en considération, a autorisé le secrétaire-trésorier de ce dit conseil à donner l'avis public requis par la loi avant l'adoption de la résolution érigeant en municipalité un territoire quelconque, et qu'il est constaté que cet avis a été donné et publié tel que voulu par le dit code municipal.

Attendu qu'il a été démontré à ce conseil par une vraie copie du rôle d'évaluation de 1912, actuellement en force dans et pour la dite municipalité de Saint-Maxime du Mont-Louis, dont on demande que le territoire susdit soit détaché et par les certificats du secrétaire-trésorier du Conseil Municipal et du secrétaire-trésorier de la commission scolaire de cette municipalité constatant que chacun des pétitionnaires en la dite requête ayant acquitté le montant des taxes municipales et scolaires imposées et réparties sur leurs propriétés respectives d'après les derniers rôles de cotisation, est électeur municipal. Que la dite requête est signée par plus des deux tiers des électeurs du dit territoire et par la majorité de ceux de la partie restant de la dite municipalité du Mont-Louis, que ledit territoire contient au delà de trois cents âmes et qu'il reste dans la municipalité dont on demande que ce dit territoire soit détaché, une population d'au-delà de trois cents âmes.

Attendu qu'il est expédient pour l'avantage de toutes intéressées de donner suite à la dite requête, et attendu qu'à cette fin toutes formalités requises par la loi ont été remplies.

Qu'il soit résolu: Que tout ce territoire situé dans le dit comté de Gaspé, formant présentement partie de la municipalité de Saint-Maxime du Mont-Louis composés des lots connus et désignés sous le No 1 à 37 inclusivement, dans le canton Taschereau, toute la seigneurie de la rivière Madeleine et tout le canton Denoue, le dit territoire étant borné au nord par le fleuve Saint-Laurent, au sud par les terres de la couronne non arpentées, à l'ouest par la ligne du côté ouest du lot No 38, canton Taschereau, et à l'est par la seigneurie de la seigneurie de Grande Vallée.

Soit par les présentes détachés de la dite municipalité de Saint-Maxime du Mont-Louis, et érigé en municipalité de "Municipalité de Sainte-Madeleine de la rivière Madeleine", et que copie de la présente résolution avec tous les documents nécessaires soient transmis au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour son approbation, le tout aux frais des pétitionnaires.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

J. LS. SASSEVILLE,
Préfet.

Attesté:

CHS. THIBAUT,
Secrétaire-Trésorier.

Vraie copie,

CHS. THIBAUT,
Secrétaire-Trésorier.

Laquelle résolution a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, suivant avis

Madeleine", of the whole of that territory situated in the said county of Gaspé, and now forming part of the municipality of Saint-Maxime du Mont-Louis, composed of the lots known and designated under the numbers 1 to 37 both inclusive, of the township Taschereau, the whole of the Seignior of River Madeleine and the whole of township Denoue, the above territory, being bounded on the north by the river Saint-Lawrence on the south by the unsurveyed Crown Lands, on the west by the west line of lot No 38, township Taschereau, and on the east by the seigniorial line of the seignior of Grande Vallée.

Whereas, after due consideration of said petition by the said council, the secretary treasurer of said council was commanded to give the public notice required by law before the passing of a resolution erecting any territory whatsoever into a municipality, and it both been shown that said notice has been given and published as required by the Municipal Code.

Whereas it hath been shown to this council by a true copy of the Valuation Roll for the year 1912, now in force in and for the said municipality of Saint Maxime du Mont-Louis, from which said territory is to be detached and by the certificate of the secretary treasurer of the municipal council and of the secretary treasurer of the school corporation of the aforesaid municipality that each and every one of the above petitioners having paid all taxes levied on their respective properties under the last assessment rolls, is a municipal elector. That the said petition has been signed by more than two thirds of the electors of said territory and by a majority of those residing in the remaining portion of the said municipality of Saint-Maxime du Mont-Louis, that the said territory has a population of over three hundred souls and that there remains in the municipality from which said territory is to be detached a population of over three hundred souls.

Whereas it is expedient for the advantage of all parties interested to grant the demand of said petition and whereas all the formalities required by law have been complied with:

Be it resolved: That the whole of the above mentioned territory situated in the said county of Gaspé, now forming part of the municipality of Saint Maxime du Mont Louis, composed of the lots known and designated under the Nos 1 to 37, both inclusive, in the township Taschereau, the whole of the Seignior of River Madeleine and the whole of township Denoue, the said territory being bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the unsurveyed Crown Lands, on the west by the west line of lot No 38, township Taschereau, and on the east by the seigniorial line of the seignior of Grande Vallée, be hereby detached from the said municipality of Saint Maxime, du Mont Louis, and be erected into a distinct municipality under the name of "Municipality of Sainte Madeleine de la rivière Madeleine", and that a copy of the present resolution with all the necessary documents be transmitted to the Lieutenant Governor in Council for approval, the whole costs to be charged to the petitioner.

Adopted unanimously,

J. LS SASSEVILLE,
Warden.

Attested

CHS THIBAUT,
Secretary Treasurer.

A true copy,

CHS THIBAUT,
Secretary Treasurer.

The above resolution was approved by the Lieutenant Governor in Council, according to

reçu au bureau du dit conseil, le troisième jour de mai, mil neuf cent quinze.

Donné à Sainte-Anne des Monts, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

3817-26-2

CHS THIBAUT,
Secrétaire-Trésorier.

Vente par Encan

Cour Supérieure.

District de Québec,

No 145.

In re Clovis Blouin, de Québec, marchand,
Insolvable.

Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un jugement de cette cour, je procéderai à la vente à l'enchère, à mon bureau, 118 rue Saint-Pierre, Québec, le 15 juillet 1915, à onze heures A. M. des immeubles délaissés, savoir: Les numéros du cadastre Officiel 1266-1267 et 1138 du quartier Jacques Cartier de la cité de Québec, en bloc, faisant les coins des rues Saint-Valier, Boulevard Langelier et rue Charest, le tout contenant plus ou moins 8,520 pieds en superficie — avec batisses, circonstances et dépendances, sujet à une rente annuelle de \$17.78 payable le 29 septembre de chaque année, à l'Hôpital Général, de Québec.

A. FAUCHER,
Curateur.
3831

Québec, 22 juin 1915.

CHEMIN DE FER DU QUEBEC CENTRAL.

VENTE PAR ENCAN DE BAGGAGE ET D'EFFETS NON RÉCLAMÉS

La compagnie du chemin de fer du Québec Central, donne par le présent avis qu'elle vendra par enchère publique, à l'entrepôt Fuller & Wiggett, vis-à-vis son hangar à marchandises, Sherbrooke, P. Q., mardi, le 6 juillet 1915, à 10 heures de l'avant-midi, une quantité de pièces de machinerie, garnitures de maison et autres objets divers.

J. H. WALSH,
Gérant-Général.
3133-22-6

Sherbrooke, 28 Mai 1915.

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—Lambton, District de Beauce.
Beauce, à savoir: } JOHNNY TURGEON,
No 2226. } Demandeur; contre
JOSEPH RODRIGUE, Défendeur.

Tous les droits de possession, de préemption, travaux de défrichement, améliorations et tous droits réels quelconques appartenant au défendeur, dans et sur le lot de terre numéro onze B (11-B), au cadastre officiel pour le dix-septième rang du canton de Risborough, contenant cent huit acres environ en superficie — avec une maison dessus construite et dépendances.

notice received at the office of said council, on the third day of May, one thousand nine hundred and fifteen.

Given at Sainte-Anne des Monts, this twenty-sixth day of May, 1915.

3818-26-2

CHS THIBAUT,
Secretary Treasurer.

Auction Sale

Superior Court.

District of Quebec,

No. 145.

In re Clovis Blouin, of Quebec, merchant,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of this court, I will sell by auction, at my office, 118 Saint Peter street, Quebec, on the 15th July, 1915, at eleven o'clock A. M., the immoveables properties abandoned, to wit: The official cadastral numbers 1266-1267 and 1138 of Jacques Cartier Ward of the city of Quebec in a bloc, forming the corner of Saint Valier street, Boulevard Langelier and Charest street, the whole containing 8.520 feet in superficie more or less—with buildings, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of 17.78 payable the 29th September of each year to the General Hospital of Quebec.

A. FAUCHER,
Curator.
3832

Quebec, 22nd June, 1915.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND BAGGAGE

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Fuller & Wiggett's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Tuesday, 6th July, 1915, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,
General Manager.
3134-22-6

Sherbrooke, 28th May, 1915.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—Lambton, District of Beauce.
Beauce, to wit: } JOHNNY TURGEON,
No. 2226. } Plaintiff; against
JOSEPH RODRIGUE, Defendant.

All the rights of ownership and preemption, clearing work improvements and other real rights whatsoever belonging to the defendant in and upon the lot of land number eleven B (11-B), of the official cadastre for the seventeenth range of the township of Risborough, containing about one hundred and eight acres in superficies—with a house thereon erected and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER.

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 juin 1915.
3773—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Bedford. } CHARLES A. NUT-
No 9490. } TING, Demandeur;
contre les meubles et effets des terres et tenements de "BROME COUNTY ASBESTOS DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED".

Saisis en exécution comme appartenant à la dite défenderesse:

L'emplacement situé dans le canton de Bolton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan officiel et livre de renvoi pour le dit canton de Bolton, sous les numéros de cadastre sept cent trente-un (731) et sept cent trente-deux (732), comprenant autrefois tout le lot numéro onze dans le septième rang, du dit canton, de la contenance qu'il peut avoir,—avec toutes les améliorations y dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, à Grass Pond (ainsi désigné) le TRENTE-UNIE-ME jour de JUILLET prochain 1915, à la DIXIEME heure de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 22 juin 1915. 3789—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la Cour Supérieure pour le district de Beauce.

Canada, } THE VICTOR
Province de Québec, } LUMBER CO.,
District de Gaspé, } de Saint-Joseph
Comté de Bonaventure } de Beauce, De-
No 2073. } manderesse; vs

JOSEPH POULIN ET AL., Défendeurs.
Saisis comme appartenant à la dite demande-
resse:

La concession forestière connu sous le nom de "Beaver Brook", à partir de un mille de l'embouchure du dit Beaver Brook, de là, en montant, le cours général du dit ruisseau sur un parcours de quatre milles, par un demi-mille en profondeur de chaque côté, formant une étendue de quatre milles carrés, plus ou moins, sans interférence, laquelle concession est située dans l'agence de

To be sold at the church door of the parish of Saint-Ludger, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22nd June, 1915.
3774—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Bedford. } CHARLES A. NUT-
No. 9490. } TING, Plaintiff;
against the goods and chattels, lands and tenements of "BROWN COUNTY ASBESTOS DEVELOPMENT COMPANY, LIMITED",

Taken in execution as belonging to the said Defendant:

That certain piece of land situated in the township of Bolton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Bolton, as cadastral lots numbers, seven hundred and thirty one (731) and seven hundred and thirty two (732), formerly comprising the whole of lot number eleven, in the seventh range of said township, containing what they may—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Etienne de Bolton, at Grass Pond (so called) on the THIRTY FIRST day of JULY next, 1915, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 22nd June, 1915. 3790—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Superior Court for the district of Beauce

Canada, } THE VICTOR
Province of Quebec, } LUMBER CO. of Saint
District of Gaspé, } Joseph de Beauce;
County of Bonaventure. } Plaintiff; against
No. 2073. } JOSEPH POULIN

ET AL., Defendants.
Seized as belonging to the said Plaintiff:

The forest limit known as Beaver Brook, starting at one mile from the mouth of the said Beaver Brook, thence, ascending said Brook four miles on its general course, by half a mile in depth on both sides, forming an area of four square miles, more or less, not to interfere, which limit is situated in the Agency of Matapédia, in the county of Bonaventure, in the district of

Matapédia, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, le tout sujet aux droits, lois et règlements du Département des Terres et Forêts de la province de Québec.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Laurent de Matapédia, dans le dit comté de Bonaventure, JEUDI, le CINQUIEME jour d'AOUT, en l'an de notre Seigneur, mille neuf cent quinze, à ONZE heures de l'avant-midi.

W.-M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 19 Juin, 1915. 3861—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Dans la Cour du Magistrat, New-Carlisle

Canada, THE LEBOU-
Province de Québec, TILLIER
District de Gaspé, BROTHERS COM-
Comté de Bonaventure. PANY, LIMITED,
No 310. Demandeurs; contre
les terres et héritages de PHILIPPE BUJOLD,
Défendeur.

Toute la partie du lot No 4, dans le septième rang du canton Hamilton, dans les comté et district susdit, situé du côté est de la route conduisant de Caplin Rivière à Musselyville, bornée à l'ouest et au nord-ouest par la dite route, à l'est par le lot No 5 et au sud par la ligne de séparant les sixième et septième rang, le dit emplacement contenant environ quarante cinq acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue comme faisant partie du lot cadastral No 1124a du canton Hamilton, en plus une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Alphonse de Caplan, JEUDI, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

W.-M. SHEPPARD,

Bureau du shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 1er juin 1915. 3353—23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } THE BANK OF BRI-
No 6939. } TISH NORTH AME-
RICA, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse; contre CAMILLE CHARPENTIER, de la paroisse de l'Epiphanie, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le deux mars, mil neuf cent quinze, à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de l'Epiphanie, MARDI, le TREIZIEME jour de JUILLET, mil neuf cent quinze, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 22 juin 1915. 3863—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

Gaspé, subject to all the rights, rules and regulations of the Lands and Forest Department of the province of Quebec.

To be sold at the parochial church door of Saint Laurent de Matapédia, in the said county of Bonaventure, on THURSDAY, the FIFTH day of AUGUST, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, at the hour of ELEVEN, in the forenoon.

W.-M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff.
New-Carlisle, 19th June, 1915. 3862—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

In the Magistrates Court.—New-Carlisle

Canada, THE LEBOU-
Province of Quebec, TILLIER
District of Gaspé, BROTHERS COM-
County of Bonaventure. PANY LIMITED,
No. 310. Plaintiffs; against the
lands and tenements of PHILIPPE BUJOLD,
Defendant.

All that part of lot No. 4, in the seventh range of the township of Hamilton, in the county and district aforesaid, situated on the east side of the by-road leading from Caplin River to Musselyville, bounded on the west and north west by the said by-road, on the east by lot No. 5 and on the south by the base line dividing the sixth and seventh ranges, the said parcel of land containing about forty five acres in superficies, more or less and now known as forming part of cadastral lot No. 1124a of the township of Hamilton—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Parochial Church door of Saint Alphonse de Caplan, on THURSDAY, the EIGHT day of JULY ensuing (1915), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Sheriff, C. B.
New-Carlisle, 1st June, 1915. 3354—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } THE BANK OF BRI-
No. 6939. } TISH NORTH AME-
RICA, a body politic and corporate, having a branch office, in the city of Montreal, Plaintiff's; against CAMILLE CHARPENTIER, of the parish of l'Epiphanie, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized on this case, formerly announced to take place, in the second day of March, 1915, at ten o'clock in the forenoon, at the door of the parochial church of l'Epiphanie, will take place at the church door of the parish of l'Epiphanie, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of JULY, 1915, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 22nd June, 1915. 3864—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir: } **JOSEPH DUCHARME**,
 No 7183. } fils Théo., cultivateur,
 de Saint-Jean de Matha, Demandeur; contre
ARTHUR GILBERT DIT COMTOIS, culti-
 vateur, de Saint-Jean de Matha, Défendeur.

1. Une terre faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean de Matha, de trois arpents de largeur sur vingt de profondeur, plus ou moins; borné par un bout au chemin de front, par l'autre au No 390, d'un côté au No 395 et de l'autre à l'autre-partie du dit lot No 389.

2. Une terre connue au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean de Matha, sous le numéro trois cent quatre-vingt-quinze, ayant deux arpents de largeur sur trente-trois et demi de profondeur—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET, mil neuf cent quinze, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
 Joliette, 22 juin 1915. 3865—26-2
 [Première publication, 26 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LA BANQUE D'HOCHE-**
 No 9913. } **CHELAGA**, Mont-
 réal, Demanderesse; vs **ZOTIQUE GAGNE**, du
 village de Mont-Laurier, district de Montcalm,
 Défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois du premier rang du canton Campbell, division d'enregistrement du comté de Labelle, mesurant cinquante neuf pieds et trois pouces de largeur en front et cinquante-deux pieds et trois pouces en arrière par soixante pieds de profondeur; borné en front par une rue, en arrière par le terrain de Adélar Joly, d'un côté aussi par une rue, et de l'autre côté par le terrain de Napoléon Bélanger—avec maison en bois dessus érigée, laquelle maison est occupée par la Banque d'Hochelaga.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvières, au village de Mont-Laurier, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
 Mont-Laurier, 21 juin 1915. 3801—26-2
 [Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **PAUL O. COULOMBE**,
 No 1836. } courtier d'immeubles
 des cité et district de Montréal, Demandeur; vs
ADELARD BOURBONNAIS, beurrier, du villa-
 ge de Nomingue, district de Montcalm,
 Défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit: } **JOSEPH DUCHARME**,
 No. 7183. } son of Théo., farmer,
 of Saint Jean de Matha, Plaintiff; against
ARTHUR GILBERT DIT COMTOIS, farmer,
 of Saint Jean de Matha, Defendant.

1. A land forming part of the lot number three hundred and eighty-nine of the official cadastre of the parish of Saint Jean de Matha, of three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less; bounded at one end by the front road, at the other end by the No. 390, on one side by the No. 395 and on the other side by the other part of said lot No. 389.

2. Another land known on the official cadastre for the parish of Saint Jean de Matha, under the number three hundred and ninety five, measuring two arpents in width by thirty three arpents and a half in depth—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the TWENTY EIGHTH day of JULY, one thousand nine hundred and fifteen, at ONE o'clock, in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
 Joliette, 22nd June, 1915. 3866—26-2
 [First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LA BANQUE D'HOCHE-**
 No. 9913. } **LAGA**, Montreal, Plaintiff;
 vs **ZOTIQUE GAGNE**, of the village of Mont-
 Laurier, in the district of Montcalm, Defendant.

That piece of land or emplacement being a part of lot known and designated as number twenty three in the first range of Campbell township, registration division of the county of Labelle, containing fifty nine feet and three inches in width in front and fifty two feet and three inches, in width in rear by sixty feet in depth; bounded in front by a street, in rear by the property of Adélar Joly, on one side, also by a street and in the other side, by the property of Napoléon Bélanger—with a wooden house thereon erected, said wooden house is occupied by the Hochelaga Bank.

To be sold at the Parochial church door of Notre-Dame de Fourvières, village of Mont-Laurier, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Sheriff.
 Mont-Laurier, 21st June, 1915. 3802—26-2
 [First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **PAUL O. COULOMBE**,
 No. 1836. } real estate broker, of the
 city and district of Montreal, Plaintiff; vs
ADELARD BOURBONNAIS, butter-maker, of
 the village of Nomingue, district of Montcalm,
 Defendant.

- 6 JUIL 1915

1. Un lot de terre, subdivision No 35, 4ème rang, du canton Loranger, dans le village de Nominique, de soixante quinze pieds de large sur le chemin public qui le borne à l'ouest et quatre-vingt pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur sur la ligne du chemin de fer C. P. R. qui le borne au sud, et cent quinze pieds de profondeur dans la ligne nord où il est borné par une rue—avec deux maisons en bois dessus construites et dépendances;

2. Un lot faisant partie du numéro trente-cinq, cinquième rang, canton Loranger, dans le village de Nominique, partie du terrain dans le canton Loranger, de dix arpents de superficie plus ou moins; borné au nord par le Chemin de la Lièvre et à l'ouest par la rivière "Sawga", au sud par le lac Bourget, et à l'est, par un lot appartenant à Jos. Laroche—avec une beurrerie dessus construites, y compris un engin à vapeur de soixante-dix forces, une baratte "Simplex" No 6, un "babcock" "Le Facile" et fournitures, un bassin à Crème No 50, ainsi que divers autres accessoires et fournitures de beurrerie.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Ignace de Nominique, le TRENTE et UNIÈME jour de JUILLET, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 21 Juin 1915. 3803—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montcalm.

Mont-Laurier, à savoir: } J. OVILA BOIS-
No 152. } J. VERT, entrepre-
neur du village de Mont-Laurier, district de
Montcalm, Demandeur; vs GEDEON BER-
TRAND, du canton Wurtele, district de Mont-
calm, Défendeur.

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro 3 du premier rang, du canton Wurtele.

2. La partie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux (2) du premier rang du dit canton Wurtele, mesurant quatre-vingt-dix pieds de largeur, plus ou moins, par toute la profondeur du dit lot et tel qu'actuellement dilimitée, bornée au nord par le lot de terre en premier lieu ci-dessus décrit, au sud par le reste du dit lot numéro deux (2) d'un bout par la rivière du Lièvre et à l'autre bout par partie du lot numéro deux du deuxième rang du dit canton Wurtele—avec bâties érigées sur les dits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Fourvières, au village de Mont-Laurier, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,

Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 21 juin 1915. 3805—26-2
[Première publication, 26 Juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } AIME DECHENE,
No 210. } A avocat, de la

1. A lot of land being subdivision No. 35, of the 4th range, of the township of Loranger, in the village of Nominique, of seventy five feet in width on the public road the western boundary, and eighty feet in width by one hundred and fifty feet in depth on the line of the C. P. R., the southern boundary, and one hundred and fifteen feet in depth on the north line, whereat it is bounded by a street—with two wooden houses thereon erected and dependencies.

2. A lot of land forming part of the lot number thirty five, fifth range, township of Loranger, in the village of Nominique, part thereof in the township of Loranger, of ten arpents in superficies more or less; bounded on the north by the "Chemin de la Lièvre" and on the west by the Sawga river, on the south by Lake Bourget, and on the east by a lot belonging to Jos. Laroche—with a butter factory thereon erected including a steam engine of seventy H. P. a churn "Simplex No. 6, a Babcock "Le Facile" and accessories, a cream basin No. 50 and all other accessories and equipment of a butter factory.

To be sold at the parochial church door of Saint Ignace de Nominique, on the THIRTY FIRST day of JULY, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Sheriff.
Mont-Laurier, 21st June, 1915. 3804—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montcalm.

Mont-Laurier, to wit: } J. OVILA BOISVERT,
No. 152. } J. contractor of Mont
Laurier village, district of Montcalm, Plaintiff;
vs GEDEON BERTRAND, of Wurtele township
district of Montcalm. Defendant.

1. A piece of land known and designated as number three (3) in the first range of Wurtele township;

2. The north part of the lot of land known and designated as number two (2) in the first range of said Wurtele township, containing ninety feet in width, more or less, by the whole depth of said lot and as actually limited, bounded on the north by lot of land firstly above described, on the south by the remainder of said lot number two (2), at one end, by Rivière du Lièvre and at the other end by part of lot number two in the second range of said Wurtele township—with buildings erected upon said lands;

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fourvières, Mont-Laurier village, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,

Sheriff's office, Sheriff.
Mont Laurier, 21st June, 1915. 3806—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } AIME DECHENE,
No. 210. } A advocate, of the

ville de Montmagny, Demandeur; contre URBAIN THIBAUT, cultivateur, de Saint-Pamphile, Défendeur.

Le droit de réméré du défendeur sur les lots numéros dix-sept et dix-huit (17-18), du cadastre officiel du quatrième rang du canton Dionne, dans le comté de l'Islet, ayant chacun cent acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf le bois de commerce des dits lots qui a été vendu bien avant ce jour, plus le droit au bail contenu au dit acte de réméré, enregistré No 39889, reg. A. vol. 47, de la division d'enregistrement du comté de l'Islet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pamphile, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, Montmagny, 23 juin 1915. 3867—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } A DOLPHE LES-
No 2234. } A SARD, hôtelier,
de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur; contre OCTAVE COUTURE, de Sainte-Sabine, Défendeur.

1. Un terrain ou emplacement de la contenance de quatre-vingt pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur; borné sud au chemin, au nord au bout de la dite profondeur, à l'ouest et à l'est au terrain appartenant à la Société Audet-Chabot, Pilon & Cie, avec en outre un droit de passage en faveur du dit immeuble, à pieds et en voiture à perpétuité, sur toute la profondeur d'icelui, de douze pieds de largeur en commun avec la susdite société, du côté nord-est du susdit emplacement, le susdit terrain connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quarante-six pour le cinquième rang du canton Bellechasse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain ou emplacement de la contenance d'un arpent de front sur un arpent de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du cinquième rang, du canton Bellechasse, comme faisant partie du lot numéro quarante-six (46); borné au sud-ouest au terrain du moulin appartenant à la Canadian Lumber Pulp & Co., au nord-est et à l'est à Ernest Labrecque, des deux autres côtés au terrain du Québec Central et en face par le terrain appartenant à la Cie Audet, Chabot, Pilon & Cie—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, Montmagny, 2 juin 1915. 3415—23-2
[Première publication, 5 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

town of Montmagny, Plaintiff; against URBAIN THIBAUT, farmer, of Saint-Pamphile, Defendant.

Defendants right of redemption in lots Nos. seventeen and eighteen (17-18), of the official cadastre for the fourth range in Dionne township, in the county of l'Islet, each lot containing one hundred acres in area, more or less, — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, excepting the marketable lumber, upon said lots, which has been sold a long while before this day, also, with the right of lease contained in said deed of redemption, registered under No. 39889, reg. A, vol. 47, for the registration division, of the county of l'Islet.

To be sold at church door of the parish of Saint Pamphile, on the TWENTY SEVENTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's Office, Montmagny, 23rd June, 1915. 3868—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } A DOLPHE LES-
No. 2234. } A SARD, hotel-
keeper, of Saint Joseph, Beauce, Plaintiff; against OCTAVE COUTURE, of Sainte Sabine, Defendant.

1. A lot of land or emplacement containing eighty feet in width by one hundred and fifty feet in depth; bounded on the south by the road, on the north at the end of said depth, on the west and east by the land belonging to the firm of Audet, Chabot, Pilon & Co., together with a right of way in favor of said immovable, both on foot and vehicles and forever, along the whole depth of said emplacement, said right of way being twelve feet wide and in common with the above firm and situate on the north east side of said emplacement, the above lot of land or emplacement being known and designated as forming part of the lot of land number forty six for the fifth range of the township of Bellechasse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement containing one arpent in front by one arpent in depth, known and designated upon the official cadastre of the fifth range, of the township of Bellechasse, as forming part of the lot number forty six (46); bounded on the south west by the land of the mill belonging to the Canadian Lumber Pulp Co., on the north east and east by Ernest Labrecque, on the other two sides by the land of the Québec Central and in front by the land belonging to the firm of Audet, Chabot, Pilon & Cie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of, Saint Camille, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sherrif.
Sheriff's office, Montmagny, 2nd June, 1915. 3416—23-2
[First published, 5th June, 1915].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLEON SE-**
 No 1510. } **GUIN,** Deman-
 deur; contre **JOSEPH HORMIDAS PROVOST,**
 Défendeur.

1. Deux lots de terre ayant front sur l'avenue McKenzie, dans la ville du Sault-au-Récollet, connus et désignés comme étant les subdivisions trois cent soixante et cinq et trois cent soixante-et-six du lot originaire numéro cent soixante-quatre (164-365 et 366) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, —avec les bâtisses y érigées.

2. Une lisière de terre ayant fait partie d'une ruelle connue et désignée comme étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre du dit lot originaire numéro cent soixante-quatre (164 partie 384) des plan et livre de renvoi officiels susdits, situé à la profondeur des lots ci-dessus décrits, mesurant sept pieds et six pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, et formant une superficie totale de trois cent soixante et quinze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné comme suit: au nord-est par les lots 365 et 366 de la subdivision ci-dessus désignée, au sud-ouest, nord-ouest et sud est par les autres parties de la dite ruelle No 384. Les susdits deux paragraphes ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 22 juin 1915.

3791—26-2

[Première publication, 26 juin 1915].

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET**
 No 12 J. } **AL.,** curateurs aux
 biens de **J. B. DUPRE ET AL.,** Faillits.

1. Un emplacement situé sur la rue Saint-Germain, connu sous le numéro deux cent quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-289) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison ayant front sur la rue Saint-Germain connue sous les numéros 1062 à 1070 de la dite rue Saint-Germain et autres bâtisses y érigées avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière et autres ruelles y aboutissant.

2. Un autre lot de terre de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, connu sous le numéro quatre-vingt-deux au plan de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-82) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, aujourd'hui quartier Hochelaga, en la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, et ayant front sur la rue Saint-Germain et portant les numéros civiques 259 et 261 de la dite rue Saint-Germain et en arrière les numéros 259 et 261 de la rue Winnipeg.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 22 juin 1915.

3795—26-2

[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLEON SEGUIN,**
 No. 1510. } Plaintiff; against **JO-**
SEPH HORMIDAS PROVOST, Defendant.

1. Two lots of land fronting on McKenzie Avenue, in the town of Sault-au-Récollet, known and designated as being the subdivisions three hundred and sixty five and three hundred and sixty six of the lot original number one hundred and sixty four (164-365 and 366) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

2. A strip of land formerly forming part of a lane, known and designated as being part of the lot number three hundred and eighty four of said lot original number one hundred and sixty four (164 partly 384) of the aforesaid official plan and book of reference, situated in rear of the above described lots, measuring seven feet and six inches in width by fifty feet in depth and containing a total superficies of three hundred and seventy five feet, english measure and more or less, and being bounded as follows: on the north east by the lots 365 and 366 of the herein above described subdivision on the south west north west and south east by the other parts of the said lane No. 384. The above two lots and strip of land forming but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 22nd June, 1915.

3792—26-2

[First published, 26th June, 1915].

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
 No. 12 J. } **J.** curators to the pro-
 perty of **J. B. DUPRE ET AL.,** Insolvents.

1. An emplacement situated on Saint Germain street known under the number two hundred and eighty nine of the official subdivision of the lot number fifty (50-289) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, measuring twenty five feet in front by eighty feet in depth, english measure and more or less—with a house fronting on Saint Germain street and bearing the numbers 1062 to 1070 of said Saint Germain street and other buildings thereon erected, with a right of way in common with others in the lane in rear and other lanes abutting thereon.

2. Another lot of land containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, english measure, known under the number eighty two upon the official subdivision plan of the lot number fifty (50-82) upon the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, now Hochelaga Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and fronting on Saint Germain street and bearing the civic numbers 259 and 261 of said Saint Germain street and in rear the numbers 259 and 261 of Winnipeg street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sherif.

Montreal, 22nd June, 1915.

3796—26-2

[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **MATHIEU KASIMIR**
 No 3354. } **MASAITIS**, De-
 mandeur; contre les terres et tenements de JOHN
 SMILLINGIS, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Ontario est, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro mille sept cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-1786) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant notamment le droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit lot, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 22 juin 1915. 3797—36-2
 [Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **FRANCIS SEGUIN ET**
 No 4620. } **AL.**, Demandeurs; con-
 tre les terres et tenements de O. LAMOUREUX,
 Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brown, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-six du lot numéro cent quarante-huit (148-1986-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant ce dit lot, dix-huit pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites et principalement la maison portant les Nos 166 à 170 de la rue Brown, à Montréal, et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière, avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 22 juin 1915. 3799—26-2
 [Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DAME MARTHA**
 No 5294. } **JANE IONA**
CURREN, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Harry Williamson Byers, du même lieu, médecin, ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, *ès nom et ès qualité*, et SAMUEL MCKAY et ARTHUR A. CHERRIER, *ès-qualité*, Demandeurs; contre les terres et tenements de Demoiselle CECILIA COTE, de la cité de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse, mais se trouvant entre les mains de Hormidas Saint-Amand, curateur au délaissement.

1. Le lot numéro trois de la ré-subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-quatorze (374-4-2-3), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-quatre (24) pieds de largeur par quatre vingt quinze (95) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **MATHIEU KASIMIR**
 No. 3354. } **MASAITIS**, Plain-
 tiff; against the lands and tenements of JOHN
 SMILLINGIS, Defendant.

An emplacement fronting on Ontario street east, of the city of Montreal, known and designated as being the number one thousand seven hundred and eighty six of the official subdivision of the lot number one hundred and forty-eight (148-1786), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga—with the houses and buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, especially the common use of the lane in rear of said lot, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
 Montreal, 22nd June, 1915. 3798—26-2
 [First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **FRANCIS SEGUIN, ET**
 No. 4620. } **AL.**, Plaintiff's;
 against the lands and tenements of O. LAMOUREUX, Defendant.

A lot of land fronting on Brown street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number one of the official subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty six of the lot number one hundred and forty eight (148-1986-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing, the said lot eighteen feet and nine inches in width by ninety feet in depth, english measure, and more or less—with all the buildings thereon erected and especially the house bearing the Nos. 166 to 170 Brown street, at Montreal, and a right of way in the lane in rear, with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
 Montreal, 22nd June, 1915. 3800—26-2
 [First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DAME MARTHA**
 No. 5294. } **JANE IONA**
CURREN, of the city of Ottawa, province of Ontario, wife separate as to property of Harry Williamson Byers, of the same place, physician, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, *ès-nom et ès-qualité*, and SAMUEL MCKAY and ARTHUR A. CHERRIER, *ès-qualité*, Plaintiffs; against the lands and tenements of Miss CECILIA COTE, of the city of Montreal, spinster in the full exercise of the rights, Defendant, but now in the hands of Hormidas Saint Amand, curator to the surrender.

1. The lot number three of the re-subdivision of the lot number two of the subdivision of the lot number four of the subdivision of the lot original number three hundred and seventy-four (374-4-2-3), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-four (24) feet in width by ninety-five (95) feet in depth, english measure and more or less—with the buildings

et ayant front sur l'avenue Holton, en la cité de Westmount.

2. Le lot numéro quatre de la ré-subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro trois cent soixante-quatorze (374-4-2-4) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, et ayant front sur l'avenue Holton en la cité de Westmount. Ces deux lots à être vendus séparément avec, pour chacun le droit de passage établi en faveur des dits immeubles à l'arrière partie des lots numéros un, deux et trois de la dite ré-subdivision, ainsi qu'à l'arrière partie des lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq de la ré-subdivision du lot numéro trois de la ré-subdivision du lot numéro quatre de la ré-subdivision du lot numéro trois cent soixante-quatorze—et avec toutes autres circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes s'y rattachant, et dans l'état où le tout se trouve.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 23 juin 1915. 3843—2-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THEOPHILE WIL-**
No 4202. } **FRID MAHEU,**
Demandeur; contre les terres et tenements de
Delle ANNA COUTURE, fille majeure et usant
de ses droits, Défenderesse.

Deux lots de terre bornés en front par une rue projetée longeant le chemin de fer Châteauguay & Northern, connus et désignés comme étant les subdivisions douze cent vingt-neuf et douze cent trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent six, (206-1229 et 1230), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 juin 1915. 3845—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **OMER MARCHAND,**
No 3673. } **Demandeur; contre**
SIMON KALMANOVITCH, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jérôme, dans le quartier DeLorimier, de la cité de Montréal, connu et désigné sous les numéros cent soixante-trois et cent soixante-quatre de la subdivision du numéro primitif cent soixante-un (161-163 et 164), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus érigées portant les Nos 173 à 189 de la rue Saint-Jérôme, et droit en commun avec d'autres personnes à la ruelle en arrière, le dit lot No 163 mesure vingt-six pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, et a une superficie de 2340 pieds carrés, et le dit lot No 164 mesure vingt-sept pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix

thereon erected and fronting on Holton avenue, in the city of Westmount.

2. The lot number four of the resubdivision of the lot number two of the subdivision of the lot three hundred and seventy four (374-4-2-4), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty four feet in width by ninety five feet in depth, english measure and more or less, with the buildings thereon erected, and fronting on Holton Avenue, in the city of Westmount.

The above two lots to be sold separately, together with for each lot, a right of way established in favor of said immoveables at the rear part of the lots numbers one, two and three of the said re-subdivision, and at the rear part of the lots numbers one, two, three, four and five of the re-subdivision of the lot number three of the re-subdivision number four of the re-subdivision of the lot number three hundred and seventy four—and with all other circumstances and dependencies, the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto, and as the whole now subsists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 23rd June, 1915. 3844—26-2
[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THEOPHILE WIL-**
No. 4202. } **FRID MAHEU,**
Plaintiff; against the lands and tenements of
MISS ANNA COUTURE, spinster, in the full
exercise of her rights, Defendant.

Two lots of land fronting on a projected street along the line of the Châteauguay & Northern Railway, known and designated as being the subdivisions twelve hundred and twenty nine and twelve hundred and thirty of the official subdivision of the lot original number two hundred and six (206-1229-1230), of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 22nd June, 1915. 3846—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **OMER MARCHAND,**
No. 3673. } **Plaintiff; against**
SIMON KALMANOVITCH, Defendant.

An emplacement fronting on Saint Jerome street, in DeLorimier ward, of the city of Montreal, known and designated under numbers one hundred and sixty three and one hundred and sixty four of the subdivision of the original number one hundred and sixty one (161-163 and 164), of the official plan and book of reference of the village of la Côte de la Visitation—with buildings thereon erected bearing Nos. 173 to 189 Saint Jerome street, and right in common with others in the lane in rear, said lot No. 163 measures twenty six feet in width by ninety feet in depth, and has a superficial area of 2340 square feet, and said lot No. 164 measures twenty seven feet in width by a depth of ninety feet and has a

pieds et a une superficie de 2340 pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, à onze heures de l'avant-midi, le trentième jour d'avril dernier; aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 juin 1915. 3847—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. G. DUHAMEL**, cu-
No 127a-466 E. } rateur aux biens
de **OSIAS LAMOUREUX**, Failli; et **SIMEON**
THEORET, requérant.

Comme appartenant au dit failli.

1. Un lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro cent cinquante neuf de la subdivision officielle du lot numéro trente cinq (35 ptie 159), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord est par une ruelle, au sud-est par le résidu du dit lot numéro cent cinquante neuf de la dite subdivision, et au nord-ouest par le numéro cent soixante ci-après décrit de la dite subdivision du lot numéro trente cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

2. Un autre lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro soixante de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35 ptie 160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord-est par une ruelle, au sud-est par la partie sus-décrite du lot numéro cent cinquante-neuf de la dite subdivision et au nord-ouest par le résidu du dit lot cent soixante de la dite subdivision du lot numéro trente-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maison en bois lambrissée en brique, à trois étages et trois logements construits sur ces deux parties de lots avec droit de passage dans la ruelle en arrière ou toute autre ruelle pour y communiquer.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET, prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 23 juin 1915. 3849—26-2
[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CITE DE MAISON-**
No 4598. } **NEUVE** corpora-
tion légalement constituée ayant le siège de ses affaires dans la cité de Maisonneuve district de Montréal, demanderesse; contre les terres et tenements de **EUGENE SICARD DE CARUFEL**, Défendeur, *es-qualité* de tuteur d'appoint nommé en justice à Maurice et Georgette Buist,

superficial area of 2340 feet, the whole english measure, more or less.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present cause formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, at eleven o'clock in the forenoon, on the thirtieth day of April last, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 23rd June, 1915. 3848—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. G. DUHAMEL**, cura-
No. 127a-466 E. } tor to the property
of **OSIAS LAMOUREUX**, Insolvent; and **SIMEON**
THEORET, Petitioner.

As belonging to said insolvent.

1. A lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number thirty-five (35 Pt. 159), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the residue of said lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision, and on the north west by the lot number one hundred and sixty herein-after described of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

2. Another lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and sixty of the official subdivision of the lot number thirty five (35 Pt. of 160), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the herein above described part of lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision and on the north west by the residue of said lot one hundred and sixty of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a three storey wooden house encased with brick, containing three dwellings erected upon the above parts of lots and with a right of way in the lane in rear on any other lane leading to said immoveable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Shérif.
Montreal, 23rd June, 1915. 3850—26-2
[First published, 26th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MAI-**
No. 4598. } **SONNEUVE**, a cor-
poration duly incorporated having its seat of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **EUGENE SICARD DE CARUFEL**, Defendant, *es-qualité*, of tutor duly appointed by law to Maurice and Georgette Buist, minor

enfants mineurs issus du mariage de Dame Lezzie Lescadres avec feu Joseph Pierre George Tite Buist, tous de la paroisse de Saint-Tite, district des Trois-Rivières.

1. Deux lots de terre portant les numéros sept cent dix-sept et sept cent dix-huit de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-717 et 718) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Girard, dans la cité de Maisonneuve.

2. Deux lots de terre portant les numéros sept cent vingt-deux et sept cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-722 et 723) sur les plans et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Desjardins, dans la cité de Maisonneuve.

3. Deux lots de terre portant les numéros mille soixante-quatorze et mille soixante et quinze de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-1074 et 1075) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Jeanne d'Arc, en la cité de Maisonneuve.

4. Quatre lots de terre portant les numéros mille quatre-vingt-six mille quatre-vingt-sept, mille quatre-vingt-huit et mille quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-1086, 1087, 1088 et 1089) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Pie IX, en la cité de Maisonneuves.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX

Bureau du Shérif.

Montréal, 23 juin 1915.

Shérif. 3851—26-2

[Première publication, 26 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }

No 4372.

HENRI SCHETA-

GNE, notaire, Demandeur, ès-qualité; contre les terres et tènements de ISAIE GRENIER, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire portant le numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-83), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga—avec une maison et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 23 juin 1915.

Shérif. 3853—26-2

[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }

No 2613.

A MEDEE MENARD

ET AL., Demandeurs; contre CHARLES MARQUETTE ET JEAN-BAPTISTE DUPRE, tous deux agents d'immeubles, de la cité de Montréal, ayant fait et y faisant affaires ensemble comme tels, sous la raison sociale de "Marquette & Dupré", Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

children issued from the marriage of Dame Lezzie Lescadres with the late Joseph Pierre George Tite Buist, all of the parish of Saint Tite, district of Three Rivers.

1. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and seventeen and seven hundred and eighteen of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-717 and 718), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Girard street, in the city of Maisonneuve.

2. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and twenty-two and seven hundred and twenty three of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-722 and 723), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Desjardins street, in the city of Maisonneuve.

3. Two lots of land bearing the numbers one thousand and seventy four and one thousand and seventy five of the official subdivision of the lot number fourteen (14-1074 and 1075), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Jeanne d'Arc street, in the city of Maisonneuve.

4. Four lots of land bearing the numbers one thousand and eighty-six, one thousand and eighty-seven, one thousand and eighty-eight, one thousand and eighty-nine of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-1086, 1087, 1088 and 1089), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Pie IX street, in the City of Maisonneuve.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, June 23rd, 1915.

[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: }

No. 4372.

HENRI SCHETA-

GNE, notary, Plaintiff, ès-qualité; against the lands and tènements of ISAIE GRENIER, Defendant.

An emplacement situate in Emard ward, in the city of Montreal, known and designated under the number eighty three of the official subdivision of the lot original number four thousand six hundred and sixty nine (4669-83), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, county of Hochelaga.—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 23th June, 1915.

3854—26-2

[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: }

No. 2613.

A MEDEE MENARD

ET AL., Plaintiffs; against CHARLES MARQUETTE AND JEAN-BAPTISTE DUPRE, both real estate agents of the city of Montreal, and having carried and there still carrying on business together as such, under the name of "Marquette & Dupré", Defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveables, to wit:

1. Un emplacement situé sur le niveau de la rue Sainte-Julie, dans le quartier Saint-Louis, Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro quatre cent huit (408) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, mesurant, le dit emplacement, en y retranchant les deux passages ci-après mentionnés, cent vingt trois pieds et huit pouces de largeur en arrière, sur la rue Boyer, maintenant rue Savignac, par une profondeur de cinquante-huit pieds et huit pouces dans la ligne latérale nord-est et cinquante-quatre pieds et neuf pouces dans la ligne latérale sud-ouest, faisant une superficie de sept mille trente-huit pieds (7038) le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec la bâtisse ou maison de rapports dessus érigée avec droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie, à la dite rue Boyer ou Savignac le long de la ligne latérale nord-est du dit emplacement de sept pieds et onze pouces de largeur sur la dite rue Boyer ou Savignac et contenant une superficie de quatre cent quatre-vingt-trois pieds (483), le tout plus ou moins, mesure anglaise; avec droit de passage en commun avec d'autres dans le passage s'étendant de la rue Sainte-Julie à la dite rue Boyer ou Savignac, le long de la ligne latérale sud-ouest du dit emplacement, de cinq pieds et six pouces de largeur, et contenant deux cent quatre-vingt-sept pieds (287) en superficie, le tout plus ou moins mesure anglaise; et avec droit exclusif de la propriété du terrain consacré aux deux passages susdits qui se trouvent compris dans le dit lot ou emplacement.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Boyer, maintenant Savignac, dans le quartier Saint-Louis, Montréal, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, de figure quelque peu irrégulière, mesurant vingt pieds de largeur sur la rue Boyer et vingt pieds, trois pouces de largeur en arrière, contenant une superficie totale de mille cent vingt-cinq pieds (1125) le tout plus ou moins, mesure anglaise, et borné en front vers le nord-ouest, par la rue Boyer, en arrière, vers le sud-est, par le lot No 389 et par le lot No 397 et de l'autre côté vers le nord-est par le lot No 399 des dits plan et livre de renvoi officiels—avec la maison de rapports dessus construite, étant compris cependant que sur le dit lot No 398 présentement vendus, pris de côté nord-est une lisière de terrain de quatre pieds de largeur à partir de la rue Boyer sur une profondeur de trente pieds pour former avec une parallèle lisière prise sur le lot voisin, No-399, un passage mitoyen de huit pieds de largeur par la susdite profondeur de trente pieds, le tout mesure anglaise, lequel passage mitoyen est à l'usage commun des propriétaires du dit lot No 398 et du dit lot No 399 des dits plan et livre de renvoi officiels avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant être attachés au dit emplacement.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 23 juin 1915. 3855—26-2
[Première publication, 26 juin 1915.]

1. An emplacement situate and fronting on Sainte Julie street, in Saint Louis Ward, Montreal, known and designated as being the lot of land number four hundred and eight (408) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, measuring, the said emplacement, after deducting therefrom the two passages mentioned below, one hundred and twenty-three feet, eight inches in width in rear, on Boyer street, now Savignac street, by a depth of fifty eight feet, eight inches on the north east lateral line, and fifty four feet, nine inches on the south west lateral line, forming a superficies of seven thousand and thirty eight feet (7038) the whole more or less, english measurements—with the building or apartment house erected thereon; with a right of way in common with others in the passage leading from Sainte-Julie Street to the said Boyer or Savignac street, along the north east lateral line of said emplacement, of seven feet, eleven inches in width on the said Boyer or Savignac street and containing a superficies of four hundred and eighty three feet (483), the whole more or less, english measurements; with a right of way in common with others in the passage leading from Sainte Julie street to the said Boyer or Savignac street, along the south west lateral line of said emplacement, of five feet, six inches in width, and containing two hundred and eighty seven feet (287) in superficies, the whole more or less, english measurements; and with the exclusive right of ownership of the land occupied by the two above passages which are included in the said lot or emplacement.

2. An emplacement fronting on Boyer street, now Savignac street, in Saint Louis Ward, Montreal, known and designated as being the lot of land number three hundred and ninety-eight (398), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, of somewhat irregular outline, measuring twenty feet in width on Boyer street and twenty feet, three inches in width in rear, containing a total superficies of one thousand one hundred and twenty five feet (1125), the whole more or less, english measurements, and bounded in front, towards the north west, by Boyer street, in rear, towards the south east, by lot No. 389 and by the lot No. 397, and on the other side, towards the north east, by the lot No. 399 of the said official plan and book of reference—with the apartment house erected thereon, it being understood however that there shall be detached from the said lot No. 398 now sold, on the north east side thereof, a strip of land of four feet in width, starting from Boyer street, by a depth of thirty feet to form with a similar strip detached from the adjacent lot No. 399, a common passage of eight feet in width by the aforesaid depth of thirty feet, the whole english measurements, which common passage is for the common use of the proprietors of the said lot No. 398 and of the said lot No. 399 of the said official plan and book of reference, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may be attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office. Montréal, 23rd June, 1915. 3836—26-2
[First published, 26th June, 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
No 121. } Curateurs aux biens
de **CHARLES MARQUETTE ET AL.,** Faillis.

Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No six cent quatre-vingt-quatre (684) aux plan et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, comprenant quarante-sept pieds en largeur par quatre-vingt-cinq en profondeur, plus ou moins sans aucune garantie quant à l'exactitude de mesures, aussi—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le **HUITIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DOUZE** heures [midi].

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 1er juin 1915. 3341—23-2
[Première publication, 5 Juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MARIE CHOPIN,**
No 4635. } épouse contractuellement séparée de biens de John J. Moore, gérant d'hôtel, de Montréal, dit district et ce dernier en autant qu'il est besoin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de **LEON RACICOT,** et maintenant entre les mains de **L. T. A. Trudeau,** curateur nommé au délaissement fait en cette cause.

1. Un lot de terre borné en front par la rue Bourbonnière, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze, de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Un autre emplacement ayant front sur la dite rue Bourbonnière, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot quatre cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-2), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-1) des plan et livre officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses.

3. Un autre emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET AL.,**
No 121. } Curators to the property of **CHARLES MARQUETTE ET AL.,** Insolvents.

An emplacement fronting on Sanguinet street, in the city of Montreal, known and designated as lot number six hundred and eighty four (684) of the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, of the city of Montreal, containing a width of forty seven feet by a depth of eighty five feet, more or less—without any guarantee of the exactness of the measurements, —together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **EIGHT** day of **JULY** next, at **TWELVE** o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 1st June, 1915. 3342—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MARIE CHOPIN,** wife
No 4635. } contractually separated as to property of John J. Moore, hotel manager, of Montreal, said district and the latter, in so far as may be needful, to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of **LEON RACICOT,** and now in the hands of **L. T. A. Trudeau,** duly appointed curator to the surrender made in this case.

1. A lot of land bounded in front by Bourbonnière street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth,—with a house and other buildings and dependencies thereon erected.

2. Another emplacement fronting on the said Bourbonnière street, measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring four feet, six inches, in width by seventy eight feet in depth.

(b) A lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring thirteen feet six inches in width by seventy-eight feet in depth) with a house and other buildings.

3. Another emplacement measuring eighteen feet in width by seventy-eight feet in depth, and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot original numéro dix-huit (18-497-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur,—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot original dix-huit (18-497-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot original numéro dix-huit (18-498-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'Hon. juge Guerin, en date du 9ème jour de mars 1915.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

A la folle enchère de Amédée Beaudin, suivant jugement de l'Hon. Juge Lafontaine, en date du 10ème jour de mai 1915.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, en date du 25ème jour de mai 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 1er juin 1915. 3343—23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH BEAULAC,
No 4143. } Demandeur; contre
les terres et tenements de DOLARD RAYMOND, Défendeur, et entre les mains de Arthur Archambault, curateur nommé au délaissement en cette cause.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de la Longue Pointe, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 9 de la subdivision du lot numéro 6 de la subdivision officielle du lot numéro trois cent vingt-sept (327-6-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe—avec bâtisses sus-érigées, mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par soixante et dix-neuf (79) pieds de profondeur, mesure anglaise; et étant borné en front par l'Avenue Hays, en arrière par la ruelle en commun avec d'autres, d'un côté par le lot numéro 327-6-8, et de l'autre côté par le lot numéro 327-6-10.

2. Un autre lot de terre situé en la paroisse de la Longue Pointe, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision du lot numéro six de la subdivision officielle du lot numéro trois-cent-vingt-sept (327-6-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe—avec bâtisses sus-érigées, mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par soixante dix-neuf (79) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par l'avenue Hays en arrière par la ruelle en commun avec d'autres,

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-1), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

4. An emplacement measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring thirteen feet six inches in width, by seventy eight feet in depth.

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety eight of the subdivision of the lot original number eighteen (18-498-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring four feet, six inches in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Guerin, dated the 9th day of March, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHT day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

On the false bidding of Amédée Beaudin pursuant to a judgment of Hon. Justice Lafontaine, bearing date the 10th day of May, 1915.

A deposit of \$500.00 will be exacted from each bidder, when giving his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Bruneau, bearing date the 25th day of May, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 1st June, 1915. 3344—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH BEAULAC,
No. 4143. } Plaintiff; against the
lands and tenements of DOLARD RAYMOND, Defendant, and in the hands of Arthur Archambault, Curator appointed to the surrender in this cause.

1. A lot of land situate in the parish of Longue Pointe, in the city of Montreal, known and designated under the number 9 of the subdivision of lot number 6 of the official subdivision of lot number three hundred and twenty seven (327-6-9) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe—with buildings erected thereon, measuring twenty five (25) feet in width by seventy nine (79) feet in depth, english measurements; and bounded in front by Hays Avenue, in the rear by the lane in common with others, on one side by lot number 327-6-8, and on the other side by lot No. 327-6-10.

2. Another lot of land situate in the parish of Longue Pointe, in the city of Montreal, known and designated under the number ten of the subdivision of lot number six of the official subdivision of lot number three hundred and twenty seven (327-6-10) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe—with buildings thereon erected, measuring twenty five (25) feet in width by seventy nine (79) feet in depth, english measurement; bounded in front by Hays Avenue, in the rear by the lane in com-

d'un côté par le lot numéro 327-6-9 et de l'autre côté par le lot numéro 327-6-11.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 1er juin 1915.

3349—23-2

[Première publication, 5 juin 1915].

**MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET**
No 12-F. } **AL, Curateurs aux**
biens de J. B. DUPRE ET AL, Faillits.

a. Un emplacement situé en la cité de Montréal, étant la partie ou les deux tiers sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante et treize (2/3 S. E. 173-219), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, le dit emplacement contenant seize pieds et huit pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu ou l'autre tiers du dit lot No 173-219, et de l'autre côté par le numéro deux cent vingt (220) de la dite subdivision—avec une maison et autres bâtiments érigés sur la dite subdivision et portant les numéros civiques 101-105-107 de la dite rue Sheppard;

b. Un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Sheppard, en la cité de Montréal, et étant composé:

1. Du tiers ou de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-huit de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante-treize (1/3 S. E. 173-218) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, cette partie de lot contenant huit pieds et quatre pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest, par le résidu ou les deux autres tiers du dit lot No 173-218, et de l'autre côté au sud-est par la partie du lot ci-après décrite;

2. Du tiers ou de la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante-treize (1/3 N. O. 173-219) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, cette deuxième partie de lot contenant huit pieds et quatre pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par le résidu ou les deux autres tiers du dit lot numéro 173-219, de l'autre côté, au nord-ouest par la partie du lot ci-dessus décrite, avec une maison en bois et brique à trois étages et autres bâtiments érigés sur le dit emplacement, et portant les numéros civiques 103-109-111 de la dite rue, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage dans la dite ruelle en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

c. Un emplacement ayant front sur la rue Emery, dans la cité de Montréal, mesurant environ quarante pieds de front par environ quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro sept cent trente (730) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal,—avec

mon with others, on one side by lot No. 327-6-9, and on the other side by lot No. 327-6-11.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 1st June, 1915.

3350—23-2

[First published, 5th June, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET**
No 12-F. } **AL, Curators to the**
property of J. B. DUPRE ET AL, Insolvents.

a. An emplacement situate in the city of Montreal, being the south east two thirds of the lot of land known and designated under the number two hundred and nineteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (S. E. 2/3 of 173-219), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, the said emplacement measuring sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure and being bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane on one side by the residue or remaining third part of said lot No. 173-219, and on the other side by the lot number two hundred and twenty (220) of said subdivision,—with a house and other buildings erected upon the said subdivision and bearing the civic numbers 101-105-107 of said Sheppard street;

b. An emplacement situate on the north east side of Sheppard street, in the city of Montreal, and being composed of:

1. The south east third part of the lot of land known and designated under the number two hundred and eighteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (S. E. 1/3 of 173-218), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, said part of the lot measuring eight feet and four inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane, on one side to the north west by the residue or remaining two thirds of said lot No. 173-218, and on the other side to the south east by the herein after described part of lot;

2. The north west third part of the lot of land known and designated under the number two hundred and nineteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (N. W. 1/3 pt. of 173-219), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, the above part of lot containing eight feet and four inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane, on one side to the south east by the residue or remaining two thirds of the said lot number 173-219, on the other side, to the north west, by the part of lot above described,—with a three storey wood and brick house and other buildings erected upon the said emplacement and bearing the civic numbers 103-109-111, of said street, with the active and passive servitudes attached thereto, especially the use of said lane in common with others having rights therein;

c. An emplacement fronting on Emery street, in the city of Montreal, measuring about forty feet in front by about eighty feet in depth, more or less, known and designated under the number seven hundred and thirty (730), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, with the apartment

la maison de rapport dessus érigée et portant les numéros civiques 27, 29, et 29a, de la dite rue Emery.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 1er juin 1915. 3345—23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE LEON**
No 3279. } **TINE BOUTHIL-**

LIER, veuve de feu Joseph Alexandre Raymond Brosseau, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit J. A. R. Brosseau, Demanderesse; contre les terres et tenements de **MICHAEL K. NOLAN**, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Hubert, en la concession de la Grande ligne, contenant trois arpents ou environ de front par trente-cinq arpents de profondeur moyenne, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant la partie sud-est du lot de terre connu sous le numéro cent-soixante-quatorze (174), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; tenant en front au chemin de la Grande Ligne; en profondeur aux terres de la concession du côté sud-ouest du chemin de Chambly; du côté sud-est au lot numéro officiel 175 et de l'autre côté, à l'autre partie du dit lot numéro officiel 174 ci-après décrite, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située au même endroit et contigue à celle sus-décrite, contenant trois arpents de front sur trente-quatre arpents de profondeur moyenne, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant la partie nord-ouest du dit lot de terre connu et désigné sous les numéros officiels cent soixante-quatorze (174); tenant en front au chemin de la Grande Ligne, en profondeur aux terres de la concession du côté sud-est du chemin de Chambly, du côté nord-ouest aux lots Nos officiels 173 et 116, et de l'autre côté à la terre ci-dessus décrite en premier lieu, avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 1er juin 1915. 3347—23-2
[Première publication, 5 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH GRENIER**,
No 1497. } Demandeur; contre

les terres et tenements de **DAME YVONNE LEVERT**, des cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de Dieudonné Berthelet, du même lieu, le dit Dieudonné Berthelet pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement étant la partie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un

house erected thereon and bearing the civic numbers 27, 29 and 29a of said Emery street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 1st June, 1915. 3346—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE LEON**
No. 3279. } **TINE BOUTHIL-**

LIER, widow of the late Joseph Alexandre Raymond Brosseau, both personally and in her capacity of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said J. A. R. Brosseau, Plaintiff; against the lands and tenements of **MICHAEL K. NOLAN**, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Hubert, in the Grande Ligne concession, containing about three arpents in front by thirty five arpents in average depth, more or less, without warranty of exact measurements, and being the south east part of the lot of land known under the number one hundred and seventy four (174) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly bounded in front by the Grande Ligne road, in depth by the lands of the concession on the south west side of the Chambly road, on the south east side by lot official No. 175, and on the other side by the other part of the said lot official No. 174 hereinafter described—circumstances and dependencies.

2. Another land situate at the same place and contiguous to the one above described, containing three arpents in front by thirty four arpents in average depth, more or less, without warranty of exact measurement, and being the north west part of the said lot of land known and designated under the official number one hundred and seventy four (174); bounded in front by the Grande Ligne road, in depth by the lands of the concession on the south east side of the Chambly road, on the north west side by the lots official numbers 173 and 116, and on the other side by the land hereabove firstly described—with a house, barn and other buildings thereon erected, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent or non-apparent servitudes connected with the said immovables.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 1st June, 1915. 3348—23-2
[First published, 5th May, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH GRENIER**,
No. 1497. } Plaintiff; against the

lands and tenements of **DAME YVONNE LEVERT**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Dieudonné Berthelet, of the same place, and the said Dieudonné Berthelet to authorize his said wife to ester en justice, Defendants:

Seized as belonging to the said defendant, Dame Yvonne Levert, the following immovable to wit:

An emplacement being the north part of the lot of land known and designated under the num-

de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-quatre (1224-21) du plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, de forme triangulaire et borné en front par la rue De Lorimier, d'un côté au sud-est par le résidu du lot 1224-21, et de l'autre côté au nord-ouest par une ruelle portant le numéro 1224-22, le dit triangle ayant vingt-quatre pieds et quatre pouces à sa base sur la rue De Lorimier, son hypoténuse soixante-quatorze pieds du côté de la dite ruelle, et son autre côté soixante-douze pieds dans la ligne séparant le lot No 1224-21 de la dite partie du même lot, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 616 et 618 de la rue De Lorimier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif.

Montréal, 31 mai 1915.

3339—23-2

[Première publication, 5 juin 1915].

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. WILFRID MI-**
No 12 D. } **CHAUD, ET AL,**
Curateurs aux biens de JEAN-BAPTISTE DU-
PRE & CHARLES MARQUETTE, Faillis.

Un emplacement ayant front sur la rue Lafontaine Est, en la cité de Montréal, contenant trente cinq pieds de front, sur quarante-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec la maison et autres dépendances dessus construites, portant les numéros 1395 et 1397, de la dite rue Lafontaine Est, le dit emplacement composé:

1. De l'arrière partie des lots de terre ayant front sur la rue Iberville, connu sous le numéro cent soixante-huit, subdivisions dix et onze (168-10 et 11), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

(a) La partie du lot numéro cent soixante et huit, subdivision dix sur le plan, environ vingt-deux pieds et six pouces de largeur sur une profondeur d'environ huit pieds et deux pouces dans la ligne Ouest, icelle partie de lot bornée, d'un bout par le lot numéro treize cent soixante et deux, trente huit, subdivision deux (1362-38-2), sur le plan et autre livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, l'autre bout, par le résidu du dit lot numéro cent soixante et huit, subdivision dix (168-10), sur le dit plan, la ligne de division de la partie du lot No 168-10, étant à une distance de quarante-cinq pieds environ de la rue Iberville, d'un côté par la partie ci-après décrite du lot No 168-11, sur le dit plan.

(b) La partie du lot No 168, subdivision 11 sur le dit plan, environ vingt-deux pieds et six pouces de front, sur huit pieds et deux pouces de profondeur, dans la ligne Est, et environ douze pieds et neuf pouces dans la ligne ouest; la dite partie bornée d'un bout par le lot No 1362-37-2, à l'autre bout, par le résidu du dit lot No 168-10 et de l'autre côté, par le lot No 168-12 sur le même plan.

2. Les lots de terre connus sous les numéros un et deux de la subdivision du lot No 37 de la subdivision du lot No 1362, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, et les lots 1 et 2 de la subdivision du lot No 38 de la

ber twenty one of the official subdivision of the lot number twelve hundred and twenty four (1224-21) of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, in the city of Montreal, of triangular shape and bounded in front by De Lorimier street, on one side to the south east by the residue of lot 1224-21 and on the other side to the north west by a lane bearing the number 1224-22, the said triangle measuring twenty four feet, four inches at its base on De Lorimier street, its hypotenuse measuring seventy four feet on the side of the said lane, and its other side seventy two feet on the line dividing the lot No. 1224-21 from the said part of same lot, the whole english measure and more or less—with the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 616 and 618 of De Lorimier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Montreal, 31st May, 1915.

3340—23-2

[First published, 5th June, 1915.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. WILFRID MI-**
No 12 D. } **CHAUD, ET AL,**
Curators to the property of JEAN BAPTISTE
DUPRE and CHARLES MARQUETTE, Insol-
vents.

An emplacement fronting on Lafontaine street east, in the city of Montreal, containing thirty five feet in front by forty five feet in depth, the whole English measure and more or less, with the house and other dependencies thereon erected, bearing the numbers 1395 and 1397 of said Lafontaine street east, the said emplacement being composed of:

1. The rear part of the lots of land fronting of Iberville street, known under the number one hundred and sixty eight, subdivisions ten and eleven (168-10 and 11), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga.

(a) The part of lot number one hundred and sixty eight, subdivision ten, on said plan, measuring about twenty two feet and six inches in width by about eight feet and two inches in depth, on the west line, said part of lot being bounded at one end by the lot number thirteen hundred and sixty two thirty eight, subdivision two (1362-38-2) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of Montreal, at the other end by the residue of said lot number one hundred and sixty-eight, subdivision ten (168-10) upon the said plan, the division line of said part of lot No. 168-10 being at a distance of about forty five feet from Iberville street, on one side by the part of lot No. 168-11, on said plan, hereunder described.

(b) The part of lot No. 168, subdivision 11, on said plan, measuring about twenty two feet and six inches in front by eight feet and two inches in depth, in the east line, and about twelve feet and nine inches in depth in the west line, the said part of lot being bounded at one end by the lot No. 1362-37-2, at the other end by the residue of said lot No. 168-10 and on the other side by the lot No. 168-12 on said plan.

2. The lots of land known under the numbers one and two of the subdivision of the lot No. 37, of the subdivision of lot No. 1362, upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, and the lots 1 and 2 of the subdivision of lot 38

subdivision du lot No 1362, aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, *Sherif.*
Bureau du shérif. *Sherif.*
Montréal, 31 mai 1915. 3351—23-2
[Première publication, 5 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } OVIDE LAFORTUNE,
No 4007. Demandeur; contre
OVILA SAUVE ET AL., Défendeurs, à savoir:

Un emplacement composé et désigné autrefois comme étant une partie du lot numéro 646 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, de la contenance d'environ un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, situé à deux arpents et demi de la "Montée Bruneau", et, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de la paroisse de Notre-Dame de la Paix, comme étant la subdivision trois de la subdivision quatre-vingt-un du lot numéro six cents quarante-six (3-81-646), et contenant quatre-vingt-seize pieds de largeur, sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, derrière par une partie du même lot propriété de M. Cyrille Lalonde, le vendeur primitif, du côté est par le terrain de l'œuvre et fabrique, à l'ouest par un emplacement dépendant du même lot—avec une bâtisse à deux étages y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de la Paix, dit district d'Ottawa, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT, *Sherif.*
Bureau du shérif, *Sherif.*
Hull, 2 juin 1915. 3409—23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } ROMEO MARCOUX, De-
No 5657. mandeur; vs FELIX
OLIVIER LAMARCHE, Défendeur, et Dame
Caroline St. Cyr, veuve Félix Olivier Lamarche,
Requérante.

1. Un terrain situé en la ville de Berthier, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Berthier par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-

of the subdivision of lot No. 1362, upon the afore-said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, *Sheriff.*
Sheriff's Office. *Sheriff.*
Montreal, 31st May, 1915. 3352—23-2
[First published, 5th May, 1915].

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } OVIDE LAFORTUNE,
No. 4007. Plaintiff; against
OVILA SAUVE ET AL., Defendants, to wit:

An emplacement composed of and formerly designated as being part of the lot number 646 of the official plan and book of reference for the parish of Saint André Avellin, district of Ottawa, containing about one half arpent in front by one arpent in depth and situate at a distance of two arpents and a half from "Montee Bruneau", and now known and designated upon the official plan and book of reference for the village of the parish of Notre Dame de la Paix, as being the subdivision three of the subdivision eighty one of the lot number six hundred and forty six (3-81-646), and containing ninety six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by a part of same lot belonging to Mr. Cyrille Lalonde, the original seller, on the east side by the land of "L'Œuvre et Fabrique", on the west by another emplacement forming part of same lot—with the two storey building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de la Paix, said district of Ottawa, on the SIXTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT, *Sheriff.*
Sheriff's office, *Sheriff.*
Hull, 2nd June, 1915. 3410—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } ROMEO MARCOUX, Plain-
No. 5657. tiff; vs FELIX OLIVIER
LAMARCHE, Defendant, and Dame Caroline
Saint-Cyr, widow of Félix Olivier Lamarche,
Petitioner.

1. A lot of land situate in the town of Berthier, known and designated upon the official cadastre of the town of Berthier, under the number one

sept (197)—avec les bâtisses y érigées et les droits actifs inhérents;

2. Un terrain situé en la dite ville de Berthier, faisant partie du lot numéro cent quarante-un (Pt. 141) du cadastre officiel susdit, contenant cent quatre-vingt-douze pieds de largeur sur cent soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins; tenant d'un bout aux lots Nos 140 et 143, d'autre bout au terrain de Eugène Goudron, limité par un ruisseau, d'un côté au lot No 137 appartenant à la Congrégation Saint-James, et d'autre côté au lot No 146 appartenant aux héritiers Morisson—avec bâtisses dessus érigées, et droits actifs inhérents, y compris un droit de passage sur le dit lot numéro 140, pour communiquer du dit lot Pt. 141 à la rue Edouard, à la charge par le propriétaire du fonds servant d'entretenir constamment en bon état d'entretien ce passage et la clôture qui l'entoure des deux côtés;

3. Un terrain situé au même endroit, connu et désigné au cadastre officiel susdit par le lot numéro cent quarante-trois (143)—avec une maison à deux logements et autres bâtisses dessus érigées et les droits actifs inhérents, moins et à distraire le logement nord-est de la dite maison et dépendances attachées exclusivement à ce logement, qui appartient à M. Victor Lamarche, enfant mineur de feu Félix O. Lamarche, pour l'avoir acquis de son défunt père, par suite du testament de ce dernier, reçu en minute par Maître M. L. A. Aubin, notaire, le 30 de janvier 1908, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Berthier; et sous la réserve de l'usage, l'habitation et de l'occupation du logement nord-ouest de la dite maison, en faveur de la dite Dame Requête, sa vie durant, pourvu qu'elle garde viduité; Lesquels dits immeubles sont sujets à l'usufruit établi dans et par le susdit testament en faveur de la dite Dame Caroline St. Cyr, requérante, sa vie durant en gardant viduité, et seront vendus à la charge par l'adjudicataire de payer à compter du jour de la vente et adjudication des dits terrains toutes contributions foncières et autres de toute nature dont ils pourront être frappés, de supporter les réparations d'entretien ainsi que les grosses réparations qui deviendront nécessaires pour le bon entretien des dits terrains et des dépendances et constructions qui y sont érigées, de tenir constamment assurées contre le feu toutes les bâtisses érigées sur les dits terrains dans une compagnie d'assurance approuvée par la dite dame requérante, pour un montant qu'elle fixera et dont les bénéfices en cas de sinistre seront transportés à elle-même au moyen d'un transport confirmé par la compagnie de telle assurance et de se soumettre à toutes les obligations auxquelles est tenu par le susdit testament, le dit défendeur envers la requérante, relativement aux dits terrains, dont les fruits et revenus seront sa propriété et seront perçus par elle tant qu'elle restera veuve.

4. Un terrain situé en la même ville de Berthier, faisant partie du lot numéro trente-sept (Pt. 37) du cadastre officiel pour la ville de Berthier, contenant soixante pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du fleuve Saint-Laurent qui le borne d'un bout à aller à la dite rue Edouard qui le borne à l'autre bout; tenant d'un côté au terrain appartenant à la corporation de la ville de Berthier et d'autre côté à une partie du dit lot No 37, le tout plus ou moins, mesure anglaise, —circonstances et dépendances.

hundred and ninety seven (197)—with the buildings thereon erected and the active rights appertaining thereto;

2. A lot of land situate in the said town of Berthier, forming part of the lot number one hundred and forty one (pt. No. 141), of the aforesaid official cadastre, measuring one hundred and ninety two feet in width by one hundred and seventy five feet in depth, english measure, the whole more or less; bounded at one end by the lots Nos. 140 and 143, at the other end by the land of Eugene Goudron, bounded by a brook, on one side by the lot No. 137 belonging to Saint James Congregation, and on the other side by the lot No. 146 belonging to the heirs Morrison, —with the buildings thereon erected, and active rights appertaining thereto, including a right of way upon said lot No. 141 to communicate from said lot pt. 141, to Edouard street, the owner of the land occupied by said right of way being bound to constantly keep in good order said right of way and the fences on both sides thereof;

3. A lot of land situate at the same place, known and designated upon the aforesaid official cadastre under the number one hundred and forty three (No. 143)—with a house containing two dwellings and other buildings thereon erected and the active rights appertaining thereto; save and except and to deduct therefrom the north east dwelling of said house and dependencies exclusively attached to said dwelling, which belong to Mr. Victor Lamarche, minor child of the late Félix O. Lamarche, who acquired it from his late father by and under the last will and testament of said Félix O. Lamarche, made and executed before Maître M. L. A. Aubin, notary, on the 30th January, 1908, and duly registered at the Registry office of the county of Berthier; and under the reserve of the use, habitation and occupation of the north west of said house in favor of said Dame Caroline Saint Cyr, the petitioner herein, during her lifetime, provided she does not remarry; the above immoveables being subject to the usufruct established by and in the said will in favor of said Dame Caroline Saint Cyr, the petitioner herein, during her lifetime provided she does not remarry, and will be sold subject to the payment by the adjudicataire from and after the day of the sale and adjudication of said lands, all ground and other assessments of every kind encumbering the said immoveables, to support all repairs necessary for the maintenance in good order of the said lands and dependencies and constructions erected thereon, to keep all buildings erected upon said lands constantly insured against fire in a Fire Insurance Company approved by the said Dame Caroline Saint Cyr, for the amount she may fix, said amount to be payable in case of destruction to said Dame Caroline Saint Cyr, by means of a transport approved by the said Fire Insurance Company and to assume all obligations, to which the said defendant is bound by the aforesaid testament, in favor of the petitioner herein respecting the said lands, the fruits and revenues of which are her property and will be collected by her as long as she remains a widow;

4. A lot of land situate in the said town of Berthier, forming part of the lot number thirty seven (pt. No. 37), of the official cadastre for the town of Berthier, measuring sixty feet in width by whatever depth there may be from the River Saint Lawrence; the boundary at one end to the said Edouard street the boundary at the other end; bounded on one side by the land belonging to the corporation of the town of Berthier, and on the other side by a part of said lot No. 37, the whole more or less, english measure —circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la ville de Berthier, MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE, Shérif
Bureau du shérif, Sorel, 4 juin 1915. 3433-23-2
[Première publication, 5 juin 1915].

Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Malbaie à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, corps politique
No 3146. } incorporé, ayant le siège principal en la cité de Québec, Demanderesse; contre JOSEPH SAULNIER, du village de la Malbaie, commerçant. Défendeur.

1. Une lisière de terrain faisant partie du lot No 515, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, mesurant en front 33 pieds anglais, s'étendant en profondeur du chemin public à la rivière Malbaie; bornée au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par la rivière Malbaie, au nord-ouest par le reste du dit lot possédé par Ferdinand Caron, au sud-est par partie du lot No 514, des dits plan et renvoi officiels possédée par le défendeur.

2. Une lisière de terrain faisant partie du dit lot 514, mesurant en front 33 pieds par 38 pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée au sud-est par le chemin public, au nord-est au bout des 38 pieds susdits, au nord-ouest par le dit lot 515 et au sud est par le reste du dit lot 514, possédé par Ulisse Bouchard, le tout—avec bâtisses dessus construites mais sans garantie de contenance.

Pour être vendu à mon bureau, à la prison de la Malbaie, en un seul et même lot, en bloc, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS, Shérif.
Bureau du shérif, Malbaie, 1er juin 1915. 3417-23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } MOISE O'BREADY, avocat, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre JOHN COUTURE, de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:
Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Bromptonville, étant le lot numéro trente-

To be sold at the parochial church door of the town of Berthier, on TUESDAY, the SIXTH day of month of JULY next, (1915), at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

JOS. G. LARIVIERE, Sheriff.
Sheriff's office, Sorel, 4th June, 1915. 3434-23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Montreal.
Malbaie, to wit: } LA BANQUE NATIONALE
No. 3146 } a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, Plaintiff; against JOSEPH SAULNIER of the village of Malbaie, trader, Defendant.

1. A strip of land forming part of the lot No. 515, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, measuring 33 feet in front, english measure, and extending in depth from the public highway to River Malbaie; bounded on the south west by the public highway, on the north east, by the River Malbaie, on the north west by the residue of said lot belonging to Ferdinand Caron, on the south east by part of lot No. 514 of said official plan and book of reference, belonging to the defendant.

2. A strip of land forming part of said lot No. 514, measuring 33 feet in front by 38 feet in depth, english measure, and bounded on the south west by the public highway, on the north east at the end of above 38 feet, on the north west by the aforesaid lot 515, and on the south east by the residue of said lot 514, belonging to Ulisse Bouchard, the whole—with the building thereon erected, without warranty as to exact measurements.

To be sold at my office, in the jail of La Malbaie, as the one and same lot, en bloc, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS, Sheriff.
Sheriff's office, Malbaie, 1st June, 1915. 3418-23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } MOISE O'BREADY, advocate, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against JOHN COUTURE, of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:
That certain parcel of land situate in the town of Bromptonville, being the lot number thirty-

huit (30-8) du cadastre du canton de Brompton, pour le quatrième rang—avec bâtisses dessus construites et améliorations qui s'y trouvent et la moitié du pouvoir et réservoir d'eau et accessoires qui se trouvent sur la propriété; le vendeur se réservant la moitié du dit pouvoir et réservoir et accessoires et des profits en provenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Paraxède de Brompton, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 2 juin 1915. 3407—23-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

eight (30-8) of the cadastral of Brompton, for the fourth range—with the buildings and improvements thereon erected and made and the half of the water power and reservoir and accessories thereon; the seller reserving the half of said water power reservoir and accessories and profits derived therefrom.

To be sold at the church door of Saint Paraxède de Brompton, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff office, Sheriff.
Sherbrooke, 2nd June, 1915. 3408—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: VALEDA MAR-
No 413. COTTE,

épouse de Arthur Beauchamp, Demanderesse; contre LOUIS CASAVANT, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le village de Saint-Denis, sur la rue Bourdages, étant le lot numéro quatre-vingt-huit (88) des plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis; borné comme suit: en front la rue Bourdages, derrière à la rue Cartier, d'un côté la rue Nelson, et de l'autre côté Omer Leblanc—avec une maison, écurie de louage et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, LUNDI, le DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif. Shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 juin 1915. 3829
[Première publication, 26 juin 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: J. E. M. DESRO-
No 44. CHERS, De-

mandeur; contre ANTOINETTE LAFERRIERE, ET VIR, Défenderesse.

Un emplacement situé sur la première concession, dans les limites du village incorporé de Saint-Hilaire, étant partie de l'extrémité nord-ouest du lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hilaire, sous le numéro trente-huit (P. 38) de la contenance de quatre-vingt-cinq pieds de largeur sur le chemin public et de soixante-et-douze pieds de largeur à la profondeur, sur cent vingt-six pieds de longueur, dans la ligne nord-est et de quatre-vingt-quatorze pieds de longueur dans la ligne sud-ouest, à partir du chemin public, le tout mesure anglaise, plus ou moins, borné en front au nord-ouest par la rivière Richelieu, en arrière, au sud-est par Ulric Robert, du côté nord-est par Aimé Robert, père, et du côté sud-ouest par une rue projetée (chemin privée), sur le terrain de Aimé Desautels, étant partie du lot numéro trente-huit, avec droit de passage au besoin, dans telle rue projetée, et une maison et un hangar dessus érigés.

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit: VALEDA MAR-
No. 413. COTTE, wife

of Arthur Beauchamp, Plaintiff; against LOUIS CASAVANT, Defendant.

An emplacement situate in the village of Saint Denis, on Bourdages street, being lot number eighty eight (88) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis; bounded in front by Bourdages street, in rear by Cartier street, on one side by Nelson street, and on the other side by Omer Leblanc—with house, livery tables and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Denis, MONDAY, on the SECOND day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Hyacinthe, 23rd June, 1915. 3730
[First published, 26th June, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinth

Saint Hyacinth to wit: J. E. M. DESRO-
No. 44. CHERS, Plain-

tiff; against ANTOINETTE LAFERRIERE, ET VIR, Défenderesse.

An emplacement situate on the first concession in the limits of the village of Saint Hilaire, being a part of the extremity north west of lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hilaire, under lot number thirty eight (P. 38), containing eighty five feet in width on the public road, and seventy two feet in width at the depth by one hundred and twenty six feet in length, in the north east line, and ninety four feet in length in the south west line from said public road, the whole english measure, more or less, bounded in front at the north west side by the Richelieu river, in rear at the south east by Ulric Robert, on the north east side by Aimé Robert, senior, and on the south west side by a street in project on the ground of Aimé Desautels, being a part of said lot No. 38, with a leave at need in said projected street—with a house and a shed thereon erected.

Cette vente est faite à la charge par l'adjudicataire d'en laisser la jouissance et occupation à M. Guillaume St-Pierre, avocat, de la cité de Montréal, à titre de locataire, jusqu'au 1er octobre prochain (1915), à raison et en considération d'un loyer de \$115.00 payable \$50.00 le 1er juin 1915, et \$15.00 le 1er août, et \$50.00 le 1er septembre également prochain, l'adjudicataire devant toucher et percevoir tout le loyer à échoir, à compter de la date de son acquisition.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 1er juin 1915. 3367—23-2
[Première publication, 5 Juin, 1915.]

This sale is made at charge by the purchaser to leave the enjoyment and occupation to Mr. Guillaume St. Pierre, lawyer of the city of Montreal, under the title of tenant until the first of October, next (1915), for the consideration of a rent of \$115.00 payable \$50.00 the first of June, 1915, and \$15.00 the first of August next, and \$50.00 the first of September next, the purchaser should receive the whole rent from the date of his acquisition.

To be sold at the parochial church door of Saint Hilaire, on the SIXTH day of JULY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 1st June, 1915. 3367—23-2
[First published 5th June, 1915.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } DAME MARIE
Sainte-Scholastique, } PREVOST ET
No 373. } AL, Demande-
resse, vs DAME VICTORIA DESJARDINS ET
VIR, Défenderesse.

1. Un emplacement situé au village de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, au sud de la rue Saint-Jacques, contenant environ six perches de front sur environ un arpent de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Scholastique, sous le numéro vingt-sept (No 27) comprenant en outre une partie du No 29, cette partie du No 29 tient en front au trait carré du No 27 derrière et des deux côtés au reste du dit No 29, et a quatre perches de profondeur sur la largeur du dit No 27, avec les batisses y érigées.

2. Une lisière de terre de forme triangulaire située au même lieu, faisant partie du dit lot de terre numéro vingt neuf (No 29) du cadastre hypothécaire du dit village, contenant onze pieds et demi de largeur, sur la rue Saint-Jacques et allant se terminer en pointe à la profondeur de l'emplacement ci-dessus désigné, tenant devant au nord de la dite rue Saint-Jacques au nord-est au terrain de Joseph Lacombe, et au sud ouest au terrain ci-dessus décrit.

Pour être vendus à notre bureau, au Palais de Justice, au village de Sainte-Scholastique dit district, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte-Scholastique, 31 mai 1915. 3355—23-2

[Première publication, 5 mai 1915].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } DAME MARIE
Sainte Scholastique, } PREVOST ET
No. 373. } AL, Plaintiffs,
vs DAME VICTORIA DESJARDINS ET VIR,
Defendants.

1. A piece of land in the village of Sainte Scholastique, county of Two-Mountains, district of Terrebonne, fronting south of Saint James street, containing about six perches in frontage and about one arpent in depth, known and designated on the official plan and book of reference for the said village of Sainte Scholastique as lot No. twenty seven (27) containing in addition thereto part of lot No. twenty nine, said part of lot No. 29 being bounded in front by the rear of lot No. 27, in rear, and on both sides by the remainder of said lot No. 27 with buildings thereon erected.

2. A track of land triangular shape located in the same place, being part of said piece of land No. twenty nine (29) of the hypothecary cadastre for said village, containing eleven feet and on one half in width, on Saint James street, running out, terminating in a point, to the depth of piece of land above designated, adjoining in front on the north side of said Saint James street, and at north east on Joseph Lacombe's property, and south-west, on the piece of land above described.

To be sold at our office, in the Court house, village of Sainte Scholastique, said district, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office. Sheriffs.
Sainte Scholastique, 31st May, 1915.

3356—23-2
[First published, 5th May, 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) IN RE JOSEPH
No 466.) NARCISSE GO-
DIN, Requérent-Cession; vs BRUNO CHAM-
PAGNE, Débiteur-Cédant, et HENRI BISSON,
Curateur.

Comme appartenant au dit débiteur-cédant, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Saint-Christophe, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro quarante-neuf (pt. n.-e. 49), de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-49), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières; borné en front par la dite rue Saint-Christophe, en profondeur par une ruelle, du côté sud-ouest au surplus du dit lot numéro quarante-neuf (49) appartenant à Adam Gélinas, et de l'autre côté encore par une ruelle, avec en plus le terrain de la ruelle à la profondeur d'emplacement présentement décrit sur toute la largeur d'icelui et une moitié de la largeur d'icelle, laquelle étant connue et désignée sous le numéro quarante-sept de la subdivision officielle du dit lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-47) du dit cadastre.

Pour être vendu au bureau du shérif, du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice en la cité des Trois-Rivières, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 31 mai 1915. 3411—3-2
[Première publication, 5 juin 1915.]

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION

LOMER GOVIN,) ATTENDU que les dispo-
Procureur Général.) sitions des articles 3093
et 3120 des Statuts refondus de Québec, 1909,
décrète que le Lieutenant-Gouverneur peut, par
proclamation fixer les époques de la tenue des
termes de la Cour supérieure et de la Cour de
circuit dans et pour le district de Nicolet;

ET ATTENDU qu'il y a lieu maintenant de fixer les époques de la tenue des termes de la Cour supérieure et de la Cour de circuit dans et pour le district de Nicolet;

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) IN RE JOSEPH
No. 466.) NARCISSE GO-
DIN, Petitioner for assignment; vs BRUNO
CHAMPAGNE, Insolvent-Debtor, and HENRI
BISSON, Curator.

As belonging to said insolvent-debtor, to wit:

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on Saint Christophe street, known and designated as being the north east part of the lot number forty nine (n. e. pt. 49), of the official subdivision of the lot number eleven hundred and twenty four (1124-49), of the official cadastre of the city of Three Rivers; bounded in front by said Saint Christophe street, in rear by a lane, on the south west by the residue of said lot number forty nine (49) belonging to Adam Gélinas, and on the other side by a lane, together with the half of the land occupied by a lane at the rear of said emplacement herein described, said parcel of land being the same width of said emplacement by half the width of said lane, which is known and designated under the number forty seven of the official subdivision of said lot number eleven hundred and twenty four (1124-47) of said cadastre.

To be sold at the sheriff's office, district of Three Rivers, in the court house, on the city of Three Rivers, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 31st May, 1915. 3412—23-2
[First published, 5th June, 1915.]

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

P.-E. LEBLANC

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOVIN,) WHEREAS in and by
Attorney General.) virtue of the provi-
sions of article 3093 and 3120 of the Quebec
Revised Statutes, 1909, it is in effect enacted that
the Lieutenant-Governor may, by proclamation,
fix the periods at and during which the terms of
the Superior Court and of the Circuit Court,
shall be held, in and for the district of Nicolet;

AND WHEREAS, it is now deemed expedient to fix the periods at and during which the terms of the Superior Court and of the Circuit Court, shall be held, in and for the district of Nicolet;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes régions et ordonnons: 1. Que la Cour supérieure dans et pour le comté de Nicolet, en la ville de Nicolet, siégera les premiers mercredis, jeudis et vendredis des mois de février, mars, mai, juin, octobre, novembre et décembre de chaque année; 2. Que la Cour de circuit dans et pour le comté de Nicolet, en la ville de Nicolet, siégera le premier mardi des mois de février, mars, mai, juin, octobre, novembre et décembre de chaque année.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-DEUXIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3765

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

Excelsior Realities, Incorporated.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1915, constituant en corporation M.M. Maurice Macklin, agent; Peter Macklin, comptable; Yonas Cherteoff, teneur de livres; Benjamin Florin, gérant; Louis Fineberg, mécanicien, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les opérations d'agents d'immeubles et d'agents financiers, et agir en qualité d'agents pour l'achat, la vente, la location, la gérance et l'administration de propriétés immobilières et exiger une commission pour ses services;

Acheter, louer ou autrement acquérir des immeubles; vendre, louer, transporter, échanger, céder ou autrement disposer des dits immeubles, ou de toute partie desdits immeubles, et développer, embellir et diviser toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, cultiver ces dits immeubles et en vendre et céder les produits;

S'entremettre comme mandataires ou procureurs pour l'administration des successions, la vente des propriétés, le placement, la gérance, le prêt, le paiement, le transport et la perception des argents, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures, et autres valeurs, faire des enquêtes, évaluations, ventes, échanges, louages, subdivisions et autres choses semblables;

Construire, ériger, réparer, changer, et installer des édifices et autres constructions, et faire le commerce de matériaux de constructions;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered and do hereby rule and order: 1. That the Superior Court in and for the district of Nicolet, in the town of Nicolet, shall sit on the first Wednesday, Thursday and Friday of the months of February, March, May, June, October, November and December of every year; 2. That the Circuit Court in and for the county of Nicolet, in the town of Nicolet, shall sit on the first Tuesday of the months of February, March, May, June, October, November and December, of every year.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE EVARISTE LEBLANC, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SECOND day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3766

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

Excelsior Realities, Incorporated.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1915, incorporating Messrs. Morris Macklin, agent; Peter Macklin, accountant; Yonas Cherteoff book-keeper; Benjamin Florin, manager; Louis Fineberg, machinist; of the city of Montreal for the following purposes:

To carry on the business as real estate and financial agents and act as agents for the purpose of buying, selling leasing, managing, administering immoveable property and charge commission for its services;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate and to sell and dispose of the products thereof;

To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions, and the like;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures, and to deal in any building requisites;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint

les risques communs, les concessions réciproques ou autre avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale ou avec toute autre personne, maison ou compagnie exerçant ou engagée ou à la veille d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et se porter garants des contrats, avec ou sans garantie, et prêter des fonds ou autrement aider toutes telles personnes, maisons ou compagnies qui entreprendra de construire ou d'embellir la propriété dans laquelle la présente compagnie est intéressée, et généralement à ces dites personnes, maisons et compagnies et aux clauses et conditions que la compagnie jugera équitables;

Prendre et détenir des hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de tous deniers dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs pour des fins de constructions et autres embellissements;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie de l'actif, du passif, des affaires, propriétés, droits ou engagements de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de propriété propre aux fins de la présente compagnie;

Acheter, acquérir, détenir, transférer, vendre et céder les actions, stocks, débentures, ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et des entreprises de la compagnie pour la compensation et aux clauses et conditions que la compagnie jugera convenables, et accepter des deniers comptants, actions, obligations, débentures, stocks ou valeurs de toute autre compagnie en paiement entier ou partiel de ces dits biens;

Placer les fonds disponibles de la compagnie en valeurs et de la manière qui seront fixées de temps à autre;

Se fusionner avec tout particulier, maison ou corporation exerçant une industrie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie aux clauses et conditions qui seront jugées convenables;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie de temps à autre toutes espèces, actions, obligations, débentures, valeurs et autres biens appartenant à la compagnie;

Faire toutes les choses avantageuses pour atteindre les objets ci-dessus ou s'y rattachant;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Payer des commissions à toute personne, maison ou compagnies comme compensation pour avoir obtenu ou consenti à obtenir des souscriptions d'actions, absolues ou conditionnelles, de la présente compagnie ou de toute telle compagnie comme susdit;

Les pouvoirs conférés dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Excelsior Realities, Incorporated", avec un capital action de vingt mille (\$20,000.00), piastres divisé en deux cents (200) actions de cent (100) piastres chacune.

adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal, or local authorities, or with any person, firm, or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee contracts of either with or without security, and to lend monies to or otherwise assist any such person, firm or company, or any person, firm or company, undertaking to build or to improve any property in which the company is interested; and generally to such persons, firms, or companies and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advance by the company to purchasers or others for buildings purposes or other improvements;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business franchises, property, rights, or liabilities of any person, firm or company carrying on any business, which this company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell, lease, or otherwise dispose of property and undertaking of the company or any part thereof; for such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities, of any other company in payment or part payment therefor;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such securities and in such manner as may from time to time be determine;

To amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute among the shareholders of the company from time to time any specie, shares, bonds, debentures, securities and other property belonging to the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay commissions to any person, firm or company in consideration of his or their procuring or agreeing to procure subscription, whether absolute or conditional for any shares in this company, or in any such company aforesaid;

Any power granted in paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Excelsior Realities, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

La principale place d'affaire de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3819-26-2 Assistant secrétaire provincial.

St-Eustache Gardens, Incorporated.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de juin 1915, constituant en corporation MM. William Kenneth McKeown, conseil du Roi, Léopold Choquette, avocat, James Robertson Law, Georges Edward Chart, et Lorne Clayton Herdman, comptables, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, et en rapport avec icelles, acquérir par achat, location, échange, donation, concession ou autrement détenir, subdiviser, tracer en lots à bâtir, des rues, ruelles, squares ou autrement améliorer, développer, louer, vendre, transporter, échanger, donner à bail ou autrement disposer et généralement trafiquer sur terres et immeubles de toute nature et description, soit vacants, soit bâtis ou autres, et aussi sur aucun droit, titre ou intérêt en iceux, les grever et hypothéquer en tout ou en partie; et aussi des biens de toute sorte et description, y compris la propriété mobilière et personnelle, et tous droits et privilèges que la compagnie considérera nécessaires aux fins de son commerce, et sur ces terrains et biens-fonds, ou sur aucune partie d'iceux, faire, ériger, construire, bâtir, exploiter et entretenir des chemins, des rues, ruelles, ponts et autres voies de communication, des maisons, logements, écuries, manufactures, moulins, usines, boutiques et tous autres édifices, travaux et améliorations qui seront jugés propres aux objets de la compagnie, y compris la construction, sur ces terrains ou sur aucune partie d'iceux, de trottoirs, drains, canaux, tuyaux d'égout, usines pour l'éclairage et les accessoires, ainsi que toutes et chacune des améliorations de nature à augmenter la valeur du bien de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelui; exercer le commerce d'agents d'immeubles, experts, évaluateurs, courtiers en biens-fonds, entrepreneurs et constructeurs, et pratiquer les affaires générales d'une agence d'immeubles, y compris les enquêtes, évaluations, ventes, échanges et autres choses semblables, aussi, négocier des baux et toutes autres formes de contrats se rapportant à l'immeuble;

Faire des avances au moyen de prêts, pour fins de construction et autres améliorations, aux acheteurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie, aider, par voie d'avances ou autrement, à la construction et à l'entretien des chemins, rues, ponts, trottoirs, travaux d'aqueducs, tuyaux d'égout, pouvoir d'éclairage ou usines et autres améliorations jugées de nature à rendre plus accessibles les propriétés de la compagnie ou à augmenter leur valeur;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques, des gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune partie de la propriété que la compagnie vendra ou le remboursement d'aucune somme d'argent due à la compagnie ou des avances faites par la compagnie aux acheteurs pour des fins de constructions et autres améliorations;

Bâtir, installer, entretenir et exploiter un ou plusieurs systèmes de travaux d'aqueducs pour convenablement approvisionner d'eau les détenteurs et acquéreurs des propriétés de la compagnie et autres, et en rapport avec iceux, des

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1915

C. J. SIMARD,

3820-26-2 Deputy Provincial Secretary.

St-Eustache Gardens, Incorporated.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1915, incorporating Messrs. William Kenneth McKeown, Kings' Counsel, Leopold Choquette, advocate, James Robertson Law, George Edward Chart, and Lorne Clayton Herdman, accountants, of the city of Montreal for the following purposes;

To carry on the business of a land company, and in connection therewith to acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise and to hold, subdivide, lay out in building lots, streets, lanes, squares and otherwise, to improve, develop, rent, sell, convey, exchange, lease and otherwise dispose of and generally deal in lands and real estate of all and every kind and description whether vacant, improved or otherwise, as also any right, title or interest therein, and to mortgage and hypothecate same or any part thereof; as also property of any other kind and description, including personal and movable property, and any rights and privileges that the company may consider necessary for the purposes of its business, and in and upon such lands and real estate, or any part thereof, to make, erect, construct, build, operate and maintain roads, streets, lanes, bridges and other means of communication, houses, dwellings, stables, factories, mills, plants, manufactories and all other buildings and works and improvements that may be considered advisable in connection with the purposes of the company, including the construction in and such lands, or any part thereof, of sidewalks, drains, water mains, sewers, lighting plants and accessories, and all and any other improvements of a nature to enhance the value of the company's property, or any part thereof; and to carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate agency business including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges and the like and negotiate leases and all other forms of contract in respect of real estate;

To make advances by way of loans for building purposes or other improvements to purchasers or lessees of any part of the company's property, and aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, bridges, sidewalks, water-works, sewers, lighting plant or plants and other improvements calculated to render the company's property more accessible or enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any part of it sold by the company or any money due to the company from purchasers or advances made by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To build, instal, maintain and operate one or more system of water-works for the proper supply of water to the holders and purchasers of the property of the company and others, and in connection therewith, aqueducts, filtration plants,

aqueducs, des filtres, des pompes, des conduits, des tuyaux de connection et autres accessoires et dépendances de ces travaux d'aqueducs; vendre et disposer de cette eau, et pour ces fins, faire tous les arrangements qui seront jugés judicieux par la compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement, assumer en totalité ou en partie, l'entreprise, le commerce, l'actif et le passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant, en tout ou en partie, le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenables et propres aux fins de cette compagnie;

Faire aucune convention pour le partage des bénéfices, la fusion, la consolidation ou l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autre arrangement de même nature avec aucune personne ou compagnie exerçant un commerce, que cette compagnie est autorisée à exercer ou étant sur le point de s'engager dans les mêmes transactions ou dans le même commerce que cette compagnie, ou ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter, prendre en échange ou en paiement, ou autrement acquérir, détenir et posséder, et pendant cette possession, exercer tous les droits et privilèges des détenteurs et propriétaires; vendre, avec ou sans garantie et disposer des parts, obligations et débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant des fins et objets en tout ou en partie semblables aux fins et objets de cette compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, établir, promouvoir ou autrement aider aucune autre ou plusieurs autres compagnies de même genre;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures et autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucun bien réel ou personnel, d'aucune propriété mobilière ou immobilière d'aucun droit, bail, commerce, d'aucune franchise, entreprise, d'aucun pouvoir, privilège, d'aucune licence ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et émettre des parts entièrement acquittées, des obligations, des débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel ou en échange d'actions, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie ou en dérivant;

Vendre, louer, échanger et autrement disposer ou trafiquer de toute ou d'aucune partie de la propriété, des droits et de l'entreprise de la compagnie en considération de ce que la compagnie croira convenable, et spécialement, pour des actions, des obligations, des débentures et autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie;

Prêter de l'argent et garantir l'exécution des contrats, ainsi que l'accomplissement d'aucune obligation et entreprise d'aucune autre compagnie dans laquelle cette compagnie aura des intérêts; accepter en garantie de ces prêts et engagements toute valeur qui pourra être offerte par telle personne ou compagnie, y compris les parts et débentures de telles autres compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets promissaires, des lettres de change, mandats, débentures, valeurs sous l'empire de la loi des Banques, et autres documents transportables et négociables;

Distribuer aux membres, en nature ou autrement, tel que résolu, tout bien dans l'actif de la compagnie, et particulièrement, les actions

pumping stations, mains, connections and other accessories and adjuncts to such waterworks; to sell and dispose of said water, and for such purposes to enter into any contracts that may be considered advisable by the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business in whole or in part which this company is authorised to carry on, or possessed of property suitable and proper for the purposes of this company;

To enter into any agreement for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or union of interest, or other arrangement of a like nature with any person or company or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or having objects altogether or in part similar to those of this company;

To purchase, take in exchange, or in payment or otherwise acquire, hold and own, and whilst, holding same to exercise all the rights and privileges of holders and owners thereof, and to sell, with or without guarantee, and deal in the shares, bonds, debentures or other securities of any other company or companies having purposes or objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such other company or companies;

To issue paid-up shares, bonds, debentures or other securities for the payment, either in whole or in part of any property real or personal moveable or immoveable property, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession, which this company may lawfully acquire and to issue fully paid shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of or deal with all or any part of the property, rights or undertaking of the company for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having object a together or in part similar to those of the company;

To lend money and guarantee the performance of contracts, as also the performance of any obligation or undertaking of any other company in which the company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such person or company including shares and debentures of such other companies;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, securities under the Bank Act, and other negotiable or transferable instrument;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members, and particularly the shares, bonds,

obligations et débetures ou autres valeurs d'une autre compagnie constituée pour assumer, en totalité ou en partie, l'actif et le passif de cette compagnie, et remettre aux actionnaires de cette compagnie, si la chose est trouvée judicieuse, toute portion ou partie du capital de la compagnie, pourvu que toutes les obligations de la compagnie aient été préalablement acquittées;

De temps à autre, autoriser les directeurs, si cela est permis par un règlement sanctionné par le vote de pas moins que les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représentés à une assemblée générale dûment convoquée pour étudier le règlement à: (A) emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie; (B) diminuer ou augmenter le montant de l'emprunt; (C) émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie pour des sommes non moindres que cent piastres chacune, les donner en gage et les vendre pour tels montants et tels prix qui seront jugés avantageux; (D) hypothéquer, grever ou engager la propriété réelle ou personnelle de la compagnie, ou les deux, afin de garantir ces obligations, débetures et autres valeurs, et les argents empruntés pour les fins de la compagnie; pourvu, cependant que rien de contenu dans ce paragraphe ne soit interprété de manière à limiter ou à restreindre le pouvoir d'emprunt de la compagnie sur lettres de change ou billets promissaires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

De temps à autre, faire tous et chacun des actes ou choses énumérées aux présentes et avoir l'exercice et la jouissance de ces droits et privilèges, et faire tous autres actes et toutes autres choses comme se rapportant et tendant à la réalisation des susdits objets ou d'aucun d'eux, et aussi exercer tout commerce ou pratiquer toutes affaires relatives aux fins et objets ci-haut mentionnés; sous le nom de "Saint Eustache Gardens, Incorporated", avec un capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD

3751-26-2 Sous-secrétaire de la province.

Les Propriétaires, Incorporés.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1915, constituant en corporation M.M. Jean Versailles et Joseph Versailles, courtiers en immeubles; Chs. C. de Tonnancour, industriel; J.-Albert Berthiaume, courtier en immeubles; Hector Charbonneau, comptable de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, détenir, exploiter, développer, vendre, transporter et louer des terres, des terrains, des carrières, des pouvoirs d'eau, de l'énergie électrique dans le district de Montréal, des aqueducs, fils de transmission, transbordeurs aériens, construction de digues ou d'usines, machineries, matériel roulant, patentes, marques de commerce, publications, journaux, revues, droits d'auteurs de toutes sortes, le tout sur les propriétés de la compagnie ou toute autre propriété là où elle aura obtenue la permission de ce faire des propriétaires, de faire le commerce de tous matériaux, marchandises de toutes sortes, propriétés immobilières et mobilières, de les hypothéquer, les échanger, construire et améliorer et de faire en particulier toutes les affaires se rapportant à ces objets;

debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, and to return to the shareholders of the company, if considered advisable any part or portion of the capital of the company, provided all the liabilities of the company have been previously paid of;

To authorize the directors from time to time, if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law to: (A) borrow money upon the credit of the company; (B) limit or increase the amount to be borrow; (C) issue bonds, debentures, or other securities of the company for sums not less than one hundred dollars each, and pledge and sell the same such sums and at such prices as may be deemed expedient; (D) hypothecate mortgage or pledge the real or personal property of the company or both, to secure any such bonds, debentures or other securities, and any money borrowed for the purposes of the company; provided however, that nothing herein contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

From time to time to do any one or more of the acts and things herein set forth and to exercise and enjoy all such right and privileges, and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and also to carry on any business or businesses germane to the purposes and objects above set forth, under the name of "Saint Eustache Gardens, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourteenth day of June, 1915.

C. J. SIMARD,

3752-26-2 Deputy Provincial Secretary.

Les Propriétaires, Incorporés.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1915, incorporating Messrs. Jean Versailles and Joseph Versailles, real estate brokers; Chs. C. de Tonnancour, manufacturer; J.-Albert Berthiaume, real estate broker; Hector Charbonneau, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, hold, exploit, develop, sell convey and lease lands, lots of land, quarries, water powers, electric power, in the district of Montreal, water works, transmission lines, aerial conveyers, dam works or plants, machinery, rolling stock, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights, of all kinds, the whole upon the property of the company, or upon any property whereon it may have obtained the permission from the proprietors to do so; to deal in materials and goods of all kinds, moveable and immoveable properties, hypothecate, exchange, build upon and improve the same, and especially to carry on any business incidental to the above objects;

Faire les affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec toutes les affaires ci-dessus spécifiées, ou propres directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou assumer les affaires, biens et obligations en tout ou en partie, de toute personne ou compagnie, faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital-actions de la dite compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Vendre, louer les biens, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux, ou en disposer autrement pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à cette compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toutes telles compagnies, et les engager, vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du principal et intérêts, ou en faire le commerce autrement;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir ou posséder tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toutes personnes, ou sociétés ou par toutes compagnies ou compagnie faisant ou formées pour faire toutes affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à faire, et les payer en tout ou en partie en argent, ou en tout ou partie en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les obligations de toutes telles personnes sociétés ou compagnies;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettres de change, mandats et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire des avances en argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou en aucun autre manière toutes personnes ou personne, corporations ou corporation pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou de toutes débetures et autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs;

Faire toutes telles choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "Les Propriétaires, Incorporés", avec un fonds social de cinq cent cinquante mille piastres

To carry on any business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire or take over the whole or part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in shares of the capital stock of the said company;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects in whole or part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, hold, issue or re-issue with or without guarantee as to principal and interest, or otherwise deal with the same;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any part of the property, franchises, good-will, rights, and privileges held or owned by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying on of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and pay for the same wholly or partly in cash or wholly or partly in paid up shares of the company or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To make advances of money to the customers and other having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate in cash, stock, bonds or in any other manner any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or in guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principals agents or attorneys;

To do all things incidental to or suitable for the attainment of the above objects, under the name of "Les Propriétaires, Incorporés", with a capital stock of five hundred and fifty thousand

(\$550,000.00) divisé en cinq mille cinq cents (5,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1915.

C.-J. SIMARD,

3807-26-2 Sous-secrétaire de la province.

Canadian Steel Products Company.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1915, constituant en corporation: Jessie Brown, teneur de livres; Jean C. Duhamel, commis; Florence Varney, Dorothy Dance et Anna Beaumel, sténographes de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, acheter et vendre, importer et exporter, en gros et en détail de toutes sortes de produits en acier, en cuivre et en fer d'aucune nature et description ainsi que les matières premières s'y rapportant, aussi aucune machine, outils et accessoires employés dans leur fabrication, objet, garniture, étiquette et artifice d'annonces employés ou utiles pour mettre sur le marché aucun des susdits articles, et en disposer soit comme mandants soit comme mandataires;

Etre agents pour des commerçants, négociants ou fabricants de tous effets, denrées ou marchandises;

Acquérir et assumer, soit comme commerce en opération ou autrement, les affaires et entreprises, les créances et dettes d'aucune personne, maison ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle de la présente compagnie ou s'y rapportant, les payer totalement ou partiellement en espèces ou en parts acquittées de la présente compagnie;

Spécialement, prendre à sa charge, à titre d'industrie en opération, l'industrie qu'exercent en société, dans la cité de Montréal, Félix et Samuel Léopold et Samuel A. Ungerleider, tous et chacun de la cité de Montréal, marchands, sous les nom et appellation de "Canadian Steel Products Company", et émettre en paiement d'icelle des parts de la présente compagnie, libérées et non sujettes à appel, conformément à l'inventaire qui sera préparé en rapport avec la dite société industrielle;

Acquérir par achat, location ou autrement, ou prendre à charge toute ou aucune partie de la propriété commerciale ou des obligations d'aucune personne ou compagnie exerçant l'industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Conclure aucun arrangement avec aucune personne ou compagnie en vue des services que pourront rendre telles personnes ou compagnies et payer ces arrangements ou services en espèces ou en actions acquittées de la présente compagnie, totalement ou partiellement;

Demander, acheter ou autrement acquérir aucune marque de commerce, brevet d'invention, licences, concessions et autres privilèges semblables conférant un droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou renseignement relatifs à aucune invention qui paraîtra susceptible d'être utilisée pour les fins de la présente compagnie, ou dont l'acquisition sera jugée de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi, se servir, exploiter développer ou accorder des permis en rapport avec les biens, droits et renseignements ainsi acquis ou les mettre autrement à profit;

dollars (\$550,000.00), divided into five thousand five hundred (5,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial secretary, this eighteenth day of June, 1915

C. J. SIMARD,

3808-26-2 Deputy Provincial Secretary

Canadian Steel Products Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of June, 1915, incorporating: Jessie Brown, book-keeper; Jean C. Duhamel, clerk; Florence Varney, Dorothy Dance and Anna Beaumel, stenographers; of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy and sell, import and export, wholesale and retail, all kinds of steel, copper and iron, products of every kind and description and raw material used therein, and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof, and any fixture, packing label and advertising device, used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent;

To act as agents for traders, dealers and manufacturers of any goods, wares or merchandise;

To acquire, and take over, either as a going concern or otherwise, the business undertakings, assets and liabilities of any individual, firm or incorporation carrying on a similar business or a business incidental to that of this company, and to pay for the same either wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of this company;

Particularly take over as a going concern the business now carried on in partnership in the city of Montreal, by Félix Léopold, Samuel Léopold and Samuel A. Ungerleider, all of the city of Montreal, merchants, under the name and style of the "Canadian Steel Products Company" and to issue in payment of such business the fully paid non assessable shares of this company according to the inventory that will be prepared in connection with the said partnership business;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To enter into any contract with any person or company for services to be rendered by such person or company and to pay for such contract or services in cash or fully paid up shares of this company, or partly in cash and partly in fully paid up shares of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights, or information so acquired;

Généralement, acheter, prendre à charge, à bail, en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers, droits ou privilèges que la présente compagnie estimera nécessaires ou convenant à ses objets, et spécialement, posséder des terrains, bâtisses, commodités, machineries, boutiques et fonds de commerce;

Recevoir ou autrement prendre à charge et détenir des actions dans aucune compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire tourner à son bénéfice ou autrement disposer de toute ou d'aucune partie des propriétés et droits de la présente compagnie;

Se fusionner avec aucune autre compagnie, dont les objets sont, en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Payer à même les deniers de la présente compagnie, les frais et dépenses encourus à l'occasion de son incorporation et organisation et en découlant;

Conclure aucun arrangement et faire aucune convention pour le partage des bénéfices avec aucune personne, compagnie ou corporation exerçant ou engagée dans la même industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer;

Aucun des pouvoirs contenus dans les paragraphes précédents ne pourra être restreint par induction ou déduction d'aucune autre paragraphe, sous le nom de "Canadian Steel Product Company", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD,

3869-26-2 Sous-secrétaire de la province.

Montreal Water-Purifier Company, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de juin 1915, constituant en corporation MM. Kenneth Archibald, avocat; S. J. Dale Harris, avocat; M. W. Melvor, gérant; W. H. Bickford, machiniste et Rae McGillivray, sténographe, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, construire, louer et de toute façon faire le commerce des filtres et machines à purifier l'eau de toute nature quelconque et de toutes choses y nécessaires ou s'y rapportant;

Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir et de temps à autre vendre, louer ou autrement disposer d'aucuns terrains, édifices, travaux, machineries et propriété d'aucune nature et description, soit mobilière, soit immobilière, qui pourra être nécessaire ou se rapporter aux fins de la présente compagnie, y compris les brevets d'invention, licences, marques de commerce, desseins industriels et autres droits de même nature y compris encore la totalité ou aucune partie de l'actif commercial et des obligations d'aucune personne ou corporation exerçant le commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer; y compris de plus la propriété les créances et entreprises de la présente compagnie, payer ces acquisitions ou recevoir en paiement d'icelles des actions, débentures et autres

Generally, to purchase, take or lease, or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the company think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade.

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company.

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To amalgamate with other companies having objects similar in whole or in part to those of this company;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organisation of the company.

To enter into any arrangement or agreement to divide profits with any person, company or corporation, carrying on or engaged in any business which this company is authorized to engaged in.

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Canadian Steel Products Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of June 1915.

C. J. SIMARD,

3870-26-2 Deputy Provincial Secretary.

Montreal Water-Purifier Company, Limited.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec bearing date the eighteenth day of June 1915 incorporating Messrs. Kenneth Archibald, advocate; S. L. Dale Harris, advocate; M. W. Melvor, manager; W. H. Bickford, mechanic and Rae McGillivray, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, construct, lease, and in any way deal in filters and water-purifying machines of any and every kind whatsoever and in everything necessary or incidental thereto;

To purchase, lease or otherwise acquire or hold and from time to time to sell, lease or otherwise dispose of any lands, buildings, works, machinery and property of every kind and description either moveable or immovable that may be necessary or incidental to the purposes of this company including patents of invention, licenses, trade marks, industrial designs and other rights of a similar nature, and also including the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on and including the property assets and undertakings of this company, and to pay for or receive payment for the same in shares, debentures and other securities, under the name of "Montreal Water Purifier Company, Limited", with a capi-

valeurs, sous le nom de "Montreal Water Purifier Company, Limited", avec un capital-action de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1915.

C. J. SIMARD

3875—26-2 Assistant-secrétaire provincial.

Avis est par le présent donné que "L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Maison J. O. Gareau, Limitée", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres en cas de maladie, d'accident, de revers de fortune, ou de décès, tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-troisième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

3825—26-2

tal stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June 1915.

C. J. SIMARD

3876—26—2 Deputy Provincial Secretary

Notice is hereby given that "L'Association Mutuelle de Bienfaisance des employés de la Maison J. O. Gareau, Limitée", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness, accident, reverse of fortune or death, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in Council.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this twenty third day of June 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

3826—26-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

In re F. Blouin Enrg., Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 18 juin 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 23 juin 1915.

3871

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.

In re: J. G. Samson, Rivière Bleue, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 juillet 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, le 23 juin 1915.

3873

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

In re F. Blouin Regd., Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 18th June, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 23rd June, 1915.

3872

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.

In re J. G. Samson, Rivière Bleue, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th July, 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 & 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 23rd June, 1915.

3874

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1999

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bigelow vs McShane.....	1618
" Bowker vs Marston.....	1616
" Burelle vs Marien.....	1617
" Cantin vs Levasseur.....	1617
" Choquette vs St-Onge.....	1616
" Doyon vs Veilleux.....	1617
" Garfinkle vs Brault.....	1617
" Magnan vs Duquette.....	1616

ANNONCEURS, avis aux, 1659.

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—
L'Association Mutuelle de Bienfaisance des Employés de la Maison J. O. Gareau, Ltée, 1658; La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, 1610.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

2000

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Hussen vs Goldstein.....	1616
" Litofsky vs Grabstein.....	1617
" Ouimet vs Duguay.....	1612
" Paul vs Shierer.....	1616
" Rivard vs Blais.....	1612
" Rochon vs Vallée.....	1612
" Sabbath vs Bacher.....	1617
" Spooner vs Bouchard.....	1616

ADVERTISERS notice to 1659.

ASSOCIATIONS INSURANCES OR SOCIETIES:—
L'Association Mutuelle de Bienfaisance des Employés de la Maison J. O. Gareau Ltée, 1658; La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet 1610.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:
J. Einstein Incorporated, 1600.

EXAMENS:—Barreau:—Arthabaska, 1613; Mont-
réal, 1615; Québec, 1613; Québec, 1615.

EXAMEN:—Bureau des Examineurs des Mesu-
reurs de Bois de la province de Québec, 1609.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Ajmo (succession-estate)	1618
Beaudet & Maheux.....	1660
Blouin.....	1658
Cohen Sons & Coy.....	1661
Côté.....	1619
Coursol.....	1619
Faubert.....	1621
Gauthier.....	1622
Gélinas.....	1620
Girard & Girard.....	1621
Hart.....	1621
Hossack & Co.....	1620
Leduc & Frère	1622
Lubin.....	1618

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Canadian Steel Products Coy.....	1656
Electrical Illumination Coy of Canada, Ltd	1603
Excelsior Realities, Incorporated.....	1650
Keystone Athletic Club. Ltd.....	1607
La Moulage M-ré, Limitée.....	1604
Les Propriétaires, Incorporée.....	1654

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—La Cie
de Construction de Maisons d'Habitation sa-
lubres, Limitée, 1602; Théâtre de Saint-
Hyacinthe, 1609.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Belœil Station,
1610; Chandler, 1612; Lots Canton Bulstrode
à Sainte-Eulalie, 1611; Lots Saint-Jean-
Chrysostôme à Saint-Antoine Abbé, 1611;
Municipalité scolaire protestante de Saint
Hubert, 1612; Saint-Romuald de Farnham
à Farnham Ouest, 1611.

ORDRE DE COUR:—Perrault vs Abeles, 1625.

PROCLAMATIONS:—Cour Supérieure et Cour de
Circuit, district de Nicolet, 1649; Proroga-
tion des Chambres, 1599.

RÉSOLUTIONS:—Municipalité Sainte-Marthe du
Cap de la Magdeleine, 1623; Municipalité
Sainte-Madeleine de la Rivière Madeleine,
1625.

ROUTE, FERMETURE DE:—Paroisse Saint-Pacôme,
canton Cathcart, 1609.

VENTE DE FAILLITE:—Blouin, Failli, 1627.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Cie de Chemin
de Fer Québec Central, 1627.

VENTE PAR LICITATION:—Dion vs Dion, 1624.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—Turgeon vs Rodrigue, 1627.

BEDFORD:—Nutting vs Brome County Asbestos
Development Coy. Ltd, 1628.

GASPE:—LeBouthillier Bros Coy Ltd vs Bujold,
1629; The Victor Lumber Coy vs Poulin *et al*,
1628.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—
J. Einstein Incorporated 1600.

EXAMINATIONS:—Bar:—Arthabaska 1613; Mon-
tréal 1615; Québec 1613; Québec 1615.

EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers
of the province of Quebec 1609.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Marchand (succ-estate).....	1621
Martineau.....	1619
Mendelson.....	1620
Men's Wear Limited.....	1622
North End Shoe Coy.....	1622
Richler Bros.....	1623
Rogers.....	1619
Samson.....	1658
Simard <i>et al</i>	1620
The Montreal Sales Coy.....	1622
Thomas & Ritson.....	1618
Tremblay (Dme).....	1620
Verret.....	1619

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Maxwell Realty Coy Incorporated.....	1601
Montreal Water Purifier Coy. Ltd.....	1657
Public Service Corporation of Quebec.....	1604
Saint Eustache Gardens, Incorporated....	1652
The Lyman Real Estate Corporation Ltd..	1608
The Big-Hollow Gold Mine Coy Ltd.....	1600

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—La Cie de
Construction de Maisons d'Habitation sa-
lubres Limitée 1602; Théâtre de Saint-
Hyacinthe 1609.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Belœil Station 1610;
Chandler 1612; Lots Township Bulstrode
to Sainte-Eulalie 1611; Lots Saint-Jean-
Chrysostôme to Saint-Antoine Abbé 1611;
The Protestant School Municipality of Saint
Hubert 1612; Saint-Romuald of Farnham
to Farnham West, 1611.

ORDER OF COURT:—Perrault vs Abeles 1625.

PROCLAMATIONS:—Superior Court and Circuit
Court district of Nicolet 1649; Parliament
prorogued 1599.

RÉSOLUTIONS:—Municipality Sainte Marthe of
Cap de la Magdeleine 1623; Municipality
of Sainte Madeleine de Rivière Madeleine.
1625.

ROAD CLOSING OF:—Parish Saint Pacôme,
township Cathcart 1609.

INSOLVENT SALE:—Blouin, Insolvent 1627.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—Quebec Central
Railway, Coy. 1627.

SALE BY LICITATION:—Dion vs Dion, 1624.

SHERIFF'S SALES:—

BEAUCE:—Turgeon vs Rodrigue 1627.

BEDFORD:—Nutting vs Brome County Asbestos
Development Coy. Ltd 1628.

GASPE:—LeBouthillier Bros Coy Ltd vs Bujold
1629; The Victor Lumber Coy vs Poulin *et al*
1628.

JOLIETTE:—Bank of British North America vs Charpentier, 1629; Ducharme vs Gilbert dit Comtois, 1630.

MONTCALM:—Boisvert vs Bertrand, 1631; Coulombe vs Bourbonnais, 1630; La Banque d'Hochelaga vs Gagné, 1630.

MONTMAGNY: — Dechesne vs Thibault, 1631; Lessard vs Couture, 1632.

MONTREAL:—Beaulac vs Raymoud, 1640; Bouthillier (Dme) vs Brosseau, 1642; Cité de Maisonneuve vs Sicard de Carufel, 1636; Chopin (Dme) vs Racicot, 1639; Dupré *et al*, Faillis, 1633; Curran (Dme) *et al* vs Dlle Côté, 1634; Dupré *et al*, Faillis, 1641; Grenier vs Dme Levert, 1642; Lamoureux, Failli, 1636; Maheu vs Dlle Couture, 1635; Marchand vs Kalmanovitch, 1635; Marquette *et al*, Faillis, 1639; Masaitis vs Smilingis, 1634; Ménard vs Dupré, 1637; Michaud *et al* vs Dupré *et al*, 1641; Schetagne vs Grenier, 1637; Séguin *et al* vs Lamoureux, 1634; Séguin vs Provost, 1633.

OTTAWA:—Lafortune vs Sauvé, 1644.

RICHELIEU:—Marcoux vs Lamarche et Dme St-Cyr, 1644.

SAGUENAY:—La Banque Nationale vs Saulnier, 1646.

SAINT-FRANCOIS:—O'Bready vs Couture, 1646.

SAINT-HYACINTHE:—Desrochers vs Dme Laferrière *et vir*, 1647; Marcotte (Dme) vs Casavant, 1647.

TERREBONNE:—Prévost (Dme) *et al* vs Dme Desjardins *et vir*, 1648.

TROIS-RIVIÈRES:—Godin vs Champagne, 1649.

JOLIETTE:—Bank of British North America vs Charpentier 1629; Ducharme vs Gilbert dit Comtois 1630.

MONTCALM:—Boisvert vs Bertrand 1631; Coulombe vs Bourbonnais 1630; La Banque d'Hochelaga vs Gagné 1630.

MONTMAGNY: — Dechesne vs Thibault 1631; Lessard vs Couture 1632.

MONTREAL:—Beaulac vs Raymoud 1640; Bouthillier (Dme) vs Brosseau 1642; City of Maisonneuve vs Sicard de Carufel 1636; Chopin (Dme) vs Racicot, 1639; Dupré *et al*, Insolvent, 1633; Curran (Dme) *et al* vs Dlle Côté, 1634; Dupré *et al*, Insolvent, 1641; Grenier vs Dme Levert, 1642; Lamoureux, Insolvent, 1636; Maheu vs Dlle Couture, 1635; Marchand vs Kalmanovitch, 1635; Marquette *et al*, Insolvents, 1639; Masaitis vs Smilingis, 1634; Ménard vs Dupré, 1637; Michaud *et al* vs Dupré *et al*, 1641; Schetagne vs Grenier, 1637; Séguin *et al* vs Lamoureux, 1634; Séguin vs Provost, 1633.

OTTAWA:—Lafortune vs Sauvé, 1644.

RICHELIEU:—Marcoux vs Lamarche et Dme St-Cyr, 1644.

SAGUENAY:—La Banque Nationale vs Saulnier, 1646.

SAINT FRANCIS:—O'Bready vs Couture, 1646.

SAINT HYACINTH:—Desrochers vs Dme Laferrière *et vir*, 1647; Marcotte (Dme) vs Casavant, 1647.

TERREBONNE:—Prévost (Dme) *et al* vs Dme Desjardins *et vir*, 1648.

THREE RIVERS:—Godin vs Champagne, 1649.

- 6 JUL 1915